

TITRE VIII

DES ASSOCIATIONS ET INSTITUTIONS PHILANTHROPIQUES

3 EDOUARD VII, CHAPITRE 5

Loi relative au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal

[Sanctionnée le 25 avril, 1903]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le contrat reproduit dans la cédule de la présente loi, relatif au soin, à la surveillance et au paiement des frais de garde et d'entretien des jeunes délinquants internés dans l'école de réforme de Montréal, ainsi qu'à la direction et à la régie de cette école, passé le quinze octobre mil neuf cent deux, entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, est approuvé et ratifié.

Contrat du
15 octobre
1902, ratifié.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

CEDULE

L'an mil neuf cent deux, le quinzième jour du mois d'octobre, devant CHARLES-EDMOND TASCHEREAU, notaire public, pour la province de Québec, pratiquant à Québec,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ, NOTRE SOUVERAIN ROI EDOUARD VII, représenté au présent acte par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du sept octobre courant, ap-

prouvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le neuf du même mois, et dont copie, signée par les parties est demeurée annexée à la minute des présentes,

Partie de première part ;

ET " LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE ST-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL," corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représentés au présent acte par le révérend frère HILDUARD-DOMINIQUE VANLANGENDONCK, supérieur provincial et directeur de ladite communauté et spécialement autorisé aux fins des présentes par résolution des membres de ladite corporation, adoptée à leur séance du neuf août mil neuf cent deux, copie de laquelle autorisation est ci-annexée après avoir été reconnue véritable par ledit révérend frère Hilduard, en présence dudit notaire,

Partie de la seconde part.

LESQUELS, vu le certificat d'école de réforme accordé par le gouvernement de ladite province auxdits Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, et publié le vingt et un décembre mil huit cent soixante et douze, dans la *Gazette officielle* de ladite province de Québec, par lequel certificat lesdits frères sont autorisés, à partir du vingt et un décembre mil huit cent soixante et douze, à recevoir les jeunes délinquants catholiques condamnés à la détention dans une prison de réforme, en cette province, ont fait ensemble le contrat qui suit, savoir :

1. Les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal s'engagent, pour le terme et espace de dix années, à compter du premier de septembre dernier (1902), de prendre sous leurs soins, de loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants qui, d'après la loi, leur seront envoyés ; de faire toutes les dépenses exigées pour l'entretien de cet établissement ; de fournir les ateliers, les effets et matériaux, et tout ce qui est nécessaire au travail, à l'enseignement primaire, et à l'enseignement mécanique des jeunes délinquants ; de payer tout le personnel de cet établissement et de faire tous les frais de direction et d'administration, y compris le médecin, le chapelain et toutes les dépenses quelconques, requises pour l'institution, réparations, changements et ameublements, le tout sur un aussi bon pied que ladite école de réforme est maintenant tenue sous tous les rapports.

2. Le gouvernement de cette province, aussi longtemps que l'école de réforme des frères ci-dessus nommée sera installée dans la maison qui est actuellement occupée par eux dans

ladite cité de Montréal, payera auxdits frères, pour chaque délinquant actuellement détenu dans l'école de réforme ou qui y sera interné par la suite, avec l'autorisation voulue par la loi, la somme de cent vingt piastres par an, mais si le nombre total des délinquants venait à être moins que deux cent cinquante (250), alors il sera payé cent trente piastres pour chaque enfant, mais quand le nombre des enfants sera en aucun temps de deux cent cinquante ou plus, le prix sera toujours de cent vingt piastres.

Ce nombre de deux cent cinquante signifie deux cent cinquante enfants condamnés. Quant à ceux qui ne sont qu'arrêtés préventivement et placés pour quelques jours, leur présence ne modifiera en rien les prix, et ils seront eux-mêmes comptés à raison de cent trente piastres.

3. La partie de la première part s'oblige, dans tous les cas, à payer à la partie de la seconde part, pour un minimum de deux cent trente (230) à cent trente piastres (130) par enfant interné dans ladite école de réforme.

4. Le produit du travail des jeunes délinquants appartiendra auxdits frères, mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit sera employée par eux, en primes d'encouragement, chaque année, aux délinquants dont la conduite et l'application au travail seront satisfaisants, au jugement desdits frères, étant entendu que, quant aux délinquants dont la conduite et l'application ne donneraient pas satisfaction, ce pécule ne leur sera pas payé, mais appartiendra pour moitié auxdits frères et pour moitié au gouvernement, lesdits frères devant rendre compte de tout au lieutenant-gouverneur, chaque année.

Il sera loisible, en tout temps, pour chacune des parties au présent contrat, durant ledit terme de dix années, de résilier et mettre fin, au présent contrat, en donnant un avis de douze mois.

6. Dans le cas où nul arrangement ne serait fait à l'expiration desdites années, ledit contrat se continuera d'année en année, mais pourra être terminé à la fin de chaque année, en par l'une ou l'autre des parties donnant six mois d'avis.

7. Toute somme payable auxdits frères en vertu du présent arrangement, leur sera payée mensuellement comme cela se fait maintenant.

8. Lesdits frères devront se conformer aux lois concernant les écoles de réforme et aux instructions qui peuvent leur être données de temps à autre par le secrétaire provincial.

9. Le directeur de ladite école de réforme devra transmettre, tous les trois mois, au secrétaire provincial, une liste des délinquants qui se sont distingués par leur bonne conduite.

10. Dans le cas de désertion des délinquants confiés à leur garde, lesdits frères seront obligés de faire et payer tous les

frais nécessaires pour appréhender et incarcérer tous déserteurs.

11. Dans le cas où un pardon ou une remise de peine serait accordée à quelque délinquant par l'autorité compétente, le gouvernement cessera de payer pour tel délinquant au moment de tel pardon ou remise de peine.

12. Lesdits frères de la charité pourront admettre dans leur maison et y garder des enfants pensionnaires d'un caractère difficile et vicieux pour lesquels les parents consentiront à payer la pension, mais à la condition que ces admissions ne soient pas au détriment de l'espace dont il y aura besoin pour les autres jeunes délinquants.

13. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges, shérifs, greffiers de la couronne, magistrats de police, juges des sessions, membres du Conseil législatif et de la Chambre d'assemblée de la province de Québec, membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain, ses grands vicaires, et autres personnes autorisées par ledit évêque, de visiter en tout temps, à des heures convenables, ladite école de réforme ainsi tenue par lesdits frères.

14. Lesdits frères devront se conformer de plus aux instructions et aux règlements qui seront, de temps à autre, adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la régie et la bonne administration de ladite école de réforme, et suivront les avis et instructions que les inspecteurs de prisons leur donneront dans l'accomplissement de leurs devoirs.

15. Et, à défaut par lesdits frères d'exécuter les clauses et conditions du présent contrat, il deviendra nul et de nul effet, à toutes fins que de droit.

16. Le coût des présentes sera à la charge de la partie de la seconde part, qui devra en fournir une copie certifiée au gouvernement.

17. Le présent acte sera soumis pour approbation à la Législature, à sa prochaine session, et devra être ratifié par elle.

FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro deux mille vingt-six des minutes du dit C.-E. Taschereau.

EN FOI DE QUOI, lesdites parties ont signé avec ledit notaire, après lecture faite.

(Signé)

AM. ROBITAILLE,

"

Fre HILDUARD, Dir.

"

C. E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 7 octobre 1902, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 9 octobre 1902.

No 574

CONCERNANT L'ÉCOLE DE RÉFORME DE MONTRÉAL

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du sept octobre 1902, soumet au conseil, pour approbation, le projet du contrat entre le gouvernement de la province et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, au sujet de l'école de réforme de Montréal.

Vu l'approbation du procureur général au bas dudit projet, l'honorable secrétaire recommande que ce projet de contrat soit approuvé, et qu'il soit autorisé à signer, au nom du gouvernement, un tel contrat avec les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, représentés par le révérend frère Hilduard, supérieur provincial et directeur de ladite communauté.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,

Greffier Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil à laquelle il est référé dans l'acte d'accord ou contrat ci-annexé exécuté devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le quinzième jour du mois d'octobre mil neuf cent deux.

(Signé) AM. ROBITAILLE,

“ Fre HILDUARD, Dir.

“ C. E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU, N. P.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

A une assemblée du conseil de la communauté de Les Frères de la Charité de Montréal, tenue à Montréal, le 9 août 1902 et à laquelle étaient présents :

Le frère Hilduard, supérieur provincial, et les frères Xavier, Jérôme, Wenceslas et Hyacinthe, tous les quatre conseillers, il a été décidé à l'unanimité ce qui suit :

1. Le frère Hilduard est autorisé à s'entendre avec les

membres du gouvernement pour les conditions du nouveau contrat à intervenir entre le gouvernement et la communauté pour le maintien de l'école de réforme des jeunes délinquants catholiques de la province de Québec.

2. Les membres du conseil donnent au frère Hilduard plein pouvoir de signer tous actes et papiers requis en pareil cas et pour telle cause.

3. La présente résolution sera inscrite dans le registre des délibérations du conseil et une copie dûment signée par les membres du conseil en sera transmise à l'honorable secrétaire de la province pour être annexée à la clause du contrat.

(Signé) Fr HILDUARD, Sup. prov.
 " Fr XAVIER, C. Proc.
 " Fr JÉRÔME, C. Prov.
 " Fr WENCESLAS.
 " Fr HYACINTHE.

Montréal, le 20 août 1902.

Ceci est la copie de la résolution à laquelle il est référé dans l'acte d'accord ci-annexé et exécuté devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le quinzième jour du mois d'octobre mil neuf cent deux.

(Signé) Fr HILDUARD, Dir.
 " AM. ROBITAILLE,
 " C. E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU, N. P.

5 EDOUARD VII, CHAPITRE 6

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Asile du Bon Pasteur de Québec pour l'entretien des enfants envoyées à l'hospice Saint-Charles de Québec

[Sanctionnée le 11 mai, 1905]

SA MAJESTÉ de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet ^{Contrat du} du soin et de l'entretien des enfants envoyées à l'hospice ^{24 janvier} Saint-Charles de Québec, passé le vingt-quatrième jour de ^{1905, ratifié.} janvier mil neuf cent cinq, devant Charles Delagrave, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Asile du Bon Pasteur de Québec, tel qu'approuvé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du trois février mil neuf cent cinq, ci-après reproduit comme cédule B, est approuvé et ratifié.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc- ^{Entrée en} ^{vigueur.} tion.

CÉDULE A

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le vingt-quatre janvier, devant
CHARLES DELAGRAVE, notaire public pour la province
de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

ONT COMPARU

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, aux présentes représentée par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du roi, secrétaire et régistrateur de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil, No 20, en date du quatre janvier mil neuf cent cinq, et approuvé le 7 janvier mil neuf cent cinq par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minutes des présentes ;

ET

L'ASILE DU BON PASTEUR DE QUÉBEC, corps politique et incorporé par le chapitre 23 de l'acte 18 Victoria, en sa qualité de propriétaire de l'hospice Saint-Charles de Québec, représenté aux présentes par madame Marie-Pauline Pelletier, en religion sœur Marie de Saint-Louis, supérieure générale et présidente de l'Asile du Bon Pasteur de Québec, spécialement autorisée aux fins dudit acte par une résolution passée par le conseil dudit Asile du Bon Pasteur de Québec, en date du 16 janvier mil neuf cent cinq, et approuvée par Sa Grandeur Monseigneur L.-N. Bégin, archevêque de Québec, et dont copie a été annexée à la minute de cet acte, après avoir été

reconnue véritable par ladite dame supérieure et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour,
LESQUELS ont fait entre eux les stipulations et conventions suivantes, savoir :

I

Ledit Asile du Bon Pasteur de Québec, dûment autorisé aux fins des présentes par Sa Grandeur Monseigneur Bégin, archevêque de Québec, tel qu'appert de ladite résolution ci-annexée, s'engage à recevoir, loger, entretenir, nourrir, vêtir et instruire toutes les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à ses écoles de réforme et d'industrie, connues sous le nom d'hospice Saint-Charles de Québec ; à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge ; et à les y assujétir, enfin à les traiter, tant pour ladite école de réforme que pour ladite école d'industrie, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées cesdites écoles. De plus, ledit Asile du Bon Pasteur de Québec s'engage à leur donner tous les soins nécessaires tant en santé qu'en maladie, et au cas de décès, à faire enterrer à ses frais tous les corps des enfants qui ne seraient pas réclamés par leurs familles.

II

Lesdites écoles de réforme et d'industrie seront soumises et sujettes aux lois en force dans cette province et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

III

Dans le cas de désertion des enfants confiées à sa garde, ledit Asile du Bon Pasteur de Québec sera tenu de les appréhender et de les faire revenir à ses frais.

IV

Ledit Asile du Bon Pasteur sera tenu de fournir, au département du Secrétaire de la province de Québec, un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacune desdites enfants.

V

A défaut par ledit Asile du Bon Pasteur de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de rete-

nir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seraient restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du Secrétaire de la province, suivant les dispositions de la clause susmentionnée, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

VI

Ledit Asile du Bon Pasteur de Québec devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront lui donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

VII

Ledit Asile du Bon Pasteur de Québec sera de plus tenu de fournir, au secrétaire de la province, copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placée par lui en dehors de ladite école d'industrie.

VIII

Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il est loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires, de visiter, en tout temps, à des heures convenables, lesdites écoles de réforme et d'industrie ainsi tenues par ledit Asile du Bon Pasteur de Québec.

IX

A défaut par ledit Asile du Bon Pasteur de Québec d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

X

Le présent contrat est fait pour un terme de dix années, à compter du quatre mars mil neuf cent cinq, devant expirer le quatre mars mil neuf cent quinze.

XI

De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer à l'Asile du Bon Pasteur, au bureau du trésorier de la

province, une somme de cinq piastres et cinquante centins par mois pour chacune desdites enfants, pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois, mais le montant mensuel ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

XII

Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers ledit Asile du Bon Pasteur de Québec à lui confier des enfants, dans lesdites écoles, en nombre suffisant pour que, au prix de cinq piastres et cinquante centins ci-haut fixé pour chaque enfant, ledit asile reçoive chaque année, en vertu du présent contrat, une somme d'au moins huit mille piastres.

XIII

Il est enfin entendu que le présent contrat n'aura force et effet qu'en autant qu'il aura été ratifié et confirmé par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

Et, à ces présentes est intervenu MONSIEUR LOUIS-NAZAIRE BÉGIN, archevêque de Québec, agissant aux présentes en sa qualité de supérieur ecclésiastique du susdit asile, lequel, après avoir pris communication dudit contrat, l'a, en sa susdite qualité, approuvé et ratifié.

DONT ACTE fait à Québec, sous le numéro soixante-douze des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les comparants ont signé avec moi, dit notaire.

(Signé)	AMD. ROBITAILLE.
"	MARIE-PAULINE PELLETIER.
"	SR M. DE ST-LOUIS, Supr Génle.
"	† L. N., Arch de Québec.
"	CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

CORIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 janvier 1905

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux, et les pères Maristes de Montfort, pour asiles de réforme et d'industrie

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport en date du trois janvier (1905), expose :

Que, par une résolution de l'Assemblée législative de janvier 1905, le gouvernement a été autorisé, et, de fait, a passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les pères Maristes de Montfort ;

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou sujets aux modifications jugées nécessaires par l'honorable secrétaire ;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toute autre, si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres, tels contrats devant être approuvés par la Législature.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil exécutif.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

EXTRAIT des registres des délibérations du conseil de la corporation de l'Asile du Bon Pasteur de Québec.

Assemblée tenue à Québec, le seize janvier mil neuf cent cinq.

Madame la présidente fait connaître que le gouvernement provincial, représenté par l'honorable A. Robitaille, secré-

taire de la province, est prêt à renouveler le contrat actuel de l'hospice Saint-Charles aux mêmes conditions, et il est résolu :

1. Que l'Asile du Bon Pasteur de Québec accepte le renouvellement de ce contrat tel que proposé ;

2. Que madame Marie-Pauline Pelletier, en religion sœur Marie de Saint-Louis, supérieure générale et présidente, est autorisée, avec l'approbation de Sa Grandeur Monseigneur L.-N. Bégin, archevêque de Québec, à signer le susdit contrat.

Je soussignée, certifie que l'extrait ci-dessus est conforme au registre des délibérations de l'Asile du Bon Pasteur de Québec.

Asile du Bon Pasteur. } (Signé) SR M. DE ST-RAPHAEL,
Québec, 16 janvier 1905. } Secrétaire.

Vu et approuvé le 16 janvier 1905.

(Signé) † L. N. ARCH. DE QUÉBEC.

Ceci est la copie de la résolution à laquelle il est référé dans l'acte ci-annexé passé devant le notaire soussigné le vingt-quatre janvier mil neuf cent cinq, après avoir été signée par les parties et le notaire le même jour, même année.

(Signé) AND. ROBITAILLE.
" MARIE-PAULINE PELLETIER.
SR M. DE SAINT-LOUIS, Supr Génle.
" CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 2 février 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 3 février 1905

*Sur l'approbation du contrat pour l'entretien de l'école
d'industrie de l'hospice Saint-Charles de Québec*

No 54

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du vingt-quatre janvier (1905), soumet au conseil,

pour ratification, le contrat passé devant Mtre Charles Delagrave, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil, en date du 7 janvier 1905, avec l'Asile du Bon Pasteur de Québec, pour la garde et l'entretien des filles qui seront envoyées à ses écoles de réforme et d'industrie, connues sous le nom de " Hospice Saint-Charles de Québec ".

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil exécutif.

5 EDOUARD VII, CHAPITRE 8

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de Montréal, au sujet de la garde et de l'entretien des enfants envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie, à Montréal

[Sanctionnée le 11 mai, 1905]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet ^{Contrat du} du soin et de l'entretien des enfants du sexe féminin envoyées ^{16 février} aux écoles de réforme et d'industrie du Bon-Pasteur, à Montréal, ^{1905, ratifié.} passé le seizième jour de février mil neuf cent cinq, devant William Henry Edge, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, tel qu'approuvé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil No 87, en date du dix-huit février mil neuf cent cinq, ci-après reproduit comme cédule B, est approuvé et ratifié.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc- ^{Entrée en} tion. ^{vigueur.}

CÉDULE A

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le seizième jour du mois de février, par-devant WILLIAM HENRY EDGE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et district de Montréal, soussigné,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représentée par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du Roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil, No 20, en date du 4 janvier 1905, et approuvé le 7 janvier 1905, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes,

Partie de première part ;

ET

LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON PASTEUR, corporation légalement constituée, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et ci-après appelée " les dames religieuses ", agissant aux présentes par dame Philomène Larivière, en religion sœur Marie de Sainte-Hélène, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil de ladite corporation en date du quinze février courant, copie de laquelle est demeurée annexée aux présentes, après avoir été signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné, *ne varietur*,

Partie de seconde part.

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

Les dames Religieuses de Notre-Dame de Charité, dûment autorisées aux fins des présentes par le révérend messire Z. Racicot, vicaire général et administrateur du diocèse de Montréal, suivant qu'il appert d'une résolution ci-annexée, s'engagent à recevoir, loger, nourrir, vêtir, entretenir et instruire tous les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie communément connues sous le nom d'écoles des révérendes sœurs du Bon Pasteur de Montréal, à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés par leurs familles, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et, en général, à traiter lesdites enfants, tant pour ladite école de réforme que pour ladite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles.

Lesdites dames religieuses seront soumises et sujettes aux lois de cette province, au sujet desdites écoles de réforme et d'industrie.

Dans le cas de désertion des enfants confiées à leur garde, les dames religieuses seront tenues de les faire appréhender et de les faire revenir à leurs frais.

Lesdites dames religieuses seront tenues de fournir au département du Secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire, dans lequel elles donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacune desdites enfants.

A défaut par lesdites dames religieuses de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant la pension des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aura pas été produit au département du Secrétaire de la province suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seront restées ainsi vacantes.

Lesdites dames religieuses seront de plus tenues de fournir au secrétaire de la province des renseignements sur le placement des enfants en dehors de l'école avant l'expiration de leur terme d'internement.

Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, lesdites écoles ainsi tenues par lesdites dames religieuses.

Lesdites dames religieuses devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront leur donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

A défaut par lesdites dames religieuses d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

Le présent contrat est pour un terme de dix ans, à compter du quatre mars prochain, 1905, devant expirer le quatre mars 1915.

De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer auxdites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de cinq piastres et demie par mois pour chacune desdites enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois, mais le montant mensuel ne

sera jamais une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers lesdites dames religieuses, de leur confier des enfants en nombre suffisant pour que, au prix de cinq piastres et demie ci-haut fixé pour chaque enfant, lesdites dames religieuses perçoivent, chaque année, en vertu du présent contrat, une somme d'au moins quatre mille piastres, cours actuel.

Il est entendu qu'un ordre en conseil sera passé pour ratifier les présentes aussitôt qu'elles seront complétées, et qu'elles seront sujettes aussi à ratification par la Législature.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en la cité de Montréal, sous le numéro deux mille trois cent vingt-deux des actes du répertoire du notaire soussigné.

Et, après lecture faite, les parties aux présentes ont signé avec le notaire.

(Signé) AMD. ROBITAILLE.

“ SR M. DE STE-HÉLÈNE LARIVIÈRE,
Supér. prov.

“ WM. H. EDGE.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en mon étude.

WM. H. EDGE,
Notaire.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 16 février 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 18 février 1905

No 87

Sur l'approbation d'un contrat avec les dames Religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur de Montréal

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du seize février 1905, soumet au conseil, pour approbation et ratification, le contrat, dont copie est annexée au dit mémoire, passé devant M^{re} Wm. Henry Edge, notaire public, de la cité de Montréal, en vertu d'un arrêté en conseil, en date du 7 janvier 1905, avec les dames Religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur de Montréal,

pour la garde et l'entretien des enfants du sexe féminin qui seront envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie, communément connues sous le nom d'écoles des révérendes sœurs du Bon Pasteur de Montréal.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,

Greffier Conseil exécutif.

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 6

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et le bureau des directeurs de la *The Boys' Farm and Training School* relativement à l'entretien et à l'éducation des jeunes délinquants de la religion protestante qui seront envoyés à leur école suivant la loi

[Sanctionnée le 27 avril, 1909]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le contrat ci-après reproduit comme cédule, au sujet de l'entretien et de l'éducation des jeunes délinquants de la religion protestante qui seront envoyés, suivant la loi, à l'école tenue par le bureau des directeurs de la *The Boys' Farm and Training School*, passé le dix-huitième jour de mars, mil neuf cent neuf, devant Joseph Allaire, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et le bureau des directeurs de la *The Boys' Farm and Training School*, et dont le projet a été approuvé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 16 mars 1909, est approuvé et ratifié.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Contrat du 18 mars 1909, ratifié.
Entrée en vigueur.

CÉDULE

Ce dix-huitième jour de mars de l'année mil neuf cent neuf,

Devant JOSEPH ALLAIRE, notaire public, dûment nommé et assermenté dans et pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité de Québec,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, aux droits de la province de Québec, ci-après appelé "le gouvernement", représenté aux présentes par l'honorable L.-Rodolphe Roy, de la cité de Québec, avocat et conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, dûment autorisé aux fins des présentes par le rapport d'un comité du Conseil exécutif de cette province en date du quinzième jour de mars courant, et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de cette province, le seizième jour de mars courant, portant le numéro 195, et dont copie signée par les parties aux présentes est ci-annexée,

De première part ;

ET

LE BUREAU DES DIRECTEURS DE L'ÉCOLE "THE BOYS' FARM AND TRAINING SCHOOL", corps politique et corporation ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, représenté aux présentes par John Stuart Buchan, avocat, et conseil du roi, de la cité de Montréal, spécialement autorisé aux fins des présentes par résolution dudit bureau des directeurs, adoptée à la réunion dudit bureau des directeurs tenue en la cité de Montréal, le premier jour de mars courant, copie de laquelle résolution est annexée aux présentes après avoir été reconnue fidèle par ledit J. S. Buchan, en présence dudit notaire,

De seconde part ;

LESQUELLES PARTIES prenant en considération le certificat accordé par le gouvernement de ladite province audit bureau des directeurs de l'école *The Boys' Farm and Training School*, pour l'établissement d'une école de réforme, à la date du huitième jour de mars courant, par lequel certificat ledit bureau des directeurs a été autorisé, le et à partir du huit mars mil neuf cent neuf, à recevoir les jeunes délinquants protestants condamnés à la détention dans une prison de réforme de cette province, ont conclu l'arrangement suivant, savoir :

1. Le bureau des directeurs de l'école *The Boy's Farm and Training School*, de Montréal, s'engage, pour le terme et l'espace de cinq années, à compter inclusivement du huitième jour de mars courant, à prendre sous ses soins, loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants de religion protestante qui, en vertu de la loi, y seront envoyés ; à défrayer toutes les dépenses requises pour l'agriculture, le jardinage, et autres occupation

semblables, etc., que les parties aux présentes jugeront convenables ; à fournir et entretenir les ateliers, les effets, les matériaux et tout ce qui sera nécessaire au travail, à l'éducation primaire et à l'instruction mécanique (ou apprentissage) des jeunes délinquants ; à payer tout le personnel de cet établissement et à défrayer toutes les dépenses de direction et d'administration, y compris les frais de médecin et toutes les autres dépenses requises pour l'institution, pour que le tout soit sur un bon pied.

2. Tant que ladite école susmentionnée se tiendra au village de Shawbridge, dans le district et le comté de Terrebonne, le gouvernement de cette province paiera audit bureau des directeurs, pour chaque délinquant détenu dans ladite école et qui y aura été envoyé avec l'autorisation requise par la loi, la somme de cent cinquante piastres par année (\$150) pour chaque enfant jusqu'au nombre de trente (30) enfants ; (\$145) cent quarante-cinq piastres, pour plus que trente (30) jusqu'à quarante (40) enfants ; (\$140) cent quarante piastres par année pour plus que (40) quarante enfants jusqu'à cinquante (50) enfants ; (\$130) cent trente piastres pour plus de (50) cinquante enfants jusqu'à (250) deux cent cinquante enfants.

Quant aux enfants internés temporairement et qui n'ont pas été condamnés à un terme d'emprisonnement, leur présence ne changera aucunement les prix, et il devra être payé pour eux sur le pied de cent cinquante piastres (\$150.00).

3. La partie de première part s'oblige dans tous les cas à payer à la partie de seconde part les différentes sommes ci-dessus stipulées pour chaque enfant détenu dans ladite école.

4. Il sera loisible, en tout temps à chacune des parties au présent contrat, durant ledit terme de cinq années, d'annuler ledit contrat et d'y mettre fin en donnant un avis de douze mois.

5. Advenant le cas où aucun arrangement ne serait fait à l'expiration desdites cinq années, ledit contrat se continuera d'année en année, mais pourra être terminé à la fin de chaque année si l'une ou l'autre des parties donne un avis de six mois.

6. Toute somme d'argent payable audit bureau des directeurs, en vertu du présent arrangement, lui sera payée mensuellement.

7. Ledit bureau des directeurs devra se conformer aux lois concernant les écoles de réforme, ainsi qu'aux instructions que le secrétaire de la province pourra lui donner de temps à autre ; dans le cas où il faudrait trouver à loger plus que trente enfants, la partie de seconde part devra fournir ce logement à ses propres dépens et à la satisfaction des inspecteurs des prisons.

8. Ledit bureau des directeurs adressera, tous les trois mois au secrétaire de la province, une liste des délinquants qui se seront fait remarquer par leur bonne conduite.

9. Dans le cas où l'un des délinquants confiés à ses soins s'évaderait, ledit bureau des directeurs sera tenu d'encourir, et de défrayer toutes les dépenses nécessaires pour l'appréhender et l'emprisonner.

10. Dans le cas où un pardon ou une remise de sentence serait accordé à un délinquant par l'autorité compétente, le gouvernement cessera de payer pour ce délinquant à compter du moment de ce pardon ou de cette remise de la peine.

11. Ledit bureau des directeurs pourra admettre à son école et y garder comme pensionnaires, des enfants d'un caractère vicieux et difficiles à élever, dont les parents consentiront à payer la pension ; mais à condition que ces admissions ne soient pas au détriment de l'espace requis pour les autres jeunes délinquants.

12. A part les personnes qui y sont autorisées par la loi, il sera loisible aux juges, shérifs, greffiers de la couronne, magistrats de police, juges des sessions, membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'au clergé de toutes les dénominations protestantes, de visiter ladite école, en tout temps, aux heures convenables.

13. Lesdits directeurs devront en outre se conformer aux instructions et règlements qui seront adoptés de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la gouverne et la bonne administration de ladite école, et suivre l'avis et les instructions que leur donneront les inspecteurs des prisons, dans l'accomplissement de leurs devoirs.

14. Et, à défaut pas ledit bureau des directeurs d'accomplir les clauses et conditions du présent contrat, celui-ci deviendra nul et de nul effet à tous égards.

15. Le coût du présent acte sera payé par la partie de seconde part, et celle-ci devra en fournir une copie certifiée au gouvernement.

16. Le présent contrat sera soumis à l'approbation de la Législature.

FAIT ET PASSÉ en ladite cité de Québec, les jour, mois et an ci-dessus en premier lieu décrits, sous le numéro quatorze mille dix-sept des minutes du notaire soussigné.

EX FOI DE QUOI lesdites parties ont signé, ainsi que moi dit notaire, les présentes dûment lues.

(Signé) L.-RODOLPHE ROY,
 " J.-S. BUCHAN,
 " JOS. ALLAIRE, N. P.

Vraie copie de la minute restant en mon étude.

(Signé) JOS. ALLAIRE, N. P.

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau des directeurs de l'école *The Boys' Farm and Training School*, tenue en la cité de Montréal, le 1er jour de mars 1909, après avis régulier, et à laquelle étaient présents MM. J. R. Dougall, Rev. J. Edgar Hill, D. D., S. M. Baylis, J. S. Buchan, C. R., C. S. J. Philipps, J. C. Holden, C. S. Burgess, W. Drysdale et Frederick-G. Todd, tous membres dudit bureau des directeurs.

Proposé par C. S. J. Phillips, appuyé par F. G. Todd, et résolu :

1. Que M. J. S. Buchan, C. R., l'un desdits directeurs, soit et est par les présentes autorisé à s'entendre avec les membres du gouvernement sur les conditions du contrat qui doit être passé entre le gouvernement et ladite *The Boys' Farm and Training School*, pour le maintien d'une école de réforme pour les jeunes délinquants protestants de la province de Québec.

2. Que ledit J. S. Buchan reçoive et reçoit par les présentes autorisation et pouvoir de signer et d'exécuter tous les actes et documents requis en cas semblables et à cette fin.

3. Que la résolution soit entrée dans le livre des minutes de ladite *The Boy's Farm and Training School*, et une copie dûment certifiée sera transmise à l'honorable secrétaire de la province pour être annexée audit contrat.

Je certifie que ce qui précède est un extrait fidèle.

W. DRYSDALE,
Secrétaire honoraire.

Montréal, 2 mars 1909.

Ceci est la résolution du bureau des directeurs de l'école *The Boys' Farm and Training School*, mentionnée dans le contrat ci-dessus reproduit et passé devant Jos. Allaire, le notaire soussigné, le dix-huitième jour de mars mil neuf cent neuf.

(Signé) L.-RODOLPHE ROY,
" J.-S. BUCHAN,
" JOS. ALLAIRE, N. P.

Vraie copie,
JOS. ALLAIRE, N. P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 15 mars 1909, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 16 mars 1909.

Concernant *The Boys' Farm and Training School*, à Shawbridge.

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport en date du 15 mars (1909), expose :

Que le 8 mars 1909, considérant le rapport approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de M. Jean-Joseph Edmond Woods, l'un des inspecteurs des bureaux publics, des asiles et des prisons, il a, en vertu de l'article 2892 des Statuts refondus de Québec, donné un certificat d'école de réforme au bureau des directeurs de *The Boys' Farm and Training School*, à Shawbridge, comté de Terrebonne, l'autorisant ainsi à recevoir les jeunes délinquants de religion protestante qui pourront être condamnés à la détention dans une prison de réforme de cette province ;

Que l'école de réforme actuelle à Sherbrooke, sous le contrôle du gouvernement, pour les jeunes délinquants de religion protestante, doit être abolie, son utilité ayant cessé ;

Qu'il est opportun et de la plus grande urgence de pourvoir à un lieu de détention pour les jeunes délinquants de religion protestante, pour remplacer l'école de réforme de Sherbrooke, et que l'école de réforme établie à Shawbridge, par le bureau des directeurs de *The Boys' Farm and Training School*, peut remplacer d'une manière efficace et avantageuse l'école de réforme de Sherbrooke ;

Que le bureau des directeurs de *The Boys' Farm and Training School*, est disposé à faire un contrat avec le gouvernement pour recevoir les jeunes délinquants de religion protestante qui pourront y être envoyés ;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à passer un contrat avec le bureau des directeurs de *The Boys' Farm and Training School*, dont un projet est annexé audit rapport, conformément aux clauses, charges et conditions qui y sont mentionnées.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est une copie de l'arrêté du cabinet mentionné dans le contrat reproduit ci-dessus, passé devant Joseph Allaire, le notaire soussigné, le dix-huit mars 1909.

(Signé)

L.-RODOLPHE ROY,

"

J.-S. BUCHAN,

"

JOSEPH ALLAIRE, N. P.

Vraie copie,

JOSEPH ALLAIRE, N. P.

6 EDOUARD VII, CHAPITRE 5

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des Filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay

[Sanctionnée le 9 mars, 1906]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet de l'entretien et de l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe St-Laurent (Labrador) envoyés aux écoles de réforme et d'industrie, à la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay, passé le treizième jour de juin mil neuf cent cinq, devant Joseph Allaire, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et la Congrégation des Filles de Jésus, tel qu'approuvé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du dix-neuf juillet mil neuf cent cinq, ci-après reproduit comme cédule B, est approuvé et ratifié. Contrat du 13 juin 1905, ratifié.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

CÉDULE A

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le treizième jour de juin, devant Mtre JOSEPH ALLAIRE, notaire public pour la province de Québec, résidant à Québec, soussigné,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, ici représentée par l'honorable RODOLPHE ROY, de la cité de Québec, avocat et conseil du roi, agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire du gouvernement de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un ordre en conseil de l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont copie certifiée

est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et ledit notaire, *ne varietur*,

Partie de la première part ;

ET

LA CONGRÉGATION DES FILLES DE JÉSUS, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité des Trois-Rivières, ici représentée par la révérende sœur Marie de Sainte-Elisabeth, dûment autorisée à l'effet des présentes par et en vertu d'une résolution du conseil provincial des Filles de Jésus, passée en la cité des Trois-Rivières le trente et un mai dernier (1905) et annexée aux présentes, et aussi du consentement et de l'agrément de Sa Grandeur Monseigneur François-Xavier Cloutier, évêque du diocèse des Trois-Rivières, lequel consentement porte la date du neuf juin courant et se trouve au pied de la susdite résolution,

Partie de la seconde part.

LESQUELLES ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

1. Ladite Congrégation des Filles de Jésus, dûment autorisée comme susdit aux fins des présentes, tel qu'il appert de la résolution ci-annexée, s'engage à recevoir nourrir, vêtir et instruire tous les enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe St-Laurent (Labrador) qui seront envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à ses frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et en général à traiter lesdits enfants, tant pour ladite école de réforme que pour ladite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles.

2. Ladite Congrégation des Filles de Jésus sera, pour les fins du présent contrat, soumise et sujette aux lois de cette province au sujet desdites écoles de réforme et d'industrie.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à leur garde, ladite Congrégation des Filles de Jésus sera tenue de les faire appréhender et de les faire revenir à ses frais.

4. Lesdites Filles de Jésus seront tenues de fournir au département du Secrétaire de la province de Québec, un rapport mensuel dans lequel elles donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la

réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun desdits enfants.

Lesdites Filles de Jésus seront de plus tenues de fournir au secrétaire de la province des renseignements sur le placement des enfants en dehors desdites écoles.

6. Le nombre d'enfants que lesdites Filles de Jésus seront ainsi tenues de recevoir pour lesdites écoles de réforme et d'industrie en vertu du présent contrat sera de pas plus de huit sauf ce que ci-après pourvu quand il y en aura plus que huit.

7. Lesdites Filles de Jésus s'engagent, en outre, à recevoir dans leur établissement de la Pointe-aux-Esquimaux, à y nourrir, vêtir et instruire gratuitement au moins dix jeunes filles pauvres mais intelligentes, appartenant à ladite côte nord (Labrador), à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à leur frais, tous les corps qui ne seraient pas réclamés par les familles ; à leur donner l'enseignement dans les langues française et anglaise de manière à donner parfaite satisfaction et à en faire des institutrices capables de donner un bon enseignement primaire.

8. Les autorités de ladite école seront tenues de fournir au département du Secrétaire de la province de Québec, un rapport annuel dans lequel elles donneront le nom et l'âge de chacune desdites jeunes filles, la date de l'entrée, et celle de la sortie. Ce rapport devra aussi indiquer le progrès fait par chacune desdites jeunes filles, la satisfaction qu'elles donnent, les talents dont elles peuvent faire preuve et l'endroit où chacune d'elles s'est dévouée à l'enseignement après sa sortie de chez lesdites Filles de Jésus.

9. De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer auxdites Filles de Jésus, pour la tenue desdites écoles de réforme et d'industrie, une somme de mille piastres par année, les paiements devant être distribués d'après entente entre les parties aux présentes.

10. Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers lesdites Filles de Jésus à leur payer ladite somme de mille piastres comme minimum, qu'il y ait huit enfants ou moins à leursdites écoles de réforme et d'industrie ; mais à la condition spéciale que les jeunes filles destinées à l'enseignement, tel que pourvu ci-haut, soient toujours au nombre de dix au moins.

11. Le gouvernement de cette province ne paiera rien pour les jeunes filles destinées à l'enseignement et qui excéderont le nombre de dix, mais il paiera en sus de ladite somme de mille piastres, une somme de cinq piastres et demie par mois pour chacun desdits enfants excédant le nombre de huit qui pourrait être envoyé dans ledit établissement de la Pointe-

aux-Esquimaux en vertu des lois de cette province concernant les écoles de réforme et d'industrie.

12. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux membres du Conseil législatif, de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, ladite maison de la Pointe-aux-Esquimaux ainsi tenue par lesdites Filles de Jésus.

13. Les autorités de ladite école devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province pourront leur donner de temps à autre.

14. A défaut par lesdites Filles de Jésus d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

Le présent contrat est fait pour un temps et terme de dix années à compter du premier juillet mil neuf cent cinq et devant expirer le premier juillet mil neuf cent quinze.

Il est entendu qu'un ordre en conseil sera passé pour ratifier les présentes aussitôt qu'elles seront complétées, et le présent contrat devra aussi être ratifié par la Législature.

FAIT et PASSÉ à Québec, au bureau de l'honorable secrétaire de la province, les jour, mois et an susdits, sous le numéro onze mille huit cent quatre-vingt-trois des minutes du dit M^{re} Joseph Allaire, et lecture faite, lesdites parties ont signé en présence dudit notaire.

(Signé)	L. RODOLPHE ROY,
"	SR. MARIE DE STE-ELISABETH,
	F. de J. Provinciale.
"	JOS. ALLAIRE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

JOS. ALLAIRE, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 janvier 1905

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon Pasteur de Québec et de Montréal, les Sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères Maristes de Montfort, pour asiles de réforme et d'industrie

No 20

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport, en date du trois janvier (1905), expose : que, par une résolution

de l'Assemblée législative de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé et, de fait, a passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie avec les couvents du Bon Pasteur de Québec et de Montréal, les Sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères Maristes de Montfort ;

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année, et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou sujets aux modifications jugées nécessaires par l'honorable secrétaire ;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toutes autres, si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres ; tels contrats devant être approuvés par la Législature.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,

Greffier Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et la Congrégation des Filles de Jésus, devant Joseph Allaire, le notaire soussigné, le treize de juin mil neuf cent cinq.

(Signé)	L. RODOLPHE ROY,
"	SR. MARIE DE STE-ÉLISABETH,
	F. de J., Proviuciale,
"	JOS. ALLAIRE, N. P.

Vraie copie,

JOS. ALLAIRE, N. P.

EXTRAIT d'une délibération du conseil provincial des Filles de Jésus, tenu aux Trois-Rivières, le 31 mai 1905.

Relativement au projet de l'établissement tenu jusqu'à l'an dernier par les révérendes sœurs de Charité de Québec, à la Pointe-aux-Esquimaux et dont on nous a proposé de prendre la suite, le conseil de notre maison provinciale a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes :

1. Lesdites Filles de Jésus acceptent un projet de contrat avec le gouvernement de la province de Québec, représenté

par l'honorable monsieur Louis-Rodolphe Roy, secrétaire de la province, et concernant une école de réforme et d'industrie et pour former des institutrices, laquelle école sera tenue par elles à la Pointe-aux-Esquimaux.

Ce contrat devra fixer la prison des enfants, tel qu'il y sera mentionné, et garantir à l'institution un nombre d'enfants suffisant pour atteindre au moins la somme de mille piastres par année à dater du premier juillet 1905.

2. Sœur Marie de Sainte-Elisabeth est autorisée à signer ce contrat.

Couvent des Filles de Jésus.

Trois-Rivières, ce 31 mai 1905.

(Signé) SR. MARIE LE GALLO dite
MARIE DE STE-ELISABETH,
“ SR. JEANNE MARIE JEGAT dite
MARIE DU ST-SÉPULCRE,
“ SR. MARIE VINCENTE LEQUER dite
MARIE STE-BATHILDE.

Vu et approuvé,

† F. X., *Ev. des Trois-Rivières*.
Ste-Ursule, 9 juin 1905.

Ceci est la résolution de la Congrégation des Filles de Jésus, suivie du consentement de S. G. Mgr F.-X. Cloutier, évêque des Trois-Rivières.

Québec, 13 juin 1905.

(Signé) L. RODOLPHE ROY,
“ SR. MARIE DE STE-ELISABETH,
“ JOS. ALLAIRE, N. P.

Vraie copie,

JOS. ALLAIRE, N. P.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 18 juillet 1905 approuvé par le lieutenant-gouverneur le 19 juillet 1905

Concernant un contrat avec la Congrégation des Filles de Jésus
No 468

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du dix-sept juillet (1905), soumet au conseil pour approbation et ratification, le contrat passé devant M^{re} Joseph Allaire, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil en date du 7 janvier, 1905, avec la Congrégation des Filles de Jésus, qui a son principal bureau d'affaires en la cité de Trois-Rivières, pour la garde, l'entretien et l'instruction des enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe Saint-Laurent (Labrador) qui seront envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie à la Pointe-aux-Ésquimaux.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil exécutif.

5 EDOUARD VII, CHAPITRE 5

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Missionnaires de la compagnie de Marie, relativement à l'entretien des enfants envoyés à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil

[Sanctionnée le 11 mai, 1905]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit ;

1. Le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet de l'entretien des enfants envoyés à l'école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil, passé le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq, devant Charles-Edmond Taschereau, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les Missionnaires de la compagnie de Marie, tel qu'approuvé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil en date du trois février mil neuf cent cinq, ci-après reproduit comme cédule B, est approuvé et ratifié.

Contrat du
19 janvier
1905, ratifié.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

CÉDULE A

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le dix-neuvième jour du mois de janvier, devant CHARLES-EDMOND TASCHEREAU, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, ici représentée par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat et conseil du roi, agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire du gouvernement de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un ordre en conseil de l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et ledit notaire, *ne varietur*,

Partie de la première part ;

ET

LES MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil, représentés aux présentes par le révérend père Bouchet, supérieur de ladite communauté, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration desdits Missionnaires de la compagnie de Marie en date du quatorze janvier courant, copie de laquelle résolution est annexée aux présentes, après avoir été signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné,

Partie de la seconde part ;

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

1. Lesdits Missionnaires de la compagnie de Marie, ci-après appelés les "missionnaires", représentés comme dit ci-haut par la résolution ci-annexée, s'engagent à recevoir, loger, nourrir, vêtir et instruire tous les enfants du sexe masculin qui seront envoyés à leur école d'industrie, connue sous le nom de "École d'industrie des révérends pères maristes de Notre-Dame de Montfort", à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seront pas réclamés par les familles, à leur enseigner tout ouvrage en rap-

port avec leur âge, et, en général, à traiter lesdits enfants pour ladite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles d'industrie de cette province.

2. Ladite école d'industrie sera soumise et sujette aux lois en force dans cette province, et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à leur garde, lesdits missionnaires seront tenus de les faire appréhender et de les faire revenir à leurs frais.

4. Lesdits missionnaires seront tenus de fournir, au département du Secrétaire de la province de Québec, un rapport hebdomadaire dans lequel ils donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès, de chacun desdits enfants. A défaut par lesdits missionnaires de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir telle montant représentant les pensions des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du Secrétaire de la province suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

5. Lesdits missionnaires devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront leur donner, de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

6. Lesdits missionnaires seront tenus de plus de fournir, au secrétaire de la province de Québec, copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placé en dehors de ladite école d'industrie, et ils tiendront le département du Secrétariat au courant, autant que possible, de l'endroit où les enfants sont allés en sortant de l'école.

7. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, ladite école d'industrie ainsi tenue par lesdits missionnaires.

8. A défaut par lesdits missionnaires d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

9. Le présent contrat est pour un temps et terme de dix ans, à compter du quatre mars prochain, mil neuf cent cinq, devant expirer le quatre mars mil neuf cent quinze.

10. De son côté, le gouvernement de la province de Québec s'oblige à payer auxdits missionnaires, au bureau du trésorier de la province, une somme de six piastres par mois pour chacun desdits enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois. mais le montant mentionné ne sera jamais une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers lesdits missionnaires de leur confier les enfants dans ladite école en nombre suffisant, pour que, au prix de six piastres par mois ci-haut fixé pour chaque enfant, lesdits missionnaires perçoivent chaque année, en vertu du présent contrat, une somme d'au moins cinq mille piastres.

11. Il est enfin entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro deux mille huit cent quarante-neuf des minutes du dit C.-E. Taschereau.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé avec ledit notaire après lecture faite.

(Signé)

AMD. ROBITAILLE.

“

ARMAND BOUCHET, Ptre, S. M.

“

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 janvier 1905

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les pères maristes de Montfort, pour asiles de réforme et d'industrie

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport en date du trois janvier 1905, expose :

Que, par une résolution de l'Assemblée législative de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé et, de fait, a passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie avec les couvents

du Bon Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les pères maristes de Montfort ;

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année, et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou sujets aux modifications jugées nécessaires par l'honorable secrétaire.

EN CONSÉQUENCE, l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toute autre si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres, tels contrats devant être approuvés par la Législature.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et les Missionnaires de la compagnie de Marie, devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq.

(Signé) AMD. ROBITAILLE,
" ARMAND BOUCHET, Ptre, S. M.
" C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

EXTRAIT du registre des délibérations des Missionnaires de la compagnie de Marie de Notre-Dame de Montfort, P. Q.

Le quatorze janvier mil neuf cent cent cinq, le conseil d'administration des Missionnaires de la compagnie de Marie de Notre-Dame de Montfort, P. Q., réuni en session, a autorisé et délégué le révérend Armand Bouchet, son président, à renouveler avec le gouvernement de Québec, le contrat pour l'admission et l'entretien des élèves à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, et à faire tout ce que de

droit concernant ledit contrat, comme aussi à le modifier, s'il le juge utile.

Lecture faite.

(Signé) ARMAND BOUCHET, Ptre, S. M. *Présid.*
 " JOSEPH DROUSSET, Ptre, S. M. *Secrét.*

Vraie copie, " JOSEPH DROUSSET, Ptre, *Secrétaire.*

Ceci est la copie de la résolution du conseil d'administration des Missionnaires de la compagnie de Marie, à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et lesdits Missionnaires de la compagnie de Marie, devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq.

(Signé) AMD. ROBITAILLE,
 " ARMAND BOUCHET, Ptre, S. M.
 " C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 2 février, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 3 février 1905

*Sur l'approbation du contrat pour l'entretien de
l'école d'industrie de Notre-Dame de Montfort*

No 53

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du vingt-quatre janvier (1905), soumet au conseil, pour ratification, le contrat passé devant Mtre C.-E. Taschereau, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil en date du 7 janvier 1905, avec les Missionnaires de la compagnie de Marie, à Notre-Dame de Montfort,

comté d'Argenteuil, pour la garde et l'entretien des enfants envoyés à leur école d'industrie.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil exécutif.

5 EDOUARD VII, CHAPITRE 7

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance pour l'entretien des enfants envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie

[Sanctionnée le 11 mai, 1905]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet de l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie, à Lévis, passé le trente et unième jour de janvier mil neuf cent cinq, devant Charles-Edmond Taschereau, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, tel qu'approuvé par un ordre du lieutenant-gouverneur en conseil en date du deux février mil neuf cent cinq, ci-après reproduit comme cédule B, est approuvé et ratifié.

Contrat du
31 janvier
1905, ratifié.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

CÉDULE A

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le trente et unième jour du mois de janvier, devant CHARLES-EDMOND TASCHEREAU, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, ici représentée par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec,

avocat et conseil du roi, agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire du gouvernement de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un ordre en conseil de l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et ledit notaire, *ne varietur*,

Partie de la première part

ET

L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE, à Lévis, corps politique et incorporé par l'acte de la Législature de la province de Québec, 45 Victoria, chapitre 93, représenté aux présentes par la révérende sœur Marie-Emma Sirois, en religion sœur Sainte-Théodore, dépositaire des sœurs de la Charité, spécialement autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution passée par le conseil du dit hospice, en date du dix-neuvième jour du mois de janvier courant et approuvée par Monseigneur Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, et supérieur ecclésiastique dudit hospice; copie de laquelle résolution ainsi approuvée est annexée aux présentes après avoir été signée et paraphée par les parties aux présentes et le notaire soussigné,

Partie de la seconde part

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

1. Ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il appert de la résolution ci-annexée, s'engage à recevoir, nourrir, loger, entretenir, vêtir et instruire tous les enfants du sexe masculin et du sexe féminin qui seront envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie, connues sous le nom d'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie et, au cas de décès, à faire inhumer, à leurs frais, tous les corps qui ne seront pas réclamés par leur famille, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge et, en général, à traiter lesdits enfants, tant pour la dite école de réforme que pour ladite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles.

2. Lesdites écoles de réforme et d'industrie seront soumises et sujettes aux lois en force dans cette province, et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes

les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à leur garde, ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera tenu de les faire appréhender et de les faire revenir à ses frais.

4. Ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera tenu de fournir, au département du Secrétaire de la province de Québec, un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun desdits enfants. A défaut par ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du Secrétaire de la province suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

5. Ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront leur donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

6. Ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera, de plus, tenu de fournir au secrétaire de la province copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placé par lui en dehors de ladite école d'industrie.

7. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires et aux autres personnes autorisées par ledit évêque, de visiter en tout temps à des heures convenables lesdites écoles de réforme et d'industrie ainsi tenues par ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance.

8. A défaut par ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

9. Le présent contrat est pour un terme de dix ans à compter du quatre mars prochain, mil neuf cent cinq, devant expirer le quatre mars mil neuf cent quinze.

10. De son côté le gouvernement de la province s'oblige à payer audit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, au bureau du trésorier de la province, une somme de six piastres par mois, pour chacun desdits enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le

douze de chaque mois, mais le montant mensuel ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

11. Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage, envers ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, de lui confier des enfants dans lesdites écoles en nombre suffisant pour que, au prix de six piastres ci-haut fixé pour chaque enfant, ledit hospice reçoive chaque année, en vertu du présent contrat, une somme d'au moins cinq mille piastres.

12. Il est enfin entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

Et à ces présentes est intervenu MONSIEUR LOUIS-NAZAIRE BÉGIN, archevêque de Québec, agissant aux présentes en sa qualité de supérieur ecclésiastique du susdit hospice, lequel après avoir pris communication dudit contrat l'a, en sa susdite qualité, approuvé et ratifié.

FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro deux mille huit cent soixante-quatre des minutes du dit C.-E. Taschereau.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé avec ledit notaire.

(Signé)	SR. M. EMMA SIROIS, dite STE-THÉODORE Dépre.
"	+ L. N., Arch. de Québec.
"	AMD. ROBITAILLE.
"	C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 janvier 1905

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis, et de la Pointe-aux-Esquimaux et les pères maristes de Montfort, pour asiles de réforme et d'industrie

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport en date du trois janvier (1905), expose :

Que, par une résolution de l'Assemblée législative, de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé et, de fait, a,

passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie avec les couvents du Bon Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les pères maristes de Montfort ;

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année, et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou sujets aux modifications jugées nécessaires par l'honorable secrétaire ;

En conséquence, l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toutes autres, si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres, tels contrats devant être approuvés par la Législature.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le trente et unième jour de janvier mil neuf cent cinq.

(Signé) SR M. EMMA SIROIS, dite STE-
THÉODORE, Dépre.
“ † L. N. Arch. de Québec.
“ AMD. ROBITAILLE.
“ C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE

A une assemblée du conseil des sœurs de la Charité de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à Lévis, le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq, il a été résolu que Sr M.-E. Sirois, dite Sainte-Théodore, dépositaire des sœurs de la Charité de Québec, soit et elle est autorisée par la pré-

sente résolution, à signer un contrat avec le gouvernement provincial et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance de Lévis, pour la garde et l'entretien des enfants des deux sexes internés à l'école d'industrie et de réforme, audit hospice, aux conditions stipulées dans ledit contrat.

Hospice Saint-Joseph de la Délivrance,
Lévis, P. Q., 19 janvier 1905.

(Signé)	SR MARIE DU SACRÉ-COEUR, Supr.
"	SR ST-VINCENT DE PAUL, Ass.
"	SR STE-AURÉLIE, Dépre.
"	SR STE-FÉLICITÉ, Hosp.
"	SR ME CLOTHILDE DU ST-SACRE- MENT, Sec.

Approuvé :

(Signé) † L. N. Arch. de Québec.

Ceci est la copie de la résolution du conseil des sœurs de la Charité de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le trente et unième jour de janvier mil neuf cent cinq.

(Signé)	SR M. EMMA SIROIS, dite STE THÉODORE, Dépre.
"	† L. N. Arch. de Québec.
"	AMD. ROBITAILLE.
"	C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 2 février 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 3 février 1905

Sur l'approbation du contrat pour l'entretien de l'école d'industrie de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance

No 55

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du premier février 1905, soumet au conseil pour approbation et ratification, le contrat passé devant Mre C.-E. Taschereau, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil en date du 7 janvier 1905, avec l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à Lévis, pour la garde et l'entretien des enfants des deux sexes qui seront envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie connues sous le nom de "Hospice Saint-Joseph de la Délivrance".

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,

Greffier Conseil exécutif.

57 VICTORIA, CHAPITRE 7

Loi relative au contrat passé entre le gouvernement, la *Standard Life Assurance Company* et les Sœurs de la Charité de Québec

[Sanctionnée le 8 janvier, 1894]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La garantie donnée par le gouvernement en faveur de la *Standard Life Assurance Company*, pour le paiement d'un prêt de quatre-vingt-dix mille piastres, avec intérêt, fait par celle-ci à la communauté appelée : " Les sœurs de la Charité de Québec ", ainsi que relaté dans le contrat ci-après réité, passé entre la *Standard Life Assurance Company*, les sœurs de la Charité de Québec et le gouvernement, le vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-treize, devant William de M. Marler, notaire, est ratifié.

NOTE.— Voir 1 Ed. VII, c. 3., s. 1, et 3 Ed. VII, c. 4, article XXI du contrat.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

CONTRAT

Par devant maître William de M. Marler, soussigné, notaire public de la province de Québec, demeurant en la cité de Montréal,

ONT COMPARU :

La *Standard Life Assurance Company*, compagnie établie à Edinburg, Ecosse, reconnue et autorisée par divers actes du Parlement impérial, et spécialement par le *Standard Life Assurance Company's Act, 1883*, représentée aux présentes par William Miller Ramsay, de ladite cité de Montréal, gérant de ladite compagnie pour la puissance du Canada ; laquelle, est ci-après dénommée " les prêteurs ", de la première part.

La communauté appelée " les sœurs de la Charité de Québec," corps politique et corporation dûment constitué, ayant son siège d'affaires dans la cité de Québec et représenté aux présentes par la révérende sœur Marie-Emma-Sirois, dite " Saint-Théodore ", dépositaire de ladite communauté, et spécialement autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution passée par le conseil de ladite communauté à une réunion tenue le dix-neuvième jour de juin courant et approuvée par Monseigneur L.-N. Bégin, coadjuteur de Son Eminence le cardinal Taschereau, archevêque de Québec, copie conforme de laquelle résolution ainsi approuvée par le dit Monseigneur Bégin est ci-annexée, après avoir été signée *ne varietur* par ladite sœur Marie-Emma Sirois, en présence dudit notaire, ci-après dénommée " l'emprunteur ", de la deuxième part ;

Et l'honorable Louis-Philippe Pelletier, avocat, conseil de la reine, demeurant en la cité de Québec, secrétaire et régistrateur de ladite province de Québec, représentant aux fins des présentes le gouvernement de la province de Québec, en vertu d'un ordre en conseil, en date du vingt-septième jour de juin courant, dont copie dûment authentiquée est jointe aux présentes, de la troisième part ;

Lesquelles parties ont fait devant ledit notaire la déclaration suivante :

Attendu que, par un acte de vente de l'honorable Philippe Landry et autres, propriétaires de l'asile de Beauport à l'emprunteur, passé devant V.-W. LaRue, notaire public, à Québec, le sept avril dernier (1893), les vendeurs enjoignent à l'emprunteur, (l'acheteur nommé audit acte) de payer la somme de quatre-vingt-dix-huit mille piastres, sur le prix de vente, pour éteindre certaines réclamations hypothécaires, dont est grevé l'immeuble mentionné audit acte et ci-après désigné, le premier mai alors prochain et maintenant passé, avec intérêt à partir de ladite date, ou de faire des arrangements avec lesdits créanciers hypothécaires, de façon que

les vendeurs fussent à l'avenir mis à l'abri de toute revendication à cet égard ;

Et attendu que les prêteurs ont convenu de prêter à l'emprunteur la somme de quatre-vingt-dix mille piastres, dans le but de l'aider à payer lesdites réclamations hypothécaires, qui sont ci-après plus particulièrement décrites, et d'être subrogés aux privilèges et droits desdits créanciers jusqu'au montant de ladite somme de quatre-vingt-dix mille piastres, contre ledit asile de Beauport ;

Et attendu que ladite somme de quatre-vingt-dix-huit mille piastres est le prix des effets mobiliers et meubles contenus dans ledit asile de Beauport et ses dépendances, destinés et servant à l'usage des patients et du personnel dudit asile, et ledit emprunt de quatre-vingt-dix mille piastres a été contracté par l'emprunteur dans le but de parvenir à payer le prix desdits effets mobiliers ;

Et attendu que par un acte passé à la dernière session de la Législature de la province de Québec, intitulé : " Loi relative au maintien des aliénés dans l'asile de Beauport ", le lieutenant-gouverneur en conseil a été autorisé à garantir aux propriétaires dudit asile le prix de vente desdits effets mobiliers, de même que le paiement du capital et des intérêts de tout emprunt contracté, pour le paiement dudit prix. par la communauté religieuse qui s'engagerait par contrat à soigner les aliénés dans ledit asile ;

Et attendu que le gouvernement de la province de Québec a passé un contrat avec l'emprunteur, pour la garde, l'entretien et le traitement des aliénés dans ledit asile et que l'emprunteur a requis le lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement dudit emprunt de quatre-vingt-dix mille piastres fait pour les fins susmentionnées ;

Et attendu que cette garantie ainsi spécifiée est une condition essentielle dudit emprunt, sans laquelle les prêteurs n'auraient pas consenti à faire ledit prêt ;

Et attendu que par l'ordre en conseil ci-dessus mentionné, en date du vingt-sept juin courant, le lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé ledit emprunt et s'est engagé à en garantir le paiement en capital et en intérêts ;

Maintenant, ces présentes et moi ledit notaire attestant, et les parties ont fait les conventions suivantes :

EMPRUNT ET REMBOURSEMENT

L'emprunteur reconnaît être endetté envers les prêteurs en ladite somme de quatre-vingt-dix mille dollars, montant d'un emprunt contracté par l'emprunteur pour les fins ci-dessus, laquelle somme il reconnaît avoir reçue, et promet et s'engage de payer aux créanciers, ci-après désignés, ayant des hypothèques sur la propriété ci-après décrite, et d'obtenir en

faveur des prêteurs subrogation aux droits hypothécaires qui garantissent les sommes ainsi avancées.

Laquelle somme de quatre-vingt-dix-mille piastres, l'emprunteur promet et s'engage de payer aux prêteurs dans trente ans à partir de cette date, ne réservant aucun droit de payer avant l'expiration dudit délai, sans le consentement des prêteurs, l'emprunteur s'obligeant en outre, jusqu'au remboursement effectué, à payer l'intérêt de ladite somme de quatre-vingt-dix-mille piastres au taux de quatre et demi pour cent par année, à compter de cette date et payable semi-annuellement les premiers mai et novembre de chaque année, le premier paiement pour la période expirant à la suite de cette date devenant exigible le premier novembre prochain.

Ce prêt est ainsi fait par les prêteurs aux conditions suivantes, que l'emprunteur s'engage à remplir fidèlement :

1. Les paiements, en principal et en intérêts, seront faits au bureau des prêteurs à Montréal ;

2. Les paiements seront faits, si les prêteurs l'exigent, en monnaie d'or ayant cours, du titre, du poids, de la pureté et de la valeur établis, et non en papier-monnaie ou tout autre substitut de l'argent, privilège auquel l'emprunteur renonce ;

3. L'intérêt de tout intérêt échu sera payé au même taux, à partir de la date précise de l'échéance, jusqu'à ce qu'il soit entièrement payé aux prêteurs ;

4. Au cas de non-paiement de l'intérêt, par l'emprunteur, dans les quinze jours qui suivront l'échéance, les prêteurs pourront exiger le paiement de la somme prêtée, avec les intérêts accrus, sans être tenus à donner avis ou à faire aucune demande en justice ;

5. L'emprunteur devra payer les frais du présent acte et son enregistrement, en outre une copie enregistrée pour les prêteurs et tout renouvellement d'enregistrement qui pourra être exigé par une loi subséquente quelconque ; il devra également fournir aux prêteurs des copies enregistrées authentiquées, des quittances établissant le paiement des dettes hypothécaires ;

6. Advenant la vente, par autorité de justice, de la propriété ci-après décrite ou de partie d'icelle, avant le remboursement complet dudit emprunt, ou advenant toute autre transmission de cette propriété qui obligerait les prêteurs à faire valoir leurs droits judiciairement, ceux-ci auront droit de recevoir, et l'emprunteur prend l'engagement de payer une indemnité de cinq pour cent, sur le montant total dudit emprunt en principal, intérêts et accessoires ;

7. En attendant que le présent acte ait été ratifié par la Législature de Québec, l'emprunteur s'oblige à assurer les édifices construits sur la propriété ci-après décrite contre toute perte ou dommage causé par le feu, pour une somme

d'au moins cent mille piastres, et à transporter aux prêteurs la police d'assurance prise pour ladite somme ; et l'emprunteur a transporté aux prêteurs, en exécution de la présente convention, les polices suivantes :

Trois polices de la *North British and Mercantile Insurance Company*, portant les Nos 719,448, 719,449 et 722,558 ; une police de la *Royal Insurance Company*, No 3,083,238 ; trois polices de la *Lancashire Insurance Company*, Nos 642,406, 642,407 et 642,408, et une police de la *Commercial Union*, No 2,238,225, lesquelles polices l'emprunteur maintiendra dans leur plein effet et valeur, ou remplacera par d'autres polices représentant un égal montant.

HYPOTHÈQUE

Pour assurer le paiement aux prêteurs de ladite somme de quatre-vingt-dix mille piastres, avec les intérêts, aux époques et en la manière ci-dessus convenus, l'emprunteur hypothèque en faveur des prêteurs la propriété ci-dessous décrite, savoir :

Certains lots de terre, connus et désignés sous les Nos cinq cent quatre-vingt-dix et cinq cent quatre-vingt-onze (590 et 591) des cadastre et livre de renvoi officiels de Saint-Roch-Nord, et le lot portant le No sept cent trente-neuf (739) des cadastre et livre de renvoi officiels de la paroisse de Beauport, dans le comté de Québec, ensemble avec les constructions dessus érigées.

Et pour assurer le paiement aux prêteurs de l'indemnité stipulée plus haut, de l'intérêt et de tout intérêt échu, des droits d'enregistrement et des sommes qui pourraient être dépensées par les prêteurs pour la conservation de leurs hypothèques ou à raison dudit emprunt, la propriété ci-dessus décrite est hypothéquée pour une somme supplémentaire de quatre mille cinq cents dollars.

DÉCLARATION DE L'EMPRUNTEUR

L'emprunteur déclare :

1. Que la propriété ci-dessus décrite lui appartient comme l'ayant acquise dudit honorable Philippe Landry et autres, en vertu de l'acte susmentionné, en date du sept avril dernier ;

2. Que l'objet de cet emprunt est de payer les dettes hypothécaires suivantes, affectant ladite propriété immobilière, et de subroger les prêteurs aux droits hypothécaires qui garantissent le paiement desdites dettes, jusqu'au montant de la somme de quatre-vingt-dix mille piastres, savoir :

(a) Vingt-deux mille six cents piastres, dues en vertu d'un acte d'obligation, John Strang, notaire, en date du 12 septembre 1870, enregistré le 16 septembre 1870, No 39,685, et renouvelé par avis enregistré le 17 mars 1876, No 2,747.

(b) Quatre mille sept cents piastres, dues en vertu d'un acte, John Strang, notaire, en date du 12 septembre 1870, enregistré le 16 septembre 1870, No 39,686 et renouvelé par avis enregistré le 17 mars 1876, No 2,750.

(c) Quatre mille sept cents piastres, dues en vertu d'un acte, John Strang, notaire, en date du 12 septembre 1870, enregistré le 16 septembre 1870, No 39,687, et renouvelé par avis enregistré le 17 mars 1876, No 2,749.

(d) Vingt-deux mille piastres, dues en vertu d'un acte, John Strang, notaire, en date du 12 septembre 1870, enregistré le 16 septembre 1870, No 39,688, et renouvelé par avis enregistré le 17 mars 1876, No 2,751.

(e) Quatorze mille piastres, dues en vertu d'une convention J.-A. Charlebois, notaire, en date du 24 octobre 1872, enregistrée le 26 octobre 1872, No 43,265, et renouvelé par avis enregistré le 13 mars 1876, No 2,802.

(f) Vingt-deux mille cinq cents piastres, balance du prix due en vertu d'un acte de vente, J.-A. Charlebois, notaire, 23 septembre 1884, enregistré le 25 octobre 1884, No 70,785.

GARANTIE DU GOUVERNEMENT

Et la partie de la troisième part, représentant le gouvernement de la province de Québec, garantit le paiement du capital et des intérêts du présent emprunt et s'engage en outre, au nom dudit gouvernement, à faire ratifier cette garantie par la Législature de ladite province, à sa prochaine session.

DONT ACTE AINSI FAIT ET PASSÉ, dans la cité de Montréal, le vingt-neuvième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-treize, et consigné aux archives de l'étude dudit maître Marler, sous le numéro dix-neuf mille quatre cent quarante-huit.

Et après lecture faite, les parties ont signé en présence du dit notaire.

(Signé) SR MARIE-EMMA SIROIS
dite SAINT-THÉODORE,
Dépositaire.

“ LOUIS-P. PELLETIER,
Sec. Prov.

“ W. M. RAMSAY,

“ W. DE M. MARLER, N. P.

Vraie copie de l'original du présent acte demeuré dans les archives de mon étude.

(Signé) W. DE M. MARLER, N. P.

57 VICTORIA, CHAPITRE 8

Loi ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une certaine partie du prix de vente de l'asile de Beauport

[Sanctionnée le 8 janvier, 1894]

ATTENDU que, par un acte fait et passé à Québec, le sept ^{Préambule.} avril mil huit cent quatre-vingt-treize, devant V.-W. LaRue, écuyer, notaire, entre l'honorable Philippe Landry et autres, les sœurs de la Charité de Québec et le gouvernement de la province de Québec, la propriété connue sous le nom de l'asile de Beauport a été vendue auxdites sœurs de la Charité, le tout tel qu'appert de la cédule ci-après, laquelle est la reproduction dudit acte ;

Attendu que l'une des venderesses audit acte, savoir : Dame Delphine-Joséphine Lavigne ne pouvait pas disposer légalement d'une manière complète et absolue d'une part indivise des biens ainsi vendus ;

Attendu que ledit contrat du sept avril contient les deux clauses suivantes et qu'il est opportun de leur donner effet, savoir :

“ Et attendu qu'il appert que ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne n'a pas le droit de disposer de la propriété de la moitié indivise desdits biens dont elle a l'usufruit par le testament de feu son mari ; et attendu que les autres intéressés dans ladite moitié indivise ne peuvent non plus aliéner leurs droits, soit parce qu'il y a des mineurs, soit parce qu'il y a des droits éventuels non liquidés et incertains ; et attendu qu'il est dans le plus grand intérêt de tous les intéressés que ladite propriété soit vendue, vu l'expiration au premier mai prochain du contrat des propriétaires de l'asile avec le gouvernement de la province, ladite partie de troisième part s'engage à obtenir de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la ratification des présentes, de manière à leur donner effet vis-à-vis de toutes les parties intéressées et à faire passer toute autre loi qui pourrait être nécessaire pour la protection de leurs droits ;

“ Et, en attendant cette législation, la partie de troisième part gardera entre ses mains toutes sommes représentant en capital le prix d'aliénation de la partie de ladite propriété appartenant en usufruit à ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne ; ”

Attendu que par son testament fait devant maîtres Jean-Alfred Charlebois et confrère, notaires, à Québec, le ou vers

le seize août mil huit cent soixante-dix-huit, le dit François Elzéar Roy disposait de ses biens comme suit :

“3. Je donne et lègue à Delphine-Joséphine Lavigne, mon épouse, l’usufruit et jouissance, pendant sa vie, de tous mes biens, meubles et immeubles qui composeront ma succession sans exception, pour en jouir à compter de mon décès, et à sa mort je veux que par son testament elle puisse disposer de la moitié de mes biens à elle légués, en faveur de qui elle voudra. Quant à la propriété de l’autre moitié, je la donne et lègue comme suit : un quart aux enfants de mon frère Louis-Joseph Roy ; un quart à être partagé entre mes frères Charles et Saluste Roy, et les deux autres quarts à mes trois sœurs, savoir : Virginie Roy, veuve de sieur Alexandre Dionne ; Octavie Roy, veuve de sieur François Richard, et les enfants de Georgine Roy, épouse, décédée de sieur Clovis Miville, chaque sœur et sa famille ayant droit à un tiers.

“4. Si ma femme néglige de disposer de l’autre moitié de ma succession, je veux et ordonne que cette autre moitié de mes biens soit partagée comme suit : la moitié à mes deux petites nièces Blanche et Alma Benoit. Si madame Lavigne, ma belle-mère, vit encore, elle aura sa vie durant la jouissance de cette part, et l’autre moitié de ma succession à mes héritiers naturels.

“5. Ceux de mes frères et sœurs actuellement morts ou qui viendront à mourir avant l’ouverture de ma succession, seront, pour toutes les fins du présent testament, représentés par leurs enfants qui hériteront et partageront par souche et non par tête.”

Attendu que les légataires, héritiers naturels et éventuels dudit sieur François-Elzéar Roy, sont, entre autres, les suivants, savoir : dame Joséphine-Delphine Lavigne, de la cité de Québec, veuve de François-Elzéar Roy susdit, dame Catherine Bélanger, de la cité de Québec, veuve du sieur Eusèbe Lavigne ;

Louis-Joseph Roy, écuyer, médecin, de la ville de Springfield, dans l’état du Massachusett ; Elzébert-François-Edouard Roy, de la cité d’Ottawa, secrétaire du département des Travaux publics du Canada ; dame Suzanne-Corinne Roy, épouse contractuellement séparée de biens d’Alphonse Pouliot, écuyer, de la cité de Québec, avocat, ces trois derniers étant les enfants du feu sieur Louis-Joseph Roy ;

Dame Alma Roy, épouse contractuellement séparée de biens d’Auguste-Émile Sylvain, écuyer, médecin, de la ville de Manchester, dans l’État de New-Hampshire ; dame Marie-Elianne - Esther Roy, épouse d’Amédée - Joseph - Chenest Beaubien, écuyer, notaire, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, et ce dernier, tant personnellement que pour assister son épouse ; dame Léonie Roy, en religion sœur Sainte-Charlotte, l’une des dames religieuses de la communauté des sœurs de

la Charité, de Québec ; dame Adrienne Roy, en religion sœur Sainte-Aimée de Jésus, l'une des religieuses du couvent du Précieux Sang, de la cité d'Ottawa ; dame Eva Roy, épouse de Donald McDonald, écuyer, de la ville de Lévis, et ledit Donald McDonald, en sa qualité de mari de ladite dame Eva Roy, les cinq héritiers ainsi en dernier lieu mentionnés étant les enfants du feu sieur Charles Roy, de son vivant, arpenteur, de Sainte-Anne de la Pocatière ;

Dame Clara Roy, épouse contractuellement séparée de biens d'Ernest Lefebvre, commis-marchand, de la cité de Québec ; dame Joséphine Roy, épouse contractuellement séparée de biens de Gustave Verreault, écuyer, notaire, de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli ; Saluste Roy, écuyer, médecin, interne de l'asile de Beauport ; dame Corinne Roy, épouse contractuellement séparée de biens du sieur Sylvio Pelletier, marchand, de Fraserville ; Joseph Roy, écuyer, médecin, de la ville de Brunswick, dans l'Etat du Maine ; Alfred Roy, commis-marchand, de la ville de Lawrence, dans l'Etat du Massachussett ; dame Sophie Carrière, de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, veuve du sieur Saluste Roy, de son vivant, médecin, de ladite paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, en sa qualité de tutrice dûment élue en justice à Amélia Roy, Marie-Louise Roy et Henri Roy, enfants encore mineurs issus de son mariage avec ledit feu sieur Saluste Roy, les dites Clara, Joséphine, Saluste, Corinne, Joseph, Alfred, Amélia, Marie-Louise et Henri, étant tous enfants issus du mariage dudit feu sieur Saluste Roy ;

Dame Virginie Roy, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, veuve de sieur Alexandre Dionne, de son vivant, cultivateur ;

Dame Octavie Roy, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, veuve du sieur François Richard ;

François Miville, pharmacien ; Saluste Miville, marchand, Clémentine Miville, fille majeure, tous de la ville de Manchester, dans l'Etat de New-Hampshire ; dame Alice Miville, épouse d'Alfred Roy, ci-haut mentionné comme commis-marchand, de la ville de Lawrence ; Narcisse-Elzébert Miville, pharmacien, de la ville de Lawrence, dans l'Etat du Massachussett ; Clovis Miville, marchand, de la ville de Worcester, dans l'Etat de Massachussett ; Philippe Miville, du même lieu, et Edmond Miville, cultivateur, de la paroisse de Saint-Prime du Lac Saint-Jean,—lesdits François, Saluste, Clémentine, Narcisse-Elzébert, Clovis, Philippe, Alice et Edmond Miville, étant tous les enfants issus du mariage de ladite dame Georgine Roy, avec ledit feu sieur Clovis Miville ;

Dame Joséphine LeBouthillier, de la cité de Québec, veuve du sieur Narcisse-Émile Roy, de son vivant, médecin, du bassin de Gaspé, en sa qualité de tutrice dûment élue en justice à son enfant mineur Charles-Joseph-Narcisse-Vander-

heyden Roy, issu de son mariage avec ledit feu sieur Narcisse-Emille Roy ;

Dame Alma Benoit, épouse du sieur George Garneau, de la cité de Québec, marchand ; et dame Blanche Benoit, épouse de sieur Antonio Painchaud, de la cité de Québec, marchand ;

Les représentants légaux de feu dame Arthémise Roy, épouse d'Alfred Pelletier, de la paroisse de St-Roch-des-Aulnais, cultivateur ;

Attendu que les droits des légataires et héritiers naturels et éventuels ci-haut mentionnés sont, pour la nue propriété, de ce qui suit, savoir :

1. Les numéros (590 et 591) cinq cent quatre-vingt-dix et cinq cent quatre-vingt-onze des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Roch-Nord, et (739) sept cent trente-neuf des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Beauport, dans le comté de Québec, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, formant et comprenant tout ce qu'on est convenu d'appeler l'asile de Beauport ou l'asile des aliénés de Québec, et ses dépendances, avec toutes les maisons, constructions, travaux, ouvrages, ornements, chemins, clôtures, etc., etc., en un mot, tout ce qui se trouve, sans distinction, dans et sur lesdites propriétés ;

2. Tout ce qui se trouve dans et sur lesdites propriétés et leurs dépendances ou servant à leur exploitation, en fait de meubles, meubles meublants et biens mobiliers, sans aucune exception ni réserve quelconque ;

Attendu que lesdites propriétés ont été vendues pour une somme de quatre cent vingt-cinq mille piastres (\$425,000.00), dont trois cent vingt-sept mille piastres (\$327,000.00) pour les immeubles et quatre-vingt-dix-huit mille piastres (\$98,000.00) pour les meubles ;

Attendu qu'il est resté, lors de la vente, sur lesdites propriétés, des dettes hypothécaires s'élevant à quatre-vingt-dix-huit mille piastres (\$98,000.00), dont quatre-vingt-trois mille cinq cents piastres (\$83,500.00) pour la part des légataires et héritiers dans la succession de F.-E. Roy, et que les vendeurs ont garanti qu'il n'y avait pas d'autres dettes que celles-là affectant lesdites propriétés ;

Attendu que lesdites sœurs de la Charité, comme elles s'y étaient engagées par l'acte reproduit dans la cédule annexée, ont fait des arrangements en vertu desquels les vendeurs sont libérés de ladite somme de quatre-vingt-dix-huit mille piastres (\$98,000.00) ;

Attendu que la balance revenant aux vendeurs, toutes dettes payées, s'élève à la somme de trois cent vingt-sept milles piastres (\$327,000.00), dont cent vingt-neuf mille piastres (\$129,000.00) représentent la part de la succession Roy,

laquelle balance a été, par ledit acte, faite payable en soixante années, à compter du premier mai dernier, mil huit cent quatre-vingt-treize, par soixante annuités, de dix-huit mille six cents piastres (\$18,600.00) courant, comprenant ensemble l'usufruit et la jouissance de ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne, ainsi que la nue propriété des légataires et héritiers naturels et éventuels dudit feu sieur François Elzéar Roy ;

Attendu que sur lesdites dix-huit mille six cents piastres (\$18,600.00) annuelles, ledit honorable Philippe Landry, a droit de toucher celles de cinq mille deux cent dix-huit piastres et quatre-vingt-quatre centins (\$5,218.84), que le dit sieur George-Antoine LaRue a droit de toucher six mille quarante-trois piastres et cinquante-six centins (\$6,043.56), et attendu qu'il reste une somme annuelle de sept mille trois cent trente-sept piastres et soixante centins (\$7,337.60), représentant les droits conjoints de ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne, et des autres légataires et héritiers du dit feu sieur François-Elzéar Roy ;

Attendu que pour assurer des quittances valides au gouverneement et aux sœurs de la Charité, il convient de décréter à qui et comment ladite somme de sept mille trois cent trente-sept piastres et soixante centins (\$7,337.60), doit être payée ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

COMMENT ET A QUI LES PAIEMENTS SE FERONT PENDANT LA VIE
DE DAME JOSÉPHINE-DELPHINE LAVIGNE

1. Pendant la vie de ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne, sur et à même ladite somme annuelle de sept mille trois cent trente sept piastres et soixante centins (\$7,337.60), la jouissance et l'usufruit de ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne est déclarée valloir et représenter une somme annuelle de six mille cinq cent quarante-cinq piastres et soixante centins (\$6,545.60), et la nue propriété est déclarée valloir et représenter la balance, savoir : une somme annuelle de sept cent quatre-vingt-douze piastres (\$792.00).

2. Ladite somme annuelle de sept cent quatre-vingt-douze piastres (\$792.00), représentant la valeur de la nue propriété telle que fixée par la section précédente, est par les présentes partagée en deux parts égales de trois cent quatre-vingt-seize piastre (\$396.00) chacune.

Ladite sommes totale de sept cent quatre-vingt-douze piastres (\$792.00) sera déposée par paiements trimestriels de cent quatre-vingt-dix-huit piastres (\$198.00) chacun, aux dates mentionnées au contrat du sept avril mil huit cent quatre-

Valeur de l'usufruit et de la nue propriété dans le produit de la vente de l'asile de Beauport.

Division de la somme représentant la nue propriété.

Dépôt de cette somme.

vingt-treize, à la Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, ou à toute autre institution monétaire, tel que prévu par la section 4 de la présente loi, et tels dépôts constitueront une décharge valide pour le gouvernement.

Paiement à
certaines
personnes de
la moitié de
cette somme.

3. Une de ces deux parts, savoir : la somme annuelle de trois cent quatre-vingt-seize piastres (\$396.00) sera payée chaque année, le 5 janvier, par ladite Caisse d'Economie ou autre institution monétaire qui aura reçu tels dépôts, aux légataires dudit feu F.-E. Roy ou à leurs représentants, dans la proportion suivante ;

Au dit Louis-Joseph Roy, écuyer, médecin, de Springfield, ou à ses représentants légaux, la somme de vingt-quatre piastres et soixante-quinze centins (\$24.75) ;

Audit Elzébert-François-Edouard Roy, écuyer, de la cité d'Ottawa, secrétaire du département des Travaux publics du Canada, la somme de vingt-quatre piastres et soixante-quinze centins (\$24.75) ;

A ladite dame Suzanne-Corinne Roy, épouse d'Alphonse Pouliot, écuyer, de la cité de Québec, avocat, la somme de vingt-quatre piastres et soixante-quinze centins (\$24.75) ;

A ladite dame Alma Roy, épouse d'Auguste-Émile Sylvain, écuyer, médecin, de la ville de Manchester, la somme de neuf piastres et quatre-vingt-dix centins (\$9.90) ;

A ladite dame Marie-Élianne-Esther Roy, épouse d'Amédée-Joseph-Chenest Beaubien, écuyer, notaire, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, la somme de neuf piastres et quatre-vingt-dix centins (\$9.90) ;

A ladite dame Léonie Roy, en religion sœur Sainte-Charlotte, du couvent des sœurs de la Charité de Québec, la somme de neuf piastres et quatre-vingt-dix centins (\$9.90) ;

A ladite dame Adrienne Roy, en religion sœur Sainte-Aimée de Jésus, du couvent du Précieux Sang, de la cité d'Ottawa, la somme de neuf piastres et quatre-vingt-dix centins (\$9.90) ;

A ladite dame Eva Roy, épouse de Donald McDonald, écuyer, de la ville de Lévis, la somme de neuf piastres et quatre-vingt-dix centins (\$9.90) ;

A ladite dame Clara Roy, épouse d'Ernest Lefebvre, commis-marchand, de la cité de Québec, la somme de cinq piastres et cinquante centins (\$5.50) ;

A ladite dame Joséphine Roy, épouse de Gustave Verreault, écuyer, notaire, de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, la somme de cinq piastres et cinquante centins (\$5.50) ;

Audit Saluste Roy, écuyer, médecin interne de l'asile de Beauport, la somme de cinq piastres et cinquante centins (\$5.50) ;

A ladite dame Corinne Roy, épouse du sieur Sylvio Pelletier, de Fraserville, la somme de cinq piastres et cinquante centins (\$5.50) ;

Audit Joseph Roy, écuyer, médecin, de la ville de Brunswick, la somme de cinq piastres et cinquante centins (\$5.50);

Audit Alfred Roy, commis-marchand, de la ville de Lawrence, la somme de cinq piastres et cinquante centins (\$5.50);

A ladite dame Sophie Carrière, de la paroisse de Saint-Jean Port-Joli, veuve du sieur Saluste Roy, de son vivant, médecin, de Saint-Jean Port-Joli, en sa qualité de tutrice dûment élue en justice à Amélia Roy, Marie-Louise Roy et Henri Roy, enfants encore mineurs, issus de son mariage avec ledit feu sieur Saluste Roy, la somme de seize piastres et cinquante centins (\$16.50);

A ladite dame Virginie Roy, de Sainte-Anne de la Pocatière, veuve du sieur Alexandre Dionne, la somme de soixante-six piastres (\$66.00);

A ladite dame Octavie Roy, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, veuve du sieur François Richard, la somme de soixante-six piastres (\$66.00);

Audit François Miville, pharmacien, de la ville de Manchester, la somme de huit piastres et vingt-cinq centins (\$8.25);

Audit Saluste Miville, du même lieu, marchand, la somme de huit piastres et vingt-cinq centins (\$8.25);

A ladite Clémentine Miville, fille majeure, du même lieu, la somme de huit piastres et vingt-cinq centins (\$8.25);

A ladite Alice Miville, épouse d'Alfred Roy, ci-haut mentionné, de la ville de Lawrence, la somme de huit piastres et vingt-cinq centins (\$8.25);

Audit Narcisse-Elzébert Miville, pharmacien, de la ville de Lawrence, la somme de huit piastres et vingt-cinq centins (\$8.25);

Audit Clovis Miville, marchand, de la ville de Worcester, la somme de huit piastres et vingt cinq centins (\$8.25);

Audit Philippe Miville, du même lieu, la somme de huit piastres et vingt-cinq centins (\$8.25);

Audit Edmond Miville, de la paroisse de Saint-Prime du Lac Saint-Jean, la somme de huit piastres et vingt-cinq centins (\$8.25);

A ladite dame Joséphine LeBouthillier, de la cité de Québec, veuve du sieur Narcisse-Emile Roy, de son vivant, médecin, du Bassin de Gaspé, en sa qualité de tutrice dûment élue en justice à son enfant mineur, Charles-Joseph-Narcisse-Vanderhayden Roy, issu de son mariage avec ledit feu sieur Narcisse-Emile Roy, la somme de vingt-quatre piastres et soixante-quinze centins (\$24.75).

4. L'autre desdites deux parts égales de la nue propriété, Placement
savoir : ladite somme de trois cent quatre-vingt-seize piastres (\$396.00) restera en dépôt à la Caisse d'Economie de moitié de l'autre moitié de

cette somme à intérêt. Notre-Dame de Québec, ou à toute autre institution financière, caisse d'économie ou banque d'épargnes que choisira le lieutenant-gouverneur en conseil, sauf le cas ci-après prévu, à intérêt composé, jusqu'au décès de ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne.

Taux de l'intérêt. Le taux de cet intérêt sera celui alloué généralement dans le cours ordinaire de leurs affaires, pour les dépôts, par les caisses d'économie ou banques d'épargnes ci-dessus mentionnées.

Au nom de qui sont faits les dépôts. Ce dépôt sera fait au nom de " La succession de feu F.-E. Roy ".

Nouveau placement de cette moitié peut être autorisé. Sur demande à lui adressée, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter, s'il le juge opportun dans l'intérêt des héritiers éventuels, que ces dépôts et les intérêts accrus sur iceux soient retirés de l'institution où ils auront été faits, pour les placer ailleurs dans une autre institution prévue par le premier paragraphe de la présente section.

Irresponsabilité du gouvernement à raison des dépôts et responsabilité de l'institution où ils sont faits. La province ne sera pas responsable de ces dépôts des intérêts accrus sur iceux, mais ces dépôts et les intérêts constitueront contre la caisse d'économie ou banque d'épargnes qui les aura reçus en vertu de la présente section, une créance privilégiée à toutes autres, même à celles prévues par le Code de procédure civile, par une charte municipale ou par toute autre loi de la province.

Dépôts entre les mains de personnes choisies par les héritiers peuvent être autorisés. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur demande à lui faite, à l'unanimité par toutes les personnes mentionnées comme légataires et héritières naturelles ou éventuelles dans la préambule de la présente loi, ou par leurs représentants légaux (les tuteurs ou tutrices aux mineurs étant autorisés à signer les consentements voulus par le présent paragraphe), décréter que les dépôts faits jusqu'alors et les intérêts accrus sur iceux soient retirés, pour être remis à une ou des personnes que lesdits héritiers et intéressés indiqueront, et il pourra en outre décréter, de la même manière, en tout temps, que ces dépôts, au lieu d'être faits à une caisse d'économie ou banque d'épargnes, se feront à cette ou ces personnes, ainsi choisies à l'unanimité.

Reçus de ces personnes libèrent le gouvernement. Les reçus que donneront cette ou ces personnes pour toute somme qu'elle ou elles auront touchée en vertu du paragraphe précédent, constitueront une quittance valable, finale et sans recours, en autant que le gouvernement de la province est concerné.

Par qui les actions peuvent être intentées. Le procureur général de la province pourra intenter au nom de Sa Majesté toute procédure nécessaire pour mettre à effet la présente section.

NOTE.— Cette section a été amendée par la loi 4 Ed. VII, c. 103, s. 2.

5. Pendant la vie de ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne, cette dernière touchera elle-même, aux termes et conditions dudit contrat du sept avril mil huit cent quatre-vingt-treize, au bureau du trésorier de la province, et pourra en donner quittance valable, la somme de six mille cinq cent quarante-cinq piastres et soixante centins (\$6,545.60) fixée par la section première de la présente loi, comme représentant la valeur de son usufruit.

Paiements à
dame J.-D.
Roy.

Reçus donnés
par elle.

COMMENT ET A QUI SE FERONT LES PAIEMENTS APRÈS LA MORT
DE LADITE DAME JOSÉPHINE-DELPHINE LAVIGNE

6. A la mort de ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne, les dépôts au crédit de la succession de feu F.-E. Roy, en vertu de la section 4 de la présente loi et les intérêts accrus sur iceux pourront être valablement réclamés de la caisse d'économie ou banque d'épargnes, personne ou personnes qui les auront alors, par ceux que ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne aura, par testament, institués les héritiers ou légataires d'iceux, et, à défaut de testament valable et légal, par ceux, ou les représentants légaux de ceux que ledit feu sieur F.-E. Roy a indiqués dans la quatrième clause de son testament, ainsi que reproduite dans le préambule de la présente loi, et dans les proportions et de la manière y indiquées.

Personnes
pouvant ré-
clamer les
sommes
déposées en
vertu de la
section 4.

7. A compter du décès de ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne, ladite somme de sept mille trois cent trente-sept piastres et soixante centins (\$7,337.60) sera déposée par versements trimestriels de mille huit cent trente-quatre piastres et quarante centins (\$1,834.40) chacun, aux dates mentionnées au contrat du sept avril mil huit cent quatre-vingt-treize, à la Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, ou à toute autre institution monétaire, tel que pourvu par la section 4 de la présente loi ; et lesdits dépôts constitueront une décharge entière pour le gouvernement, et deviendront, pour la balance de soixante années qui resteront à courir, payables par ladite Caisse d'Economie ou autre institution monétaire chaque année, comme suit :

Dépôts de
certaines
sommes après
le décès de
dame J.-D.
Roy.

Ces dépôts
libèrent le
gouverne-
ment.

(a) La moitié de cette somme, savoir : trois mille six cent soixante-huit piastres et quatre-vingts centins (\$3,668.80) aux héritiers que ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne aura institués par son testament, et, à défaut de testament légal et valable, aux héritiers éventuels institués par la clause quatrième du testament dudit feu F.-E. Roy, et de la manière et dans la proportion y indiquées.

Paiements
annuels à
certaines
personnes.

(b) L'autre moitié de ladite somme annuelle, savoir : la dite somme de trois mille six cent soixante-huit piastres et quatre vingts centins (\$3,668.80) sera divisée et payée dans les proportions et aux personnes suivantes :

Audit Louis-Joseph Roy, écuyer, médecin, de Springfield, ou à ses représentants légaux, la somme de deux cent vingt-neuf piastres et trente centins (\$229.30).

Audit Elzébert-François-Edouard Roy, écuyer, de la cité d'Ottawa, secrétaire du département des Travaux publics du Canada, la somme de deux cent vingt-neuf piastres et trente centins (\$229.30) ;

A ladite dame Suzanne-Corinne Roy, épouse d'Alphonse Pouliot, écuyer, de la cité de Québec, avocat, la somme de deux cent vingt-neuf piastres et trente centins (\$229.30) ;

A ladite dame Alma Roy, épouse d'Auguste-Émile Sylvain, écuyer, médecin, de la ville de Manchester, la somme de quatre-vingt-onze piastres et soixante-douze centins (\$91.72) ;

A ladite dame Marie-Élianne-Esther Roy, épouse de Amédée-Joseph-Chenest Beaubien, écuyer, notaire, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, la somme de quatre-vingt-onze piastres et soixante-douze centins (\$91.72) ;

A ladite dame Léonie Roy, en religion sœur Sainte-Charlotte, du couvent des sœurs de la Charité de Québec, la somme de quatre-vingt-onze piastres et soixante-douze centins (\$91.72) ;

A ladite dame Adrienne Roy, en religion sœur Sainte-Aimée de Jésus, du couvent du Précieux-Sang, de la cité d'Ottawa, la somme de quatre-vingt-onze piastres et soixante-douze centins (\$91.72) ;

A ladite dame Eva Roy, épouse de Donald McDonald, écuyer, de la ville de Lévis, la somme de quatre-vingt-onze piastres et soixante-douze centins (\$91.72) ;

A ladite dame Clara Roy, épouse d'Ernest Lefebvre, commis-marchand, de la cité de Québec, la somme de cinquante piastres et quatre-vingt-quinze centins (\$50.95) ;

A ladite dame Joséphine Roy, épouse de Gustave Verrault, écuyer, notaire, de la paroisse de Saint-Jean Port-Joli, la somme de cinquante piastres et quatre-vingt-quinze centins (\$50.95) ;

Audit Saluste Roy, écuyer, médecin interne de l'asile de Beauport, la somme de cinquante piastres et quatre-vingt-quinze centins (\$50.95) ;

A ladite dame Corinne Roy, épouse de sieur Sylvio Pelletier, de Fraserville, la somme de cinquante piastres et quatre-vingt-quinze centins (\$50.95) ;

Audit Joseph Roy, écuyer, médecin, de la ville de Brunswick, la somme de cinquante piastres et quatre-vingt-quinze centins (\$50.95) ;

Audit Alfred Roy, commis-marchand, de la ville de Lawrence, la somme de cinquante piastres et quatre-vingt-quinze centins (\$50.95) ;

A ladite dame Sophie Carrière, de la paroisse de Saint-Jean Port-Joli, veuve du sieur Saluste Roy, de son vivant, médecin, de Saint-Jean Port-Joli, en sa qualité de tutrice dûment élue en justice à Anélie Roy, Marie-Louise et Henri Roy, enfants encore mineurs issus de son mariage avec le dit sieur Saluste Roy, la somme de cent cinquante-deux piastres et quatre-vingt-six centins (\$152.86);

A ladite dame Virginie Roy, de Sainte-Anne de la Pocatière, veuve du sieur Alexandre Dionne, la somme de six cent onze piastres et quarante-six centins (\$611.46);

A ladite dame Octavie Roy, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, veuve du sieur François Richard, la somme de six cent onze piastres et quarante-six centins (\$611.46);

Audit François Miville, pharmacien, de la ville de Manchester, la somme de soixante-seize piastres et quarante-trois centins (\$76.43);

Audit Saluste Miville, du même lieu, marchand, la somme de soixante-seize piastres et quarante-trois centins (\$76.43);

A ladite Clémentine Miville, fille majeure, du même lieu, la somme de soixante-seize piastres et quarante-trois centins (\$76.43);

A ladite Alice Miville, épouse d'Alfred Roy, ci-haut mentionné, de la ville de Lawrence, la somme de soixante-seize piastres et quarante-trois centins (\$76.43);

Audit Narcisse-Elzébert Miville, pharmacien, de la ville de Lawrence, la somme de soixante-seize piastres et quarante-trois centins (\$76.43);

Audit Clovis Miville, marchand, de la ville de Worcester, la somme de soixante-seize piastres et quarante-trois centins (\$76.43);

Audit Philippe Miville, du même lieu, la somme de soixante-seize piastres et quarante-trois centins (\$76.43);

Audit Edmond Miville, de la paroisse de Saint-Prime du Lac Saint-Jean, la somme de soixante-seize piastres et quarante-trois centins (\$76.43);

A ladite dame Joséphine LeBouthillier, de la cité de Québec, veuve du sieur Narcisse-Emile Roy, de son vivant, médecin, du Bassin de Gaspé, en sa qualité de tutrice dûment élue en justice à son enfant mineur, Charles-Joseph-Narcisse-Vanderhayden Roy, issu de son mariage avec ledit sieur Narcisse-Emile Roy, la somme de deux cent vingt-neuf piastres et trente centins (\$229.30).

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 4 Ed. VII, c. 103, s. 3.*

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

8. Rien de contenu dans la présente loi ne pourra être Certains interprété comme enlevant aux héritiers naturels et éven- droits non

affectés par cette loi. tuels institués par ledit testament dudit feu F.-E. Roy, le droit d'exercer les uns contre les autres tout recours valable et légal qu'ils auraient pu exercer, si la présente loi n'avait pas été passée.

Quand le partage, etc., sera censé avoir été fait. **9.** Les division, partage et indication de paiement fixés par la présente loi auront la même force et effet que si la présente loi avait été sanctionnée le sept avril dernier.

Certains cautionnement et hypothèque, annulés. **10.** Le cautionnement et l'hypothèque consentis par la dite dame Joséphine-Delphine Lavigne sur la moitié indivise dudit asile de Beauport, devant un juge de la Cour supérieure, en date du dix-sept mars mil huit cent quatre-vingt-huit, comme condition préalable à son entrée en jouissance des biens dudit F.-E. Roy, sont par la présente loi annulés, et le registrateur de la division d'enregistrement de Québec sera tenu d'en effectuer la radiation à la demande desdites sœurs de la Charité ou de toute autre partie intéressée.

Entrée en vigueur. **11.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CÉDULE

CONTRAT DE VENTE DE L'ASILE DE BEAUPORT

L'an mil huit cent quatre-vingt-treize, le sept avril, devant V.-Wenceslas LaRue, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité de Québec,

ONT COMPARU :

L'honorable Philippe Landry, sénateur, résidant à la Villa Mastai, dans la paroisse St-Roch de Québec, près de la cité de Québec ; George-Antoine LaRue, de la paroisse de Beauport, écuyer, médecin et chirurgien, et dame Joséphine-Delphine Lavigne, de la cité de Québec, veuve de feu F.-E. Roy, en son vivant de la cité de Québec, médecin et chirurgien, tous trois en leur qualité de propriétaires indivis et usufruitiers de l'asile des aliénés de Beauport, comme suit : l'honorable Philippe Landry propriétaire pour un quart ; George-Antoine LaRue, comme tuteur à ses enfants mineurs propriétaires pour un sixième et personnellement propriétaire pour un douzième, et dame Joséphine-Delphine Lavigne comme usufruitière de la moitié et comme possédant tels autres droits qui peuvent lui appartenir en vertu du testament de feu F.-E. Roy, son mari ; ledit G.-A. LaRue, agis-

sant en outre, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par feu dame Cécile Landry, son épouse, selon son testament fait le vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-sept, devant maître J.-B. Delâge, parties de la première part ;

La communauté dite " les sœurs de la Charité de Québec", corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires à Québec, et ici représentée par dame Marie-Emma Sirois, de la cité de Québec, en religion sœur St-Théodore, dépositaire de ladite communauté, spécialement autorisée aux fins des présentes, en vertu d'une résolution passée par le conseil des sœurs de la Charité de Québec, en date de ce jour et approuvée par Sa Grandeur Mgr L.-N. Bégin, coadjuteur de Son Eminence le cardinal Taschereau, archevêque de Québec ; copie de laquelle autorisation, ainsi approuvée, restera ci-annexée après avoir été reconnue comme véritable par ladite sœur St-Théodore, en présence du notaire soussigné, partie de la seconde part ;

Sa Majesté, Notre Souveraine Dame la Reine, ici représentée par l'honorable Louis-Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat, conseil de la reine, et secrétaire et registraire de la province, autorisé pour les fins des présentes par un ordre en conseil, en date du premier avril courant, sanctionné le même jour et dont copie demeurera ci annexée, partie de troisième part ;

Lesquelles ont fait entre elles, ce jour, les conventions suivantes, savoir :

Les parties de première part vendent, cèdent et transportent, avec les garanties de droit aux parties de seconde part qui acceptent :

1. Les numéros (590 et 591) cinq cent quatre-vingt-dix et cinq cent quatre vingt-onze des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Roch-Nord, et (739) sept cent trente-neuf des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Beauport, dans le comté de Québec, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, formant et comprenant tout ce qu'on est convenu d'appeler l'asile de Beauport ou l'asile des aliénés de Québec, et ses dépendances, avec toutes les maisons, constructions, travaux, ouvrages, ornements, chemins, clôtures, etc., etc., en un mot, tout ce qui se trouve, sans distinction, dans et sur lesdites propriétés et qui a été évalué à la somme de quatre cent quatre-vingt-seize mille cent cinquante-quatre piastres (\$496,154.00), par les experts J. F. Peachy et F. X. Berlinguet, à l'expertise qui a eu lieu dans le cours de l'année mil huit cent quatre-vingt-douze (1892), et dont le rapport, daté du seize septembre mil huit cent quatre-vingt-douze, est déposé au secrétariat de la province, et est bien connu des parties ;

2. Tout ce qui se trouve dans et sur lesdites propriétés et leurs dépendances ou servant à leur exploitation, en fait de

meubles, meubles meublants et biens mobiliers, sans aucune exception ni réserve quelconque.

Cette vente est faite pour et en considération de la somme totale de quatre cent vingt-cinq mille piastres (\$425,000.00), comme suit : tout ce qui est ci-haut en premier lieu vendu, pour trois cent vingt-sept mille piastres et tout ce que ci-haut en second lieu vendu pour quatre-vingt-dix-huit mille piastres. Les parties de la première part déclarent qu'il existe sur lesdites propriétés des dettes hypothécaires pour la somme de (\$98,000.00) quatre-vingt-dix-huit mille piastres, et garantissent qu'il n'y a pas de dettes hypothécaires excédant ladite somme en capital et intérêts.

Les parties de la seconde part seront tenues de souffrir la servitude d'aqueduc mentionnée en l'acte du vingt et un décembre mil huit cent quatre-vingt-six, devant Mre J.-A. Charlebois, entre les exécuteurs testamentaires de feu Jean-Etienne Landry et Philippe Landry, enregistré le deux mars mil huit cent quatre-vingt-sept, sous le numéro 75,531.

Le premier mai prochain (1893), les parties de deuxième part deviendront responsables, à l'entier acquit et décharge des parties de première part, desdites quatre-vingt-dix-huit mille piastres (\$98,000.00) et des intérêts sur cetteditte somme, à compter dudit premier mai, envers les divers créanciers, des sommes qui en forment le total, et elles acquitteront ladite somme de quatre-vingt-dix-huit mille piastres ou feront des arrangements avec lesdits créanciers d'icelles, de manière à ce que les parties de première part n'en soient jamais inquiétées.

Quant à la somme de trois cent vingt-sept mille piastres (\$327,000.00) représentant le prix de vente des immeubles, elle sera payée par la partie de deuxième part à la partie de première part, en soixante années à compter du premier mai prochain, par soixante annuités de dix-huit mille six cents piastres courant (\$18,600.00) chacune, comprenant l'intérêt et la somme affectée à l'amortissement. Ces annuités seront payables par quartiers de quatre mille six cent cinquante piastres chacun, les premier février, mai, août et novembre, chaque an consécutivement, et dont le premier écherra le premier août prochain.

Il est entendu que lesdites parties de deuxième part achètent tout ce qui est ci-dessus mentionné, dans le but de se charger, moyennant un autre contrat passé ce jour devant J.-A. Charlebois, notaire, du soin et de la garde des aliénés qui sont maintenant internés dans ledit asile ou qui pourront l'être à l'avenir, et que sur les sommes qui seront dues par la partie de troisième part, pour les comptes trimestriels qui seront présentés pour la garde et le soin desdits aliénés, il sera retenu une somme suffisante pour payer lesdits versements des annuités ci-dessus stipulées, plus les intérêts

sur les quatre-vingt-dix-huit mille piastres (\$98,000.00); de sorte que, pendant la durée dudit contrat, entre les parties de seconde et de troisième part, le paiement des versements trimestriels, sur les trois cent vingt-sept mille piastres (\$327,000.00), se fera directement aux parties de première part ou à leurs représentants, au bureau du trésorier de la province, dans la proportion qui sera déterminée entre eux.

Si, à l'expiration dudit contrat passé ce jour entre les parties de seconde et de troisième part, ce contrat est renouvelé, les paiements trimestriels continueront à se faire directement auxdites parties de première part ou à leurs représentants comme susdit, et si ledit contrat n'était pas renouvelé, ou si, en aucun temps, la partie de troisième part devenait propriétaire desdites propriétés, tel qu'expliqué aux clauses dix et onze (10 et 11) de l'autre acte passé ce jour, entre les sœurs de la Charité et le gouvernement de la province, alors et dans ces cas, ladite partie de troisième part continuera à faire auxdites parties de première part ou à leurs représentants lesdits paiements trimestriels, pendant la période qui restera encore non écoulée.

La partie de troisième part garantit envers les parties de première part l'exécution de toutes les obligations que contractent par les présentes les parties de seconde part, même leur capacité légale pour ce faire.

Et attendu qu'il appert que ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne n'a pas le droit de disposer de la propriété de la moitié indivise desdits biens dont elle a l'usufruit par le testament de feu son mari; et attendu que les autres intéressés dans ladite moitié indivise ne peuvent non plus aliéner leurs droits, soit parce qu'il y a des mineurs, soit parce qu'il y a des droits éventuels non liquidés et incertains; et attendu qu'il est dans le plus grand intérêt de tous les intéressés que ladite propriété soit vendue, vu l'expiration au premier mai prochain du contrat des propriétaires de l'asile avec le gouvernement de la province, ladite partie de troisième part s'engage à obtenir de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la ratification des présentes, de manière à leur donner effet vis-à-vis de toutes les parties intéressées et à faire passer toute autre loi qui pourrait être nécessaire pour la protection de leurs droits.

Et, en attendant cette législation, la partie de troisième part gardera entre ses mains toutes sommes représentant en capital le prix d'aliénation de la partie de ladite propriété appartenant en usufruit à ladite dame Joséphine-Delphine Lavigne.

Vu que le contrat des propriétaires de l'asile de Beauport n'expire que le premier mai prochain, il est entendu et convenu que les parties de seconde part entreront en posses-

sion de tout ce que ci-dessus vendu, le huit avril courant, à midi, et que, pour tout le temps devant s'écouler entre ladite date du huit avril et le premier mai prochain, les parties de seconde part seront payées par le gouvernement pour les malades sur le pied de cent piastres par tête, par malade, par année; et attendu que les parties de première part renoncent au bénéfice du contrat qu'elles ont avec le gouvernement pour cette période, elles recevront, à titre d'indemnité, de la partie de la troisième part, la différence pour cette dite période entre cent piastres et cent trente-deux piastres par année, prix du contrat actuel.

Le présent acte devra être ratifié par une loi de la Législature, à la prochaine session.

Les parties de première part cèdent et transportent aux parties de seconde part tous leurs droits en vertu des polices d'assurance ayant rapport à tout ce que dessus vendu; ledit transport devant prendre effet au moment où les parties de première part doivent livrer ce que ci-dessus vendu, c'est-à-dire, le huit avril courant, à midi.

DONT ACTE fait à Québec, sous le numéro sept mille neuf cent soixante-dix-sept des minutes dudit V.-W. LaRue, notaire.

EN FOI DE QUOI, lesdits comparants ont signé avec moi, notaire, en ma présence, lecture faite.

(Signé) JOSÉPHINE D. ROY.

“ SŒUR M. E. SIROIS dite ST-THÉODORE,
Dépositaire.

“ PH. LANDRY.

“ G. A. LARUE.

“ LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire provincial.

“ V. W. LARUE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé) V. W. LARUE, N. P.

1 EDOUARD VII, CHAPITRE 3

Loi amendant la loi relative au contrat passé entre le gouvernement, la *Standard Life Assurance Company* et les Sœurs de la Charité de Québec

[Sanctionnée le 28 mars, 1901]

ATTENDU que, dans un acte de vente passé par V.-W. LaRue, notaire, le sept avril mil huit cent quatre-vingt-treize, consenti par l'honorable P. Landry et autres, aux Sœurs de la Charité de Québec, l'une des propriétés vendues, au lieu d'être décrite sous son véritable numéro, savoir : 737, a été désignée, par erreur, sous le numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Beauport :

Attendu que le propriétaire de cet immeuble numéro 739 a, plusieurs fois, requis les sœurs de la charité de faire radier tous ces enregistrements de sa propriété ;

Attendu que les vendeurs et les acquéreurs, suivant qu'il appert d'un acte devant L.-P. Sirois, notaire, en date du treize novembre dernier (1900), ont rectifié cette erreur, et ont substitué, dans l'acte de vente ci-dessus cité, le numéro 737 au numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Beauport ;

Attendu que cette même erreur a été commise dans un contrat passé entre le gouvernement, la *Standard Life Assurance Company* et les Sœurs de la Charité de Québec, devant William de M. Marler, le vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-treize ;

Attendu que ce dernier contrat a été ratifié par la loi 57 Victoria, chapitre 7 ;

Attendu que la *Standard Life Assurance Company* veut bien consentir à cette rectification à la condition que la responsabilité du gouvernement envers elle, tel qu'il appert de ce contrat, ne soit en aucune manière atténuée ni changée ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de tous les intéressés de faire cette rectification ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La *Standard Life Assurance Company* est autorisée à donner mainlevée sur le numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Beauport, de l'hypothèque consentie en sa faveur par les Sœurs de la Charité de Québec, devant W. de M. Marler, notaire, le vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-treize, en par les Sœurs de la Charité de Québec lui donnant une autre hypothèque, pour le montant de sa créance, sur le numéro 737 des plan et livre de renvoi

officiels de la paroisse de Beauport ; cette mainlevée et cette nouvelle hypothèque ne diminueront en rien la garantie donnée par le gouvernement en faveur de la *Standard Life Assurance Company*, pour le montant du prêt fait aux sœurs de la charité, aux termes de l'acte ci-dessus cité et ratifié par la loi 57 Victoria, chapitre 7.

NOTE.—Voir article XXI du contrat dans la loi 3 Ed. VII, c. 4.

2. Cette section amende une loi relative à un contrat renouvelé subséquemment par la loi 3 Ed. VII, c. 4.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3 EDOUARD VII, CHAPITRE 4

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax

[Sanctionnée le 25 avril, 1903]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Contrat du
23 février
1903,
ratifié.

1. Le contrat, ci-après reproduit, relatif au soin, à la garde et à l'entretien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax, passé le 23 février 1903, devant Maître Louis-Philippe Sirois, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec, est approuvé et ratifié.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CONTRAT

L'an mil neuf cent trois, le vingt-trois de février, devant Louis-Philippe Sirois, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec, comparaissent :

SA MAJESTÉ LE ROI, ici représenté par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du

roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, No 92, en date du dix neuf de février courant, approuvé le vingt et un de février courant par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes ; et

LES SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC, corps politique incorporé, ayant son siège d'affaires en la cité de Québec, ici représentées par dame MARIE-JULIE AUGER, de la cité de Québec, en religion sœur STE-HÉLÈNE, supérieure générale des sœurs de la charité, spécialement autorisée à l'effet de cet acte par une résolution du conseil des sœurs de la charité, en date du vingt et un de février courant, approuvée le vingt-deux de février courant par Sa Grandeur Monseigneur Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, et dont copie, portant cette approbation, a été annexée à la minute de cet acte, après avoir été reconnue véritable par sœur Sainte-Hélène et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour.

LESQUELS font le contrat suivant :

I

TITRE DE CE CONTRAT

Ce contrat peut être cité sous le nom de " Contrat relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans les asiles de Beaufort et de Saint-Ferdinand d'Halifax ".

II

DÉFINITIONS

Dans ce contrat, à moins que le texte n'exige une interprétation différente :

- (a) l'expression " gouvernement " signifie " Sa Majesté ", l'une des parties à ce contrat ;
- (b) l'expression " les sœurs " signifie les Sœurs de la Charité de Québec, l'autre partie à ce contrat ;
- (c) l'expression " malades " signifie les personnes idiotes et aliénées, de l'un et de l'autre sexe, confiées aux sœurs ;
- (d) l'expression " asile " employée seule s'applique à celui de Beaufort et à celui de Saint-Ferdinand d'Halifax

- (e) l'expression " gardiens " comprend les gardiennes religieuses ou laïques ;
- (f) l'expression " médecins " signifie les médecins nommés par le gouvernement de la province de Québec ;
- (g) les expressions " inspecteurs " " visiteurs " signifient les inspecteurs des asiles, prisons, etc., nommés par le gouvernement de la province.

III

SOIN ET ENTRETIEN DES MALADES

Les sœurs s'engagent envers le gouvernement, pour le terme de vingt-cinq ans qui commencera à courir le huit d'avril prochain, à recevoir et loger, dans leur asile, tous les malades qui leur seront confiés par le gouvernement, à les nourrir, vêtir et entretenir, chauffer et éclairer convenablement, leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et leur fournir les soins médicaux que leur état exigera, le tout aux conditions ci-après stipulées.

IV

NOURRITURE, ETC., INDIQUÉS DANS LA CÉDULE

La nourriture et les vêtements donnés, ainsi que les lits et la literie fournis aux malades par les sœurs, ne devront, dans aucun cas, être d'une qualité inférieure et dans des quantités moindres que celles décrites dans la cédule annexée à la minute de ce contrat signée par les parties et par le notaire.

V

TRAITEMENT A DONNER

Les sœurs s'engagent à donner aux malades qui leur seront confiés au moins les mêmes soins et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot à les traiter, en tous points, au moins aussi bien qu'elles l'ont fait pendant toute la durée de leur contrat avec le gouvernement, contrat qui expirera le sept d'avril prochain.

Les sœurs s'engagent en outre à améliorer la tenue générale de leur asile à mesure que la science et l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés, sujet néanmoins à ce qui est mentionné dans l'article suivant.

VI

CERTAINES DÉPENSES A ÊTRE REMBOURSÉES

Si, par suite des ordres du surintendant médical ou des règlements faits en vertu des lois de cette province concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, il est imposé aux sœurs des dépenses plus considérables que celles résultant de ce qui est spécifiquement mentionné dans les articles trois (3), quatre (4), cinq (5), sept (7), neuf (9) et onze (11) de ce contrat et dans la cédule annexée, ces dépenses additionnelles, après avoir été approuvées au préalable par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, seront payées par le gouvernement en sus du prix de ce contrat.

VII

VÊTEMENTS ET TRAVAIL DES MALADES

Les vêtements des malades devront correspondre aux différentes saisons, de manière à permettre aux malades de sortir tous les jours autant que possible.

Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison.

VIII

GARDIENS

Les gardiens devront être en nombre suffisant pour qu'il n'y ait pas, en moyenne, plus de douze malades confiés aux soins et garde de chacun d'eux. Ces gardiens devront savoir lire, écrire, compter et n'avoir pas moins de vingt et un ans et pas plus de soixante-cinq ans.

Cette dernière disposition ne s'appliquera pas aux gardiens compétents actuellement employés.

IX

VISITE DES MÉDECINS, INSPECTEURS, ETC.

Les sœurs donneront toutes les facilités possibles aux médecins du gouvernement, aux visiteurs et inspecteurs des asiles, et leur donneront tout leur concours de manière à leur faciliter leur œuvre et l'accomplissement de leurs devoirs.

X

PRIX DE L'ENTRETIEN DE CHAQUE MALADE

Le gouvernement s'engage envers les sœurs à leur payer, au bureau du trésorier de la province de Québec, une somme

de cent dix piastres par année, par tête, pour chaque malade qu'elles garderont à l'avenir pour lui, et pour tout le temps de l'internement seulement de ce malade.

Ces paiements s'effectueront par versements trimestriels, dont le premier se fera le premier de juillet prochain, et les autres de trois mois en trois mois, sans interruption, jusqu'à l'expiration de ce contrat.

Cependant le montant annuel payable par le gouvernement ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des malades fixé par l'article suivant.

XI

NOMBRE MINIMUM DES MALADES

Le gouvernement s'engage envers les sœurs à mettre et tenir en tout temps, pendant la durée de ce contrat, sous les soins des sœurs, au moins huit cent cinquante malades, comprenant dans ce nombre ceux qui sont déjà à St-Ferdinand d'Halifax.

Cependant, lorsque les sœurs auront fait à l'asile de Beaufort des agrandissements et additions qui leur permettront d'y recevoir au moins deux cents malades en plus du nombre de ceux qui y sont actuellement logés et soignés, ce nombre minimum sera alors porté de huit cent cinquante à mille malades.

XII

SERVICE DES CHAPELAINS

Le gouvernement payera le service des chapelains nécessaires à l'asile, mais les sœurs devront nourrir et loger ces chapelains si elles en sont requises.

XIII

TRANSPORT DES MALADES

Les malades ainsi confiés aux soins et à la garde des sœurs seront transportés et livrés à l'asile, aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues suivant la loi.

XIV

ÉVASION DES MALADES

Si, après leur arrivée à l'asile, des malades s'échappent ou s'éloignent de l'asile, les sœurs devront, à leurs propres frais,

faire toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les retrouver et les ramener à l'asile.

XV

AVIS EN CAS D'ÉVASION

Chaque fois qu'un malade s'échappera ou s'éloignera ainsi de l'asile, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis dans lequel elles mentionneront le nom de ce malade, la date de son évasion, celle de son retour ou le fait qu'il n'a pu être retrouvé.

XVI

AVIS DANS LE CAS DE DÉCÈS

Dans le cas de décès d'un malade, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis mentionnant le nom de ce malade et la date de son décès.

XVII

FRAIS D'INHUMATION

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement payera aux sœurs une somme additionnelle de trois piastres pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

XVIII

ASSURANCES SUR LA PROPRIÉTÉ

Les sœurs devront assurer les meubles et immeubles de l'asile de Beauport pour un montant de cent cinquante mille piastres au moins.

Si le gouvernement est d'opinion que ce montant d'assurance n'est pas assez élevé pour sauvegarder les droits de la province, il pourra effectuer des assurances pour un montant additionnel, mais alors il payera la prime de cette assurance qu'il effectuera ainsi.

XIX

RÈGLEMENT DE RÉCLAMATION EN LITIGE

Les sœurs, par deux contrats de prêt, reçus par Cyrille Tessier, notaire, l'un, le dix-huit avril mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et l'autre le trente janvier mil huit

cent quatre-vingt-quinze, ont reconnu devoir au gouvernement la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-quinze piastres et soixante cents. Cette somme avait été avancée par le gouvernement pour payer le coût de réparations et améliorations faites à l'asile de Beauport, d'après l'ordre du surintendant médical. Les sœurs ont toujours prétendu que ces dépenses devaient être payées par le gouvernement. Celui-ci au contraire a toujours maintenu que les sœurs devaient les payer. Lors de la signature des actes de prêt ci-dessus mentionnés, il avait été entendu, entre le gouvernement et les sœurs, que le fait de signer ces actes de prêt ne changerait rien à la position respective des parties quant à leurs prétentions, que la question débattue resterait en suspens pour être décidée plus tard, soit par les tribunaux, soit par arbitrage ou du consentement mutuel des parties.

Dans le but de régler définitivement cette réclamation, les parties font la transaction suivante : les sœurs payeront au gouvernement, en la manière ci-après fixée, la somme de vingt-cinq mille piastres, et le gouvernement leur donne une quittance pour le surplus.

Dans le but de s'acquitter de cette dette de vingt-cinq mille piastres, les sœurs autorisent le gouvernement à retenir, sur chacun des versements trimestriels qui leur sont payables aux termes de l'article dix ci-dessus, la somme de deux cent cinquante piastres, jusqu'au parfait remboursement de ce capital de vingt-cinq mille piastres.

XX

AUTRE RÉCLAMATION

Il restait dû au gouvernement une somme de sept mille cinq cents piastres pour balance d'un prêt de cinquante mille piastres fait aux anciens propriétaires, le dix-sept février mil huit cent soixante-quinze. Les sœurs, lors de leur acquisition de l'asile, s'étaient chargées de payer cette somme au gouvernement, à l'acquit des anciens propriétaires, avec intérêt à quatre et demi ($4\frac{1}{2}\%$). Les sœurs s'engagent envers le gouvernement à rembourser cette somme de sept mille cinq cents piastres dans deux ans de cette date, et à lui en payer les intérêts à compter du sept d'avril prochain, au taux de quatre et demi pour cent l'an. Pour payer ces intérêts, s'élevant annuellement à trois cent trente-sept piastres et cinquante cents (\$337.50), les sœurs autorisent le gouvernement, tant qu'elles n'auront pas remboursé ce capital, à retenir sur chacun des versements trimestriels qui leur sont payables au terme de l'article dix

ci-dessus, la somme de quatre-vingt-quatre piastres et trente-sept cents. Les sœurs s'engagent en outre à payer au gouvernement cinq années d'arrérages d'intérêt au sept d'avril prochain (le surplus leur étant remis) sur cette somme de sept mille cinq cents piastres, soit seize cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante cents. Dans le but de s'acquitter envers le gouvernement de ladite somme de seize cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante cents, montant des arrérages d'intérêt, les sœurs autorisent le gouvernement à retenir sur chacun des versements trimestriels qui lui sont payables comme susdit, la somme de seize piastres et quatre-vingt-sept cents, jusqu'au paiement complet de cette somme.

XXI

PRÊT DE LA *Standard Life Insurance Company*

Par la loi cinquante-sept Victoria, chapitre sept (57 V., ch. 7) le gouvernement a garanti le paiement en capital et intérêt d'un prêt de quatre-vingt-dix mille piastres fait aux sœurs par la *Standard Life Insurance Company*, remboursable en trente ans, du vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-treize, avec intérêt au taux de quatre et demi pour cent l'an. Lorsque le gouvernement a donné cette garantie, il n'a pas été pourvu au fonds d'amortissement pour assurer le paiement de cette dette par les sœurs.

Dans le but de créer ce fonds d'amortissement, les sœurs s'engagent envers le gouvernement à déposer en fidéicommiss, dans une banque dont le choix sera approuvé par le gouvernement, une somme de trois mille piastres, tous les ans sans aucune interruption, pendant vingt ans, à compter du huit d'avril prochain. A défaut des sœurs de se conformer à cette obligation, le gouvernement est autorisé à retenir cette somme de trois mille piastres par année sur les versements payables aux sœurs.

Il est convenu que, dans le cas où les sœurs voudraient retirer ce montant en dépôt comme fonds d'amortissement, elles pourront le faire après avoir substitué d'autres garanties de paiement approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

XXII

RÉSILIATION DE CE CONTRAT

Les sœurs auront le droit de mettre fin à ce contrat, après avoir donné un avis préalable de leur intention à cet effet au moins deux ans d'avance et à l'expiration de ces deux années.

XXIII

DÉFENSE DE TRANSPORTER CE CONTRAT

Les sœurs ne pourront transporter ce contrat sans un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil acceptant ce transport.

XXIV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pour tout ce qui n'est pas spécialement mentionné et réglé dans ce contrat, les parties s'en rapportent à la loi de la province de Québec concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, et notamment pour le traitement médical et les pouvoirs et attributions du surintendant médical, de son assistant et des médecins internes.

Ces pouvoirs et ces attributions sont cependant limités par le droit qu'ont les propriétaires d'administrer leur établissement au point de vue de l'ordre, de la discipline et de l'économie, de diriger leurs employés et de contrôler toutes les dépenses, pourvu que l'exercice de ce droit n'entrave aucunement le traitement médical moral et physique des malades, tel que défini par l'article trois mille cent quatre-vingt-sept des Statuts refondus de Québec, édicté par la loi cinquante-sept Victoria, chapitre trente-trois, section cinq (57 V., ch. 33, s. 5).

XXV

RATIFICATION

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session.

FAIT à Québec sous le numéro neuf mille sept cent cinquante-deux des minutes du notaire soussigné.

EN FOI DE QUOI les parties ont signé avec le notaire, lecture faite.

(Signé) S. M. JULIE AUGER, dite STE-HÉLÈNE,
Supr.

“ AMD. ROBITAILLE,

“ L. P. SIROIS, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

L. P. SIROIS, N. P.

CÉDULE

RÈGLEMENT CONCERNANT LA NOURRITURE ET LES RATIONS
DES HOMMES ET DES FEMMES

Pain de blé par jour.....	20	onces
Patates, carottes, navets et autres légumes...	20	"
Viande, bœuf, mouton ou lard de première qualité, pour les malades ordinaires.....	6	"
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles.....	8	"
La même quantité de poisson par jour si on le désire		
Beurre par jour.....	2	"
Soupe à la viande ou aux légumes par jour..	2	chopines
Thé et café avec lait.....	1½	"
Et les assaisonnements nécessaires.		

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade et une variété dans la nourriture, autant que possible, chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

HABILLEMENTS POUR LES HOMMES

Chemises.....	par année	4
Chemises de dessous en flanelle	"	2
Chemises de dessus en coton.....	"	2
Bas de laine.....	"	3 paires.
Chaussons de coton	"	3 "
Souliers.....	"	3 "
Pantalons d'été.....	"	2 "
Pantalons d'hiver.....	"	2 "

Pour les malades qui détériorent leurs habillements :

Pantalons d'été.....	par année	4 paires.
Pantalons d'hiver.....	"	4 "
Bretelles.....	"	1 "
Caleçons de coton.....	"	2 "
Caleçons de laine.....	"	2 "
Cravates d'été.....	"	2
Cravates d'hiver.....	"	2
Habits d'été.....	"	2
Vestes d'été.....	"	2
Vestes d'hiver.....	"	2
Chapeau d'été	"	1
Casque d'hiver.....	"	1
Mouchoirs de poche.....	"	3
Capot d'hiver.....	"	1
Chaussures d'hiver.....	"	1 "

POUR LES FEMMES

Chemises.....	par année	4
Chemises de dessous en flanelle.....	"	2
Chemises de dessous en coton.....	"	2
Chaussons de laine.....	"	3 paires.
Chaussons de coton.....	"	3 "
Jarrettières	"	1 "
Souliers.....	"	3 "
Jupons d'été.....	"	2
Jupons d'hiver.....	"	2
Robes de coton pour été.....	"	2
Robes de laine pour hiver.....	"	2
Châles d'été.....	"	2
Châles d'hiver.. ..	"	2
Tabliers.....	"	4
Bonnets de jour.....	"	3
Bonnets de nuit.....	"	3
Mouchoirs.....	"	3
Chapeau d'été.....	"	1
Chapeau d'hiver....	"	1
Caleçons d'été.....	"	2 "
Caleçons d'hiver.....	"	2 "
Casque d'hiver	"	1
Vêtement de dessus pour sortie d'hiver...	"	1

LITERIE

Lit de fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertes de laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques.

CECI EST LA CÉDULE dont il est fait mention en le contrat ci-devant écrit des autres parts entre les Sœurs de la Charité de Québec, d'une part, et Sa Majesté, représentée par l'honorable Amédée Robitaille, secrétaire de la province, d'autre part, passé devant le notaire soussigné, ce vingt-trois février mil neuf cent trois, sous le No 9752, signé et paraphé le même jour par les parties et le notaire soussigné.

(Signé) SR M. JULIE AUGER, dite STE-
HÉLÈNE, Supre.

" AMD. ROBITAILLE,

" L. P. SIROIS, N. P.

Vrai copie,

L. P. SIROIS, N. P.

A une assemblée du conseil des Sœurs de la Charité de Québec, ce vingt et unième jour de février, mil neuf cent trois, il a été résolu que sœur Marie-Julie Auger, dite Ste-Hélène, supérieure générale, soit autorisée à signer, pour et au nom des Sœurs de la Charité de Québec, le contrat avec le gouvernement de la province, pour la garde et l'entretien des aliénés, lequel a été communiqué au conseil de la communauté, et qui est par le présent approuvé.

(Signé) SR C. DESCHÈNES, dite STE-CHRISTINE, Asste.
 “ SR A. GAGNÉ, dite STE-ALEXIS, Mtesse des nov.
 “ SR M. E. SIROIS, dite STE-THÉODORE, Dépre.
 “ SR M. BELLENGER, dite STE-AGATHE DE JÉSUS, Hosp.

Vu et approuvé :

Archevêché de Québec, 22 février 1903.

(Signé) † L. N., Arch. de Québec.

Cette résolution a été annexée à la minute No 9752 du répertoire du notaire soussigné, après avoir été signée par les parties et le notaire, ce vingt-trois février mil neuf cent trois.

(Signé) SR M. JULIE AUGER, dite STE-HÉLÈNE, Supre.
 “ AMD. ROBITAILLE.
 “ L. P. SIROIS, N. P.

Vraie copie,

L. P. SIROIS, N. P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 19 février 1903, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 21 février 1903.

No 92

*Concernant un contrat avec les Sœurs de la
 Charité de Québec, pour la garde des aliénés*

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du dix-neuf février (1903), recommande qu'il soit autorisé à signer le contrat, dont le projet est annexé au

mémoire susdit, étant le contrat entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, pour la garde, l'entretien et le soin des aliénés.

Certifié.

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil exécutif.

Vraie copie,

L. P. SIROIS, N. P.

60 VICTORIA, CHAPITRE 6

Loi concernant l'asile de la Longue-Pointe

[Sanctionnée le 9 janvier, 1897]

Préambule.

ATTENDU que de 1867 à 1873, époque où tout était à créer dans l'organisation nouvelle résultant de l'acte de la Confédération, les aliénés appartenant à la partie ouest de la province n'ont pas reçu tous les soins et toute l'attention nécessaires et n'ont pas été logés dans un hospice convenable ;

Attendu qu'en 1873, le pouvoir public, soucieux de ses obligations et de sa responsabilité en cette matière, demanda aux sœurs de charité de la Providence de se charger de la garde et du soin desdits aliénés, ce à quoi elles consentirent ;

Attendu qu'en 1875, un contrat pour vingt années fut en conséquence passé, que ce contrat est maintenant expiré depuis plus d'un an, qu'il n'a pas été renouvelé et qu'il se continue tacitement depuis son expiration ;

Attendu que pour remplir ce contrat, lesdites sœurs ont construit à la Longue-Pointe, près de Montréal, un hospice qui, avec ses dépendances, leur a coûté au delà d'un million de piastres ;

Attendu qu'en 1890, cinq années avant l'expiration de leur dit contrat, un incendie détruisit ledit hospice et tout son ameublement, que cet hospice n'était assuré que pour \$200,000, et que cette somme était intégralement due aux créanciers qui avaient fourni l'argent pour construire ;

Attendu que par suite dudit incendie douze cents aliénés se trouvaient sans abri, et qu'il n'y avait aucun endroit convenable pour les loger comme ils doivent l'être ;

Attendu que lesdites sœurs se mirent alors à l'œuvre sans délai, et qu'elles construisirent en toute hâte, au coût d'envi-

ron \$300,000, des pavillons destinés à remplacer les édifices détruits, mais que ces pavillons, vu l'urgence, ne furent pas mis sur des fondations durables, et qu'ils ne furent pas construits comme s'ils étaient destinés à être permanents ;

Attendu qu'il devient urgent de remplacer ces pavillons par des édifices permanents, et de les placer à un endroit où ils ne seront pas exposés, comme maintenant, aux inondations du fleuve Saint-Laurent ;

Attendu qu'après avoir fait faire des études et le travail nécessaire, lesdites sœurs représentent que les constructions nouvelles leur coûteront plus d'un million et demi de piastres, qu'elles sont déjà considérablement endettées par suite de tout ce que ci-haut relaté, qu'il leur est impossible de prendre, aux mêmes conditions, un nouveau contrat qui rendrait nécessaire le commencement immédiat desdites constructions nouvelles, et qu'elles ont demandé cent trente piastres par malade à l'avenir au lieu de cent piastres par année qu'elles reçoivent maintenant ;

Attendu que le gouvernement est en négociations depuis longtemps avec lesdits sœurs à ce sujet, et qu'il n'a pas encore été possible d'arriver à une entente ;

Attendu que la province a fait des sacrifices considérables pour contribuer à l'érection et au maintien d'un hôpital protestant pour les aliénés ;

Attendu que la province a fourni originairement le terrain nécessaire (la ferme Leduc), pour la construction dudit hôpital, et que cette ferme, ayant été ensuite considérée impropre à cette fin, a été vendue, et que le produit de la vente a servi à l'achat d'une propriété plus convenable ;

Attendu que la province a prêté, de temps à autre, différentes sommes pour aider à ladite construction, et qu'en 1892 ces sommes s'élevaient à \$50,000 ;

Attendu qu'à cette date, un statut a été passé (55-56 Victoria, chapitre 39), autorisant le gouvernement à garantir le capital et l'intérêt d'un emprunt de \$150,000 à un taux d'intérêt réduit ;

Attendu que plus tard en 1895, par le chapitre 5 de la loi 59 Victoria, la province a consenti :—1. à garantir audit hôpital protestant des aliénés le remboursement du capital et de l'intérêt d'une autre somme de trente-cinq mille piastres formant en tout cent quatre-vingt-cinq mille piastres ; 2. à payer, à même le fonds consolidé du revenu, pendant trois ans, l'intérêt à quatre et demi pour cent sur les premiers cent cinquante mille piastres ; 3. à payer, en outre, l'intérêt au même taux, pendant trois ans, sur lesdites trente-cinq mille piastres additionnelles, lorsque les obligations seront émises à cette fin ;

Attendu aussi que, tandis que la province ne paye depuis longtemps que cent piastres par année, par tête, pour les

aliénés à la Longue-Pointe, ledit hôpital protestant pour les aliénés reçoit seize piastres de plus par malade, par année, en outre des garanties et du paiement d'intérêt ci-haut mentionnés ;

Attendu qu'il y a lieu d'espérer qu'une entente est possible entre le gouvernement et lesdites sœurs, au sujet d'un projet de contrat pour la garde et le maintien desdits aliénés, lequel serait dans le genre de celui qui est contenu dans le cédulaire de la présente loi ;

Attendu que si lesdites sœurs ne reconstruisent pas tel que ci-après pourvu, il convient à tout événement de faire avec elles un contrat temporaire ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt public d'aider dans une certaine mesure à la reconstruction dudit asile ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Contrat
autorisé.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à conclure avec la communauté des sœurs de charité de la Providence un contrat, dont la teneur sera celle du projet du contrat contenu dans la cédulaire de la présente loi.

Si le contrat
est signé, le
lieut. -gouv.
en conseil est
autorisé :

2. Si lesdites sœurs signent le contrat, et s'engagent à commencer sans délai à reconstruire l'asile des aliénés de St-Jean-de-Dieu, maintenant situé à la Longue-Pointe, à une distance suffisante du fleuve St-Laurent pour qu'il ne soit pas exposé aux inondations du printemps, à en continuer la reconstruction sans interruption de manière qu'elle soit terminée dans cinq années, et à faire les constructions nouvelles pour cet objet suivant des plans approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ces constructions, ainsi que les dépendances et le terrain sur lequel elles seront élevées, devant coûter un million de piastres au moins,—le lieutenant-gouverneur en conseil pourra :

A garantir
en capital et
intérêt un
emprunt de
\$500,000, à
certaines
conditions.

1. Garantir pour un nombre d'années dont il sera convenu le paiement du capital d'un emprunt de cinq cent mille piastres fait par lesdites sœurs, et de l'intérêt sur cet emprunt à un taux n'excédant pas quatre pour cent par année, lequel emprunt devra être employé, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, pour telles constructions nouvelles, pourvu :

(a) Que toute somme, que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû auxdites sœurs en vertu du contrat dont le projet est contenu dans la cédulaire de cette loi ;

(b) Que lesdites sœurs consentent en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de cette garantie, une hypothèque à la satis-

faction du lieutenant-gouverneur en conseil sur lesdites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent ou s'élèveront, et

(c) Que lesdites sœurs assurent lesdites constructions pour au moins la moitié de leur valeur, et transportent les polices constatant cette assurance au gouvernement ou aux prêteurs ;

2. S'engager à payer auxdites sœurs, tant pour contribuer à diminuer progressivement le fardeau des intérêts sur l'emprunt susdit, que pour leur permettre de commencer à éteindre une partie du capital de leur dette au moyen d'un fonds d'amortissement ;

A payer certaines sommes aux sœurs.

(a) Une somme additionnelle de quatorze piastres par année pour chacun des malades visés par le contrat contenu dans la cédule de la présente loi, pendant huit ans à compter du 1er juillet 1898 ;

(b) Une somme de douze piastres par année pour chacun desdits malades pendant les huit années qui suivront les huit années ci-haut mentionnées ;

(c) Une somme de dix piastres par année pour chacun desdits malades, pour toute la période inexistante de leur contrat de vingt-cinq années, qui suivra les seize années ci-haut mentionnées.

NOTE.— Voir la loi 9 Ed. 7, c. 5.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à faire tout ce qui sera nécessaire pour donner effet à la présente loi et à apporter toutes les modifications de forme et de détail aux conventions projetées, pour faciliter une entente suivant l'esprit d'icelles.

Pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil quant à l'exécution de cette loi.

4. Si une entente basée sur les sections précédentes est impossible, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de signer le projet de contrat contenu dans la cédule de la présente loi, mais avec une clause additionnelle portant que lesdites sœurs pourront, en donnant un avis de dix-huit mois, mettre fin audit contrat.

Contrat peut être signé avec une clause additionnelle, si certaine entente n'est pas possible.

5. Ledit établissement de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu pour les aliénés et les immeubles qui en dépendent seront exempts de toutes taxes municipales, scolaire et de fabrique.

Hôpital Saint-Jean-de-Dieu exempt de taxes.

6. Il sera loisible à l'ordinaire catholique de l'archidiocèse de Montréal d'ériger ledit établissement et les immeubles qui en dépendent en paroisse séparée, et cette érection aura tous les effets civils sur publication du décret dudit ordinaire dans la *Gazette officielle de Québec*.

Hôpital peut être érigé en paroisse distincte.

7. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

CÉDULE

L'an mil huit cent quatre-vingt , le
jour de , ont comparu devant le notaire public pour
la province de Québec, résidant en la cité de ,
soussigné.

Sa Majesté, la reine Victoria, représentée au présent acte
par l'honorable M. F. Hackett, de Québec, secrétaire de la
province, et membre du Conseil exécutif du gouvernement
de Sa Majesté dans la province de Québec, dûment autorisé
à l'effet des présentes, en vertu d'un ordre en conseil du
approuvé le , dont copie est annexée aux présentes.

D'une part ;

La communauté des sœurs de la Charité de la Providence,
ci-après désignée comme suit : les sœurs de la Providence,
dûment incorporées, représentées à cet acte par les révérendes
dames , supérieure générale du dit asile
de la Providence, et
, dépositaire et trésorière de ladite corporation,
toutes deux spécialement autorisées à l'effet des présentes, en
vertu d'une résolution du conseil de ladite communauté, en
date du , et dont
copie est annexée aux présentes.

D'autre part.

Lesquelles parties ont fait entre elles les conventions
suivantes, savoir :

I.—Lesdites sœurs de la Providence, représentées comme
susdit, s'engagent et s'obligent, pour le terme et espace de
vingt-cinq années, qui commenceront à courir du premier
janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-sept à recevoir et loger,
tel que ci-après détaillé, les aliénés de l'un ou de l'autre sexe
qui leur seront confiés par ledit gouvernement de Sa Majesté
dans cette province de Québec, de les nourrir, vêtir, entre-
tenir, chauffer et éclairer convenablement et de leur donner
tous les soins qui leur seront nécessaires tant en santé qu'en
maladie, et de leur fournir les soins médicaux que leur état
exigera, tel qu'expliqué ci-dessous.

II.—La nourriture et le vêtement que devront recevoir les
dits aliénés, ainsi que les lits et literies qui devront leur être
fournis, seront au moins tels que mentionnés dans la cédule
" A " annexée au présent contrat et signée par les parties en
présence du notaire.

III.—Ledit gouvernement de Sa Majesté s'engage par les
présentes à mettre sous la garde des sœurs de la Providence
des aliénés comme ci-dessus au nombre de pas moins d'un
mille, y compris ceux qui y sont maintenant en vertu d'un

contrat passé à Québec, le 30 juillet mil huit cent soixante-quinze, devant M^{re} J.-B. Delâge, notaire, lequel est remplacé à toutes fins que de droit, par le présent contrat.

IV.—Ledit gouvernement de Sa Majesté payera auxdites sœurs de la Providence, au bureau du trésorier de la province de Québec, une somme de cent piastres par année, par tête pour chaque malade, et ce, par versements mensuels, le dernier jour de chaque mois, dont le premier versement se fera *pro tanto*, le trente et un janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

V.—Lesdites sœurs de la Providence s'engagent pour la dite somme de cent piastres payable par année et par tête, à prendre pendant toute la durée du présent contrat, les mêmes soins desdits patients et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations et la même sollicitude que maintenant, en un mot à les traiter en tous points au moins aussi bien qu'ils le sont maintenant, et en outre, à améliorer la tenue générale de leur asile à mesure que la science de l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés.

VI.—Lesdites sœurs de la Providence auront le droit d'avoir des médecins de leur choix dans ledit asile pour donner le traitement aux malades et elles les payeront elles-mêmes. Le traitement médical qui sera donné par ces médecins sera cependant sous la surveillance, le droit de visite et d'inspection et sujet à l'approbation d'autres médecins nommés par le gouvernement ; mais si dans l'opinion des médecins du gouvernement il est opportun, en vue de la guérison de tel ou tels malades, de changer le traitement médical ordinaire en un traitement qui entraîne des frais plus extraordinaires, ou le régime alimentaire mentionné dans la cédule A, ce traitement ou ce régime alimentaire seront changés en conséquence, pourvu qu'il soit émis à cette fin des ordres par le secrétaire de la province, mais toute dépense additionnelle qui résultera du fait que ce traitement ou régime aura été ainsi changé sera supporté par la province, en sus de la somme de cent piastres à être payée pour tel ou tels patients en vertu du présent contrat.

VII.—Lesdits médecins du gouvernement auront seuls le contrôle de l'admission et de la sortie temporaire ou définitive des malades ; ils auront aussi le droit de permettre ou d'ordonner les visites que les malades peuvent recevoir de leurs parents et amis.

VIII.—Il y aura dans l'institution un personnel suffisant, tant religieux que laïque, pour que le nombre des gardiens ou gardiennes soit en moyenne d'un gardien ou gardienne par huit malades.

IX.—Les gardiens laïques devront remplir leurs devoirs de manière à ce que les médecins du gouvernement n'aient pas lieu de s'en plaindre.

X.—Les vêtements des patients devront être suivant les différentes saisons, de manière à ce que tous ceux qui peuvent sortir sortent tous les jours autant que possible.

XI.—Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison.

XII.—Lesdites sœurs prêteront leur concours aux médecins du gouvernement et aux visiteurs et inspecteurs des asiles de manière à faciliter leur œuvre et l'exécution de leurs devoirs.

XIII.—La ventilation de l'établissement devra être telle qu'aucune odeur désagréable n'existe en permanence dans l'asile et ses dépendances.

XIV.—Il sera payé auxdites sœurs de la Providence un montant n'excédant pas celui qu'elles payent maintenant et qu'elles auront à déboursier pour le chapelain, lequel consacrerá exclusivement son ministère à l'asile.

XV.—Le défaut de remplir toutes ou quelques-unes des conditions du présent contrat sera une cause d'annulation d'icelui.

XVI.—Les personnes ainsi confiées aux soins et à la garde des sœurs de la Providence seront transportées à et libérées de l'asile aux frais du gouvernement de la province de Québec ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues d'après la loi.

XVII.—Mais il est convenu que si, après leur arrivée à l'asile, ces personnes viennent à s'échapper ou à s'éloigner de l'asile, lesdites sœurs seront tenues à leurs propres frais de faire toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les trouver et les ramener audit asile.

XVIII.—Toutes et chaque fois qu'une personne ainsi confiée auxdites sœurs s'échappera et s'éloignera de l'asile, lesdites sœurs de la Providence devront immédiatement en donner au secrétaire provincial un avis dans lequel elles mentionneront le nom de la personne qui aura ainsi quitté ledit asile, la date de son départ et celle de son retour.

XIX.—Dans le cas de décès d'une des personnes confiées auxdites sœurs, ces dernières devront encore en donner un avis au secrétaire de la province donnant le nom de la personne décédée et la date de son décès, et, pour l'inhumation et autres frais funéraires de chaque telle personne, le gouvernement payera auxdites sœurs, lors du paiement mensuel qui suivra le décès, une somme additionnelle de trois piastres et dix centins.

XX.—Lesdites sœurs de la Providence n'auront pas droit de transporter ou de faire exécuter par d'autres le présent contrat, sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil.

XXI.—Pour ce qui n'est pas mentionné dans le présent contrat, les parties s'en rapportent à la loi de la province de Québec sur les asiles d'aliénés et les aliénés.

CÉDULE A

RÈGLEMENT CONCERNANT LA NOURRITURE ET LES RATIONS
DES HOMMES ET DES FEMMES

	Onces
Pain de blé par jour.....	20
Patates, carottes, navets et autres légumes.....	20
Viande: bœuf, mouton ou lard, de première qualité:	
Pour les malades ordinaires.....	6
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles.....	8
La même quantité de poisson par joursi on le désire.	
Beurre, par jour.....	2
	Chopines
Soupe à la viande ou aux légumes, par jour....	2
Thé et café, avec lait.....	1½
Et les assaisonnements nécessaires.	

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade et une variété dans la nourriture autant que possible, chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

HABILLEMENT POUR LES HOMMES

	Par année
Chemises.....	4
Chemises de dessous en flanelle.....	2
Chemises de dessous en coton.....	2
Bas de laine.....	3 paires
Chaussons de coton.....	3 “
Souliers.....	3 “
Pantalons d'été.....	2 “
Pantalons d'hiver.....	2 “
Pour les malades qui détériorent leurs habillements.	
Pantalons d'été.....	4 “
Pantalons d'hiver.....	4 “
Bretelles.....	1 “
Caleçons de coton.....	2 “
Caleçons de laine.....	2 “
Cravates d'été.....	2

	Par année
Cravates d'hiver.....	2
Habits d'été.....	2
Habits d'hiver.....	2
Vestes d'été.....	2
Vestes d'hiver.....	2
Chapeau d'été.....	1
Casque d'hiver.....	1
Mouchoirs de poche.....	3

POUR LES FEMMES

	Par année
Chemises.....	4
Chemises de dessous en flanelle.....	2
Chemises de dessous en coton.....	2
Chaussons de laine.....	3 paires
Chaussons de coton.....	3 “
Jarrettières.....	1 “
Souliers.....	3 “
Jupons d'été.....	2
Jupons d'hiver.....	2
Robes de coton pour été.....	2
Robes de laine pour hiver.....	2
Châles d'été.....	2
Châles d'hiver.....	2
Tabliers.....	4
Bonnets de jour.....	3
Bonnets de nuit.....	3
Mouchoirs.....	3
Chapeau d'été.....	1
Chapeau d'hiver.....	1
Caleçons d'été.....	2 paires
Caleçons d'hiver.....	2 “

LITERIE

Lit de fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertes de laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques

62 VICTORIA, CHAPITRE 2

Loi concernant l'asile de la Longue-Pointe

[Sanctionnée le 10 mars, 1899]

ATTENDU que la communauté des sœurs de charité de Préambule.
la Providence a commencé à construire des édifices considérables pour le soin des aliénés, en leur établissement de Saint-Jean de Dieu, près de Montréal ;

Attendu que, par requête portant la date du 16 janvier 1899, adressée au lieutenant-gouverneur en conseil, ladite communauté a représenté que les dépenses encourues pour la construction de ces édifices s'élèvent maintenant à \$610,000, et que la somme de \$500,000, qu'elle a empruntée avec la garantie du gouvernement de cette province, autorisée par la loi 60 Victoria, chapitre 6, section 2, a été complètement appliquée à ces constructions ;

Attendu que, malgré cette dépense considérable, il reste encore à construire une partie importante des édifices nécessaires, et que pour la terminer, il leur faut emprunter une somme d'au moins \$500,000 ;

Attendu que lesdites sœurs ne peuvent, sans la garantie de la province de Québec, emprunter cette somme, vu que la province a la première hypothèque sur leur établissement et sur toutes les fermes qui en dépendent, pour les \$500,000 déjà empruntées, et qu'elle s'est fait transporter les polices d'assurance contre le feu au montant de \$400,000 ;

Attendu que, par contrat passé à Montréal, le 13 mars 1897, devant Me Jas Lonergan, entre le gouvernement de cette province et lesdites sœurs, le gouvernement a confié auxdites sœurs, pour une période de vingt-cinq ans, à compter du premier janvier 1897, la garde et le soin des aliénés et que la bonne exécution de ce contrat requiert le parachèvement desdits édifices ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à Le lieutenant-gouverneur en conseil autorisé à garantir en capital et intérêt un emprunt de \$500,000, à certaines conditions.
garantir, pour un nombre d'années qui ne devra pas dépasser le terme du contrat actuel, le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, d'un nouvel emprunt de \$500,000, qui sera fait par la communauté des sœurs de charité de la Providence, lequel emprunt devra être employé, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, pour les fins desdites constructions, pourvu—

(a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû auxdites sœurs en vertu dudit contrat du 13 mars 1897 ;

(b) Que lesdites sœurs consentent, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de cette garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur lesdites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent et s'élèveront ; et

(c) Que lesdites sœurs assurent lesdites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transportent les polices constatant cette assurance au gouvernement.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sanction.

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 5

Loi validant un certain contrat en date du 13 mars 1897,
pour l'entretien des aliénés

[Sanctionnée le 1er avril, 1909]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Contrat du
13 mars 1897,
ratifié.

1. Le contrat passé entre le gouvernement et la communauté des Sœurs de charité de la Providence, le 13 mars 1897, et reproduit dans la cédule de cette loi, est ratifié et déclaré valide depuis la signature d'icelui et toutes les sommes stipulées payables à ladite communauté par le gouvernement sont déclarées avoir été payées et sont payées, jusqu'à l'expiration du contrat pour l'entretien, le séjour et le traitement des aliénés à l'asile Saint-Jean de Dieu, situé à la Longue-Pointe.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CÉDULE

L'AN MIL HUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT, le treizième jour du mois de mars.

DEVANT MTRE JAMES LONERGAN, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, soussigné,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LA REINE VICTORIA, représentée au présent acte par l'honorable MICHAEL F. HACKETT, de Québec, secrétaire de la province, et membre du Conseil exécutif du gouvernement de Sa Majesté, dans la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes, en vertu d'un ordre en conseil, en date du six février dernier, 1897, et approuvé le vingt-quatre du même mois de février, dont copie est annexée aux présentes,

D'une part ;

ET

LA COMMUNAUTÉ DES SŒURS DE CHARITÉ DE LA PROVIDENCE, ci-après désignée comme suit : LES SŒURS DE LA PROVIDENCE, dûment incorporée, représentée à cet acte par les RÉVÉRENDÉS DAMES AURÉLIE ROUSSEAU, DITE SŒUR MARIE GODEFROY, supérieure générale et présidente, et ROSE GÉLINAS DITE SŒUR MADELEINE, dépositaire générale et trésorière de ladite corporation, toutes deux spécialement autorisées à l'effet des présentes en vertu d'une résolution du conseil de ladite communauté, en date du sixième jour de mars courant et dont copie est annexée aux présentes,

D'autre part.

LESQUELLES PARTIES ont fait entre elles les conventions suivantes, savoir :

I. Lesdites sœurs de la Providence, représentées comme susdit, s'engagent et s'obligent pour le terme et l'espace de vingt-cinq années, qui ont commencé à courir du premier janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, à recevoir et loger, tel que ci-après détaillé, les aliénés de l'un et de l'autre sexe qui leur seront confiés par ledit gouvernement de Sa Majesté dans cette province de Québec, de les nourrir, vêtir, entretenir, chauffer et éclairer convenablement et de leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et de leur fournir les soins médicaux que leur état exigera, tel qu'expliqué ci-dessous.

II. La nourriture et les vêtements que devront recevoir les dits aliénés, ainsi que les lits et literies qui devront leur être fournis, seront au moins tels que mentionnés dans la cédule A, annexée au présent contrat, reconnue véritable et signée par les parties en présence du notaire soussigné.

III. Ledit gouvernement de Sa Majesté s'engage par les présentes à mettre sous la garde des sœurs de la Providence, des aliénés comme ci-dessus, au nombre de pas moins d'un

mille, y compris ceux qui y sont maintenant, en vertu d'un contrat passé à Québec le trente juillet mil huit cent soixante et quinze, devant M^{re} J.-B. Delàge, notaire, lequel est remplacé à toutes fins que de droit par le présent contrat.

IV. Lesdites sœurs de la Providence s'engage à commencer sans délai, aussitôt que la saison le permettra, la reconstruction de leur hôpital Saint-Jean de Dieu, situé à la Longue-Pointe, et à le reconstruire à une distance suffisante du fleuve Saint-Laurent, pour qu'il ne soit pas exposé aux inondations du printemps, suivant les plans déjà approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et conformément à l'article 2 de la loi passée pendant la dernière session de la Législature de Québec.

V. Ledit gouvernement de Sa Majesté paiera auxdites sœurs de la Providence, au bureau du trésorier de la province de Québec, une somme de cent piastres par année, par tête, pour chaque malade, et ce, par versements mensuels le dernier jour de chaque mois, dont les trois premiers versements se feront *pro tanto*, le trente et un mars mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et ledit gouvernement de Sa Majesté s'engage de plus à payer auxdites sœurs : (A) une somme additionnelle de quatorze piastres par année, pour chacun des malades visés par le présent contrat, pendant huit ans à compter du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit ; (B) une somme de douze piastres par année pour chacun desdits malades pendant les huit années qui suivront les huit années ci-dessus mentionnées ; (C) une somme de dix piastres par année pour chacun desdits malades, pour toute la période inexistante du présent contrat de vingt-cinq années, qui suivra les seize années ci-dessus mentionnées.

VI. Lesdites sœurs de la Providence s'engagent pour les dites sommes ci-dessus stipulées payables par année et par tête, à prendre, pendant toute la durée du présent contrat, les mêmes soins desdits patients, et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations et la même sollicitude que maintenant ; en un mot, à les traiter en tous points au moins aussi bien qu'ils le sont maintenant, et, en outre, à améliorer la tenue générale de leur asile, à mesure que la science et l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés.

VII. Lesdites sœurs de la Providence auront le droit d'avoir des médecins de leur choix dans ledit asile, pour donner le traitement aux malades, et elles les paieront elles-mêmes. Le traitement médical qui sera donné par ces médecins, sera cependant sous la surveillance, le droit de visite et d'inspection et sujet à l'approbation d'autres médecins nommés par le gouvernement. Mais si, dans l'opinion des méde-

cins du gouvernement, il est opportun, en vue de la guérison de tel ou tels malades, de changer le traitement médical ordinaire en un traitement qui entraîne des frais plus extraordinaires, ou le régime alimentaire mentionné dans la cédule A, ce traitement ou ce régime alimentaire seront changés en conséquence, pourvu qu'il soit émis à cette fin des ordres par le secrétaire de la province ; mais toute dépense additionnelle qui résultera du fait que ce traitement ou régime aura été changé, sera supportée par la province en sus de la somme de cent piastres à être payée pour tel ou tels patients, en vertu du présent contrat.

VIII. Lesdits médecins du gouvernement auront seuls le contrôle de l'admission et de la sortie temporaire ou définitive des malades ; ils auront aussi le droit de permettre ou d'ordonner les visites que les malades peuvent recevoir de leurs parents et amis.

IX. Il y aura dans l'institution un personnel suffisant, tant religieux que laïque, pour que le nombre des gardiens ou gardiennes soit, en moyenne, d'un gardien ou gardienne pour huit malades.

X. Les gardiens laïques devront remplir leurs devoirs de manière à ce que les médecins du gouvernement n'aient pas lieu de s'en plaindre.

XI. Les vêtements des patients devront être suivant les différentes saisons, de manière à ce que tous ceux qui peuvent sortir sortent tous les jours autant que possible.

XII. Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison.

XIII. Lesdites sœurs prêteront leur concours aux médecins du gouvernement et aux visiteurs et inspecteurs des asiles, de manière à faciliter leur œuvre et l'exécution de leurs devoirs.

XIV. La ventilation de l'établissement devra être telle qu'aucune odeur désagréable n'existe en permanence dans l'asile et ses dépendances.

XV. Il sera payé auxdites sœurs de la Providence, un montant n'excédant pas celui qu'elles paient maintenant et qu'elles auront à déboursier pour le chapelain, lequel consacrerá exclusivement son ministère à l'asile.

XVI. Le défaut de remplir toutes ou quelques-unes des conditions du présent contrat, sera une cause d'annulation d'icelui.

XVII. Les personnes ainsi confiées aux soins et à la garde des Sœurs de la Providence seront transportées à, et libérées de l'asile, aux frais du gouvernement de la province de Québec ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y seront tenues d'après la loi.

XVIII. Mais il est convenu que, si, après leur arrivée à l'asile, ces personnes viennent à s'échapper ou à s'éloigner de l'asile, lesdites sœurs seront tenues, à leurs propres frais, de faire toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les trouver et les ramener audit asile.

XIX. Toutes et chaque fois qu'une personne ainsi confiée auxdites sœurs s'échappera et s'éloignera de l'asile, lesdites sœurs de la Providence devront immédiatement en donner au secrétaire de la province un avis dans lequel elles mentionneront le nom de la personne qui aura ainsi quitté ledit asile, la date de son départ et celle de son retour.

XX. Dans le cas de décès d'une ou des personnes confiées auxdites sœurs, ces dernières devront encore en donner un avis au secrétaire de la province, donnant le nom de la personne décédée, et la date de son décès ; et, pour l'inhumation et autres frais funéraires de chaque telle personne, le gouvernement paiera auxdites sœurs, lors du paiement mensuel qui suivra ledit décès, une somme additionnelle de trois piastres et dix centins.

XXI. Lesdites sœurs de la Providence n'auront pas droit de transporter ou de faire exécuter par d'autres le présent contrat sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil.

XXII. Pour ce qui n'est pas mentionné dans le présent contrat les parties s'en rapportent à la loi de la province de Québec sur les asiles d'aliénés et les aliénés.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en ladite cité de Montréal, les jour, mois et an ci-dessus écrits en premier lieu sous le numéro six mille cent trente-cinq.

Et, après lecture faite, les parties ont signé en présence de et avec le notaire soussigné.

(Signé) M.-F. HACKETT,
 “ SR M. GODEFROY, *Sup. Gén.*
 “ SŒUR MADELEINE, *Dépre Générale.*
 “ J. LONERGAN, *N. P.*

Vraie copie de la minute des présentes demourée de record en mon étude.

J. LONERGAN, *N. P.*

CÉDULE A

Règlement concernant la nourriture et les rations des hommes et des femmes

		Onces
Pain de blé.....	Par jour	20
Patates, carottes, navets et autres légumes	"	20
Viandes : bœuf, mouton ou lard, de première qualité :		
Pour les malades ordinaires.....	"	6
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles...	"	8
La même quantité de poisson, si on le désire :		
Beurre.....	"	2
		Chopines
Soupe à la viande ou aux légumes....	"	2
Thé et café avec lait.....	"	1½

Et les assaisonnements nécessaires.

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade, et une variété dans la nourriture, autant que possible chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

HABILLEMENTS POUR LES HOMMES

	Par année
Chemises.....	4
Chemises de dessous en flanelle.....	2
Chemises de dessous en coton.....	2
Bas de laine.....	3 paires.
Chaussons de coton.....	3 "
Souliers.....	3 "
Pantalons d'été.....	2 "
Pantalons d'hiver.....	2 "
Pour les malades qui détériorent leurs habillements :	
Pantalons d'été.....	4 paires.
Pantalons d'hiver.....	4 "
Bretelles.....	1 "
Caleçons de coton.....	2 "
Caleçons de laine.....	2 "
Cravates d'été.....	2
Cravates d'hiver.....	2
Habits d'été.....	2
Habits d'hiver.....	2
Vestes d'été.....	2
Vestes d'hiver.....	2
Chapeau d'été.....	1
Casque d'hiver.....	1
Mouchoirs de poche.....	3

POUR LES FEMMES

	Par année
Chemises	4
Chemises de dessous en flanelle.....	2
Chemises de dessous en coton.....	2
Chaussons de laine.....	3 paires.
Chaussons de coton.....	3 “
Jarrettières	1 “
Souliers.....	3 “
Jupons d'été.....	2
Jupons d'hiver.....	2
Robes de coton pour été.....	2
Robes de laine pour hiver.....	2
Châles d'été.....	2
Châles d'hiver.....	2
Tabliers	4
Bonnets de jour.....	3
Bonnets de nuit.....	3
Mouchoirs.....	3
Chapeau d'été.....	1
Chapeau d'hiver.....	1
Caleçons d'été.....	2 paires.
Caleçons d'hiver.....	2 “

LITERIE

Lit de fer, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertures de laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques.

La cédule A qui précède est celle à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé, entre le gouvernement de la province de Québec et la communauté des Sœurs de la charité de la Providence, passé devant James Lonergan, le notaire soussigné, le treizième jour de mars mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, reconnue véritable et signée par les parties en présence du notaire soussigné.

Montréal, le treize mars mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

(Signé) M. F. HACKETT,
 “ SR. M. GODEFROY, *Sup. Gén.*
 “ SEUR MADELEINE, *Dépre Génle.*
 “ J. LONERGAN, N. P.

(Vrai copie)

J. LONERGAN, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 6 février 1897, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 24 février 1897

No 119

Concernant un contrat avec les Sœurs de charité de la Providence

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport en date du six février courant, (1897), expose : que, lors de la dernière session de la Législature de Québec, une loi a été passée intitulée : "Loi concernant l'asile de la Longue-Pointe," (60 Vic., ch. 6), autorisant le lieutenant-gouverneur en conseil à conclure avec les Sœurs de la charité de la Providence un contrat suivant la section 2 de ladite loi, ou un autre contrat dont la teneur serait celle contenue dans la cédule dudit acte :

Que lesdites Sœurs de charité de la Providence ont décidé d'accepter les conditions contenues dans ladite section 2 de ladite loi ;

Que les plans des nouvelles constructions à être érigées par lesdites sœurs ont été soumis pour approbation, qu'ils sont satisfaisants et que l'architecte du département des Travaux publics, qui en a fait un examen spécial, fait rapport qu'il les approuve et que les édifices prévus par les plans vont faire honneur à la province et aux révérendes sœurs qui vont en entreprendre la construction, qu'en conséquence les dits plans peuvent être approuvés ;

Que, par la section 2 de ladite loi 60 Victoria, chapitre 6, il est entre autres choses pourvu à ce que les sœurs consentent en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il pourrait être appelé à payer en vertu de la garantie qui y est prévue, une hypothèque à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil sur les constructions nouvelles ainsi que sur les terrains où elles s'élèvent ou s'élèveront ;

Qu'il appert que la valeur actuelle des fermes qui seront ainsi hypothéquées est d'au moins cent mille piastres, que celle des constructions actuelles est de quatre cent mille piastres, et que celle des constructions à ériger est de un million de piastres et que les constructions actuelles sont assurées pour environ quatre cent mille piastres ;

Que certaines hypothèques existent maintenant sur les dites propriétés et constructions mais qu'elles ne dépassent pas cent dix mille piastres ;

Que cette somme de cent dix mille piastres ne peut être remboursée maintenant ;

Qu'il résulte de tout ce qui précède qu'il y a pleinement lieu d'être satisfait de l'hypothèque que lesdites sœurs peuvent donner en vertu de la section 2 de ladite loi ;

Qu'il est urgent que les dispositions de ladite loi soient mises à exécution sous le plus court délai possible.

En conséquence l'honorable secrétaire recommande que les plans soient, par les présentes, approuvés et que le secrétaire de la province soit autorisé à passer, avec lesdites Sœurs de charité de la Providence, un contrat en conformité de ladite loi, tel que ci-haut expliqué, que l'hypothèque à donner par ledit contrat soit de la nature de celle ci-haut mentionnée, et qu'il, (l'honorable secrétaire), soit en outre autorisé à signer tout autre document requis pour donner effet, (aux termes de ladite loi), aux garanties prévues par la susdite section 2 de ladite loi.

(Certifié)

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

A une assemblée du conseil de la corporation de la communauté des Sœurs de charité de la Providence, convoquée spécialement à cette fin, à laquelle sont présentes sœur Aurélie Rousseau, dite sœur Marie-Godefroy, supérieure générale et présidente de ladite corporation, sœur Cécile, sœur Jean de la Croix, sœur Mectilde du Saint-Sacrement, sœur Marie-Antoinette, assistantes générales, sœur Marie Cuthbert, secrétaire générale, sœur Madeleine, dépositaire générale.

Il est unanimement résolu :

1. D'accepter le contrat contenu dans l'acte passé pendant la dernière session de la Législature de Québec, édictée : " Loi concernant l'asile de la Longue-Pointe ", d'engager la communauté à reconstruire l'asile conformément audit acte, pourvu que le gouvernement de la province de Québec s'engage de son côté à payer les sommes, tant principales qu'additionnelles, mentionnées dans ladite loi ; d'autoriser sœur Marie Godefroy, supérieure générale, et sœur Rose Gélinas, dite sœur Madeleine, dépositaire générale, de comparaître devant notaire pour donner le consentement de la communauté audit acte ;

2. De faire un emprunt de la *North British and Mercantile Insurance Company*, au montant de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), pour une période de vingt-cinq ans, à un taux d'intérêt de trois et trois quarts pour cent par an, payable par semestres avec les conditions suivantes : de pouvoir prendre la somme empruntée par versements d'au moins cinquante mille piastres à la fois, suivant que requis, de pou-

voir commencer à rembourser l'emprunt par sommes d'au moins cinq mille piastres en donnant un avis préalable d'un mois chaque fois, pourvu qu'aucun remboursement ne puisse être fait avant dix ans de la date des présentes ;

3. De donner au gouvernement de la province de Québec, qui se portera garant pour le remboursement du capital et le paiement des intérêts, une hypothèque sur nos fermes de la Longue-Pointe, savoir : les fermes portant les numéros trois cent trente-deux, trois cent trente-cinq et trois cent trente-sept (332, 335 et 337) du cadastre officiel de la Longue-Pointe, le tout conformément à l'acte passé pendant la dernière session de la Législature de Québec, intitulé : "Loi concernant l'asile de la Longue-Pointe", et sœur Marie Godefroy, supérieure générale, et sœur Madeleine, dépositaire générale, sont autorisées à faire tout ce qui est requis pour donner effet à la présente résolution, à comparaître devant notaire et à signer tous actes nécessaires.

FAIT ET PASSÉ à Montréal, en la salle des délibérations des membres dudit conseil, ce sixième jour de mars mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

(Signé, SR. M. GODEFROY, *Sup. Gén.*
" SR. M. CUTHBERT, *Sec. Gén.*

Vraie copie tirée du registre des délibérations.

SR. M. CUTHBERT, *Sec. Gén.*

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 39

Loi concernant l'Hôpital protestant pour les aliénés

[Sanctionnée le 24 juin, 1892]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le remboursement du capital et de l'intérêt de cent cinquante mille piastres de débentures, portant intérêt à quatre et demi pour cent, par année, que pourra émettre l'Hôpital protestant pour les aliénés, à condition que cette corporation rembourse au gouvernement de cette province, à même le produit de ces débentures, le capital et l'intérêt des avances, au montant de cinquante mille piastres, à lui faites par le gouvernement.

Pouvoir du
lieut. gouv.
de garantir
le rembour-
sement d'un
emprunt fait
par l'Hôpital
protestant
pour les
aliénés.

Conditions
de cette ga-
rantie.

2. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'exiger pour cet objet, toutes les garanties et d'imposer toutes les conditions qu'il croira opportunes.

NOTE.—*Cette loi est affectée par les lois 59 V., c. 5 ; 2 Ed. VII, c. 8 ; et 9 Ed. VII, c. 3.*

59 VICTORIA, CHAPITRE 5

Loi relative à l'Hôpital protestant pour les aliénés

[Sanctionnée le 21 décembre, 1895]

Préambule.

ATTENDU qu'en vertu des pouvoirs conférés par la loi 55-56 Victoria chapitre 39, le gouvernement a garanti le remboursement du capital et de l'intérêt de cent cinquante mille piastres d'obligations à vingt ans, émises par la corporation de l'Hôpital protestant pour les aliénés ;

Attendu que, pour assurer le paiement de ce qui pourrait être déboursé par suite de cette garantie, ladite corporation a consenti une hypothèque de cent cinquante mille piastres sur tous les immeubles à elle appartenant, et qu'elle a transporté des polices d'assurance, dont elle paye les primes, sur tous ses édifices jusqu'à concurrence de cent mille piastres ;

Attendu que, depuis que cette garantie a été donnée et depuis que ces obligations ont été émises, ladite corporation a fidèlement rempli toutes les clauses du contrat intervenu à ce sujet entre elle et le gouvernement ;

Attendu que l'asile de Verdun n'est plus assez spacieux pour y recevoir et y traiter d'une manière convenable tous les malades protestants qui pourraient y être internés ;

Attendu que ladite corporation désirait en conséquence agrandir ledit asile, mais qu'elle n'avait pas les moyens de le faire sans le secours du gouvernement ;

Attendu que le gouvernement a cru qu'il était dans l'intérêt public de venir en aide à ladite corporation pour cet objet, et que, dans le mois de juin dernier, il s'est engagé à soumettre à la Législature un projet de loi basé sur l'entente intervenue à cette époque ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Pouvoir con-
féré au gou-
vernement de
payer l'in-
térêt sur les
obligations
actuelles de

1. A même le fonds consolidé du revenu, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra payer, pour trois années à compter du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, l'intérêt à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par année sur les cent cinquante mille piastres d'obligations

émises par la corporation de l'Hôpital protestant pour les aliénés, dont le gouvernement s'est engagé à garantir le remboursement en capital et intérêt, ainsi qu'autorisé par la loi 55-56 Victoria, chapitre 39.

2. A même le fonds consolidé du revenu, il sera en outre loisible au lieutenant-gouverneur en conseil : (a) de payer, pour trois années, l'intérêt, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent, sur trente-cinq mille piastres d'obligations additionnelles que pourra émettre ladite corporation ; (b) de garantir le remboursement par cette corporation du capital de ces nouvelles obligations à l'expiration de vingt années au plus de leur émission, ainsi que le paiement de l'intérêt, pour au plus dix-sept années.

Même pouvoir pour des obligations additionnelles. Pouvoir conféré au gouvernement de garantir le paiement de nouvelles obligations.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé, à raison de la garantie visée par la présente loi et pour assurer le paiement au gouvernement de toutes sommes qu'il pourrait déboursier par suite d'icelle, à exiger que ladite corporation consente une hypothèque en faveur du gouvernement pour cent quatre-vingt-cinq mille piastres sur tous les immeubles à elle appartenant, et qu'elle effectue et lui transporte une ou des assurances, dont elle paiera les primes, sur l'aile en construction, pour le montant qui sera convenu.

Conditions de cette garantie.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à passer un contrat basé sur la présente loi, et à insérer dans ledit contrat toute clause qui sera nécessaire pour y donner effet.

Passation d'un contrat, autorisée.

5. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

NOTE.—Celle loi est affectée par les lois 55-56 V., c. 39 ; 2 Ed. VII, c. 8 ; et 9 Ed. VII, c. 3.

62 VICTORIA, CHAPITRE 3

Loi concernant l'Hôpital protestant pour les aliénés

[Sanctionnée le 10 mars, 1899]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Les contrats reproduits aux cédules A et B de la présente loi et passés entre le gouvernement de la province et l'Hôpital protestant pour les aliénés, le 27 janvier 1899, sont approuvés et ratifiés.

Contrats approuvés.

2. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

CÉDULE A

Le vingt-septième jour du mois de janvier de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix neuf.

Devant moi, G. R. LIGHTHALL, soussigné, notaire pour la province de Québec, domicilié et exerçant en la cité de Montréal, en ladite province,

ONT COMPARU PERSONNELLEMENT :

L'honorable JOSEPH-E. ROBIDOUX, domicilié en la cité de Québec, agissant aux présentes ès qualité de secrétaire de la province dans le gouvernement de ladite province de Québec, et agissant aux présentes pour ledit gouvernement de ladite province, et de la part de celui-ci, en vertu d'un arrêté en conseil portant la date du trente et unième jour d'août dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, dûment approuvé par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de ladite province de Québec, le premier jour de septembre dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, duquel dit arrêté en conseil copie dûment authentiquée est annexée aux présentes, signée et paraphée *ne varietur* par les parties à icelles et ledit notaire,

De première part ;

Et L'HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS, corps politique dûment constitué en corporation par voie législative, et représenté aux présentes par Wolferstan Thomas et Robert Reid, tous deux de la cité de Montréal, écuyers, agissant aux présentes ès qualité de président et de secrétaire honoraires actuels dudit hôpital, et dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution du bureau des gouverneurs dudit Hôpital protestant pour les aliénés, adoptée à Montréal, le vingt-neuvième jour de décembre dernier, copie authentiquée de laquelle est annexée aux présentes, signée et paraphée *ne varietur* par les parties à icelles et ledit notaire,

De seconde part.

Lesquelles parties ont déclaré audit notaire être convenues de ce qui suit, savoir :

Qu'attendu que, par un arrêté en conseil portant le numéro 448 et la date du trente août mil huit cent quatre-vingt-douze, ledit gouvernement de ladite province de Québec a garanti le capital et l'intérêt des obligations émises par ledit Hôpital protestant pour les aliénés jusqu'à concurrence de cent cin-

quante mille piastres, et l'intérêt au taux de quatre et demi pour cent par an ;

Que, par mémoire envoyé sous forme de lettre datée le quatrième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-quinze, les directeurs ou gouverneurs dudit hôpital ont prié ledit gouvernement de se charger du paiement de l'intérêt de leurs obligations, s'élevant à trente-cinq mille piastres ;

Que ledit gouvernement, par arrêté en conseil portant la date du quatorze juin mil huit cent quatre-vingt-quinze, a informé ledit Hôpital protestant pour les aliénés qu'il se chargerait, pour trois ans à dater du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, du paiement de l'intérêt sur la dette alors échue de cent cinquante mille piastres, à un taux ne dépassant pas quatre et demi pour cent par an, et aussi du paiement de l'intérêt sur les obligations additionnelles de trente-cinq mille piastres que lesdits directeurs se proposaient d'émettre, et qu'il se portait garant, pour le plein montant de cent quatre-vingt-cinq mille piastres, de l'intérêt sur les obligations, aux conditions et avec les obligations déjà existantes, savoir :

Une nouvelle hypothèque et des polices additionnelles semblables à celles consenties et données pour les cent cinquante mille piastres, et que cette garantie serait pour une période de vingt années, et les trois années plus haut mentionnées, savoir : du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze au premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit inclusivement ;

Que, par un contrat passé entre ledit gouvernement et ledit Hôpital protestant pour les aliénés, devant E.-G. Simard, notaire, de Montréal, daté le dix-septième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-seize, et fait conformément à la loi 59 Victoria, chapitre 5, section 2, le gouvernement s'est *de facto* chargé du paiement de l'intérêt, pour une période de trois années sur les cent quatre-vingt-cinq mille piastres d'obligations émises par les directeurs ou gouverneurs dudit hôpital, et qu'au même document, il est aussi déclaré qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder la même garantie pour une période n'excédant pas dix-sept années ;

Qu'un nouvel arrangement ou contrat, relatif à l'entretien des patients a été fait entre ledit gouvernement et ledit Hôpital protestant pour les aliénés, et que le gouvernement convient de donner aux gouverneurs dudit hôpital, pendant toute la durée dudit contrat, savoir dix années, les avantages qu'ils avaient en vertu du contrat provisoire qui a pris fin le premier jour de juillet dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit ;

A ces causes, ledit gouvernement se charge, pour ladite période de dix années, à compter du premier jour de juillet

mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, du paiement dudit intérêt sur ladite somme de cent quatre-vingt-cinq mille piastres d'obligations émises par les directeurs ou gouverneurs dudit Hôpital protestant pour les aliénés, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent, à compter dudit premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et, comme garantie offerte audit gouvernement de ladite province touchant le paiement du capital desdites obligations et dudit intérêt, ledit Hôpital protestant pour les aliénés, représenté comme susdit, engage, hypothèque et affecte spécialement par les présentes, en faveur dudit gouvernement de ladite province de Québec, ce acceptant comme susdit :

Cette terre ou étendue de terre sise et située en la municipalité de Verdun, dans le comté d'Hochelega, dans ladite province de Québec, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la ci-devant paroisse de Montréal, comme étant le lot portant le numéro officiel quatre mille six cent quatre-vingt-cinq (4685), avec les constructions et les machines qui se trouvent dans les constructions y érigées.

Tel est l'arrangement et telles sont les conventions intervenus entre lesdites parties aux présentes, qui, pour l'exécution qui en doit être faite, ont élu domicile en leurs bureaux, à Montréal susdit.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en la cité de Montréal, les jour, mois, et an en premier lieu mentionnés, sous le numéro trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre des actes originaux de record en l'étude du notaire soussigné, et, après lecture dûment faite des présentes, lesdites parties à icelles ont signé avec le dit notaire soussigné et en sa présence.

(Signé)	J.-E. ROBIDOUX, <i>Secrétaire de la province de Québec.</i>
"	F. WOLFERSTAN THOMAS, <i>Président.</i>
"	ROBERT REID, <i>Sec. hon.</i>
"	GEO. R. LIGHTHALL, N. P.

VRAIE COPIE de l'original des présentes demeuré de record en mon étude.

(Signé)	G. R. LIGHTHALL, N. P.
---------	------------------------

CÉDULE B

Ce vingt-septième jour du mois de janvier, en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Devant moi, GEORGE R. LIGHTHALL, soussigné, notaire pour la province de Québec, domicilié et exerçant en la cité de Montréal, dans ladite province,

ONT COMPARU PERSONNELLEMENT :

L'HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS, corps politique et constitué en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, statuts de Québec, représenté aux présentes par F. WOLFERSTAN THOMAS, écuyer, de la cité de Montréal, ès qualité de président, pour le temps présent, dudit HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS, dûment autorisé aux fins des présentes par une résolution du bureau des gouverneurs dudit HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS, adoptée à Montréal le vingt-neuvième jour de novembre 1898, et de laquelle une copie authentiquée est annexée aux présentes, signée par les parties à icelles et par moi dit notaire pour être reconnue,

D'une part ;

Et l'honorable JOSEPH-E. ROBIDOUX, de la cité de Québec, secrétaire de la province dans le gouvernement de ladite province de Québec, dûment autorisé à l'effet des présentes par un arrêté en conseil daté le vingt-huitième jour de juin dernier (1898), et portant le numéro 376, dont copie authentiquée est ci-annexée et signée par les parties aux présentes et par moi dit notaire, pour être reconnue,

De l'autre part.

Lesquelles dites parties ont fait ensemble la convention et l'arrangement suivants :

Attendu que, par une résolution adoptée par l'Assemblée législative de la province de Québec, le 20 décembre 1890, ladite Assemblée législative de ladite province de Québec donna pouvoir au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le secrétaire de la province, agissant pour cette dernière, de faire un arrangement avec ledit Hôpital protestant pour les aliénés, touchant l'entretien et le traitement des aliénés protestants à certaines conditions et pour une certaine période de temps y mentionnées.

En conséquence de quoi ledit Hôpital protestant pour les aliénés, représenté comme susdit, est convenu avec ledit gouvernement de ladite province de Québec, par contrat daté le 2

février 1891, passé devant F.-X. Gosselin, notaire public, de Québec, à ladite date en dernier lieu mentionnée, de fournir à ses frais et dépens, durant une période commençant le 3 juillet 1893, un logis convenable pour les aliénés et les idiots protestants qui leur seraient envoyés par ordre du gouvernement de la province, et de leur donner une bonne, saine et suffisante nourriture, le vêtement, les hardes et l'assistance convenables, et tout ce qui peut être nécessaire au soin à prendre d'eux, à leur entretien, habillement, diète et traitement, tant en état de santé qu'en état de maladie, le tout tel que plus soigneusement exposé audit contrat et arrangement ci-haut mentionnés, et conformément à la cédule y annexée, par lesquels il était spécialement entendu que ladit cédule ne mentionnait que le minimum de ce qu'il y aurait à fournir aux conditions y stipulées, savoir :

1. Que la province de Québec retient et prend l'absolu contrôle des services médicaux, c'est-à-dire que les gardiens des aliénés malades doivent être sous le contrôle du fonctionnaire ou surintendant médical, qui peut les destituer s'il les trouve incompetents et impropres à ce service ;

Qu'ils sont tous exclusivement employés au soin des patients et ne doivent s'absenter de leur travail qu'avec la permission dudit surintendant médical ;

Qu'ils ne doivent pas avoir moins de vingt et un ans ni plus de soixante et cinq ans ;

Que les patients doivent être placés sous la direction du surintendant médical et spécialement quant à ce qui regarde leur exercice physique et leur travail ;

Que le surintendant médical doit réglementer la nature et la durée des occupations de chacun desdits patients, savoir : s'ils doivent ou non recevoir des visiteurs. Les autorités du dit hôpital doivent être obligées, d'après les instructions du surintendant médical, d'employer les patients à travailler à diverses occupations ou à la terre, ainsi que créer, suivant les nécessités du moment, des industries faciles, de façon à leur donner de l'ouvrage, et créer un mode de traitement ;

Que les vêtements et les hardes des patients doivent être de nature à convenir aux différentes saisons, de manière à leur permettre, autant que possible, de sortir tous les jours ;

2. Que le caractère protestant de l'institution, assuré par la loi la constituant en corporation, ainsi que les pouvoirs, droits et privilèges conférés audit hôpital et à son bureau de gouverneurs par ladite loi la constituant en corporation, ne doivent être ni affaiblis ni affectés d'aucune manière par ledit contrat ; et ledit contrat ne devra, non plus, être invoqué par personne à l'effet de suspendre ladite charte ou loi constitutive ou de s'immiscer à son opération d'une manière quelconque ;

3. Que le nombre des gardiens à être employés par ledit Hôpital protestant pour les aliénés, et que le nombre de patients à être assigné à chacun d'eux doivent être réglés par le secrétaire de la province, sur l'avis du surintendant médical ;

4. Que tout supplément d'assistance médicale qui pourrait être accordé aux patients sur l'ordre du surintendant médical, et non mentionné dans la cédule précitée, doit être considéré comme faisant partie du traitement médical et être fourni de la part et aux frais de la province ;

5. Qu'un comptable sera nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour tenir les livres que le secrétaire de la province pourra ou pourrait donner instruction de tenir relativement audit hôpital, et que ledit hôpital devra loger et nourrir ledit comptable, dont toutefois le traitement devra être payé par ladite province ;

6. Que le dit contrat doit être sujet aux lois régissant les asiles publics pour les aliénés, ainsi qu'aux règlements faits en vertu d'icelles, et que ledit hôpital et ses autorités s'engagent à y être soumis en tout temps ;

7. Que ledit Hôpital protestant pour les aliénés fera ou fera faire aux édifices actuellement affectés au logement des dits patients tous les changements et modifications qui pourront être requis par le fonctionnaire ou surintendant médical, ou les inspecteurs des asiles et prisons, soit en vue d'améliorer la ventilation dudit établissement, soit pour offrir plus de sécurité pour les patients, soit à cause de leur nécessité pour le classement et le traitement des patients reçus dans le dit hôpital, pourvu toutefois que lesdits changements et modifications soient d'absolue nécessité et ne soient pas trop onéreux, et, au cas de contestation à ce sujet, elle devra être soumise à un des magistrats de police pour le district de Montréal, dont la décision devra être finale et sans appel, le dit juge n'étant pas tenu de suivre les procédures ordinaires ;

8. Que ledit hôpital devra être tenu de se conformer à toutes les recommandations, conseils et prescriptions donnés ou faits par le fonctionnaire médical ou les fonctionnaires médicaux nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ou le secrétaire de la province ;

9. Que la province pourra ou pourrait, tant que durera le dit contrat, acheter les édifices de l'hôpital pour une somme à être fixée par des arbitres qui devront être nommés de la manière suivante : un par le lieutenant-gouverneur, un par les autorités dudit hôpital, et le tiers arbitre par les deux premiers ;

10. Que la violation de toutes les dispositions dudit contrat ou de l'une d'icelles par ledit hôpital et ses autorités sera considérée comme cause ou raison suffisante d'annulation dudit contrat ;

Et ledit gouvernement de ladite province de Québec était tenu de payer audit Hôpital protestant pour les aliénés, pour chaque aliéné ou idiot ainsi interné, durant toute la durée du contrat, la somme de cent seize piastres par année, sans autre charge additionnelle quelconque, sauf pour ce qui est ci-dessus mentionné touchant le supplément de soins médicaux,—telle considération à être payée par le gouvernement audit hôpital, tous les trois mois, sur production par icelui d'un état détaillé préparé suivant la formule approuvée par le gouvernement ;

Que le ou les fonctionnaires ou surintendants médicaux ou comptable doit ou doivent être payés par le gouvernement tant qu'il remplira ou qu'ils rempliront ledit emploi ou lesdits emplois ;

Il fut, de plus, stipulé et convenu que ledit hôpital aurait le droit de demander et de recevoir trois piastres du gouvernement pour chaque patient qui décéderait et serait enterré par les autorités dudit hôpital, pendant la durée du dit contrat ;

Il fut encore stipulé et convenu que l'Hôpital protestant pour les aliénés aurait droit d'être payé au taux stipulé pour tout patient reçu par lui, depuis la date de son admission, sur production d'un état, comme plus haut mentionné ;

Et finalement, que ledit contrat ne serait obligatoire pour ledit Hôpital protestant pour les aliénés que lorsqu'il aurait été ratifié et approuvé par le bureau des gouverneurs dudit hôpital dûment convoqué ;

Le susdit contrat ainsi passé devant ledit F.-X. Gosselin, notaire, à la date du deuxième jour de février mil huit cent quatre-vingt-onze, ayant été fait pour la période de temps commençant à la date dudit contrat pour aller jusqu'au premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze et expirer à ladite date en dernier lieu mentionnée ;

Et attendu que le gouvernement de ladite province de Québec, représenté comme susdit et autorisé de même, est convenu avec ledit Hôpital protestant pour les aliénés de prolonger et étendre ledit contrat aux termes, conditions, obligations et stipulations y mentionnés, pour une autre période de treize années, qui comprenait un contrat pour trois ans passé entre ledit gouvernement de ladite province de Québec, et ledit Hôpital protestant pour les aliénés, à compter du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze ;

En conséquence donc, les présentes font foi que les dites parties à icelles conviennent et stipulent, en vertu du susdit arrêté en conseil numéro 376, daté le 29 juin 1898, que le gouvernement de la province devra payer, durant la période et l'espace de dix années, à compter du premier jour de juillet dernier, la somme de \$116.00 par

année, pour chaque aliéné gardé aux frais du public par ledit Hôpital protestant pour les aliénés, tant que la population dudit hôpital n'aura pas atteint le chiffre de mille, et quand le nombre des patients entretenus aux frais du public sera de mille, le prix à payer pour la nourriture et la garde d'iceux sera de \$100 par année pour chacun, auxdits termes, conditions, réserves et stipulations mentionnés et énoncés au dit contrat fait et passé devant le dit F.-X. Gosselin, notaire, à la date du deuxième jour de février, 1891.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ, en ladite cité de Montréal, en l'étude de GEORGE R. LIGHTHALL, ledit notaire soussigné, les jour, mois et an susdits, sous le numéro trois mille cinq cent quatre-vingt-cinq des actes originaux demeurés de record en l'étude du notaire soussigné, et, après due lecture des présentes, les dites parties à icelles ont signé avec ledit notaire et en sa présence.

(Signé) J.-E. ROBIDOUX, *Secrétaire de la province.*
 “ F. WOLFERSTAN THOMAS, *Président.*
 “ ROBERT REID, *Sec. hon.*
 “ GEO. R. LIGHTHALL, *N. P.*

VRAIE COPIE de l'original demeuré de record en mon étude.

(Signé) GEO. R. LIGHTHALL, *N. P.*

2 EDOUARD VII, CHAPITRE 8

Loi concernant l'Hôpital protestant des aliénés

[Sanctionnée le 26 mars, 1902]

ATTENDU qu'il est nécessaire que l'Hôpital protestant des aliénés, constitué en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, construise un nouveau bâtiment destiné aux patients, une nouvelle cuisine, ainsi que des appareils frigorifiques et une boulangerie pour son asile de Verdun, et relie au fleuve par des tuyaux de fer les égouts de ces édifices ; et attendu que l'exécution de ces travaux coûtera \$65,000, qu'il lui faudra emprunter ;

Attendu que l'hôpital n'est pas en position de négocier un pareil emprunt sans la garantie du gouvernement ; et attendu que, dans l'intérêt public, il est à propos de donner cette garantie ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du

Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Gouvernement autorisé à garantir un certain emprunt.

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par an, du nouvel emprunt de \$65.000 qui sera fait par l'Hôpital protestant des aliénés, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil pour lesdites constructions, pourvu :

Proviso.

(a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû audit hôpital en vertu de son contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés, tant que durera ce contrat ;

(b) Que ledit hôpital consente en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur lesdites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent et s'élèveront ;

(c) Que ledit hôpital assure lesdites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transporte au gouvernement les polices constatant cette assurance.

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

NOTE.—*Cette loi est affectée par les lois 55-56 V., c. 39 ; 59 V., c. 5 ; et 9 Ed. VII, c. 3.*

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 3

Loi concernant l'Hôpital protestant des aliénés

[Sanctionnée le 29 mai, 1909]

Préambule.

ATTENDU qu'il est nécessaire que l'Hôpital protestant des aliénés, constitué en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, construise un nouveau bâtiment destiné aux patients afin de pouvoir en recevoir un plus grand nombre ; et attendu que l'exécution de ces travaux d'agrandissement coûtera \$75,000, qu'il lui faudra emprunter ;

Attendu que l'hôpital n'est pas en position de négocier un pareil emprunt sans la garantie du gouvernement de la province ; et attendu que, dans l'intérêt public, il est à propos de donner cette garantie ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement du capital et l'intérêt, à un taux n'ex-cédant pas quatre et demi pour cent par an, payable semi-annuellement, d'un emprunt de \$75,000 qui sera fait par l'Hôpital protestant des aliénés, pour un terme n'excédant pas vingt ans, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil pour la construction d'un nouveau bâtiment, pourvu :

a. Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de la garantie du capital et de l'intérêt, soit déduite du montant annuellement dû audit hôpital en vertu de tout contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés ;

b. Que ledit hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il paiera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur les constructions actuelles et sur le nouveau bâtiment, ainsi que sur le terrain où ils s'élèvent et s'élèveront ;

c. Que ledit hôpital assure lesdites constructions et le nouveau bâtiment pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transporte au gouvernement les polices constatant cette assurance.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

NOTE.—Celle loi est affectée par les lois 55-56 V., c. 39 ; 59 V., c. 5 ; et 2 Ed. VII, c. 8.

5 EDOUARD VII, CHAPITRE 4

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'hospice Ste-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix

[Sanctionnée le 11 mai, 1905]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le contrat ci-après reproduit, relatif au soin, à la garde et à l'entretien des idiots dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, passé le quatorzième jour de novembre mil neuf cent quatre, devant

Contrat du
14 novembre
1904, ratifié.

Charles Delagrave, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, est approuvé et ratifié.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CONTRAT

L'an mil neuf cent quatre, le quatorze novembre, devant Charles Delagrave, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec, comparaissent :

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représentée par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, No 470, en date du huit septembre mil neuf cent quatre, et approuvé le dix septembre mil neuf cent quatre par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes ;

ET

L'INSTITUT DES PETITES SŒURS FRANCISCAINES DE MARIE, corps politique incorporé, ayant son siège d'affaires en la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, aux présentes représenté par dame MARIE BIBEAU en religion mère MARIE-ANNE DE JÉSUS, supérieure générale dudit institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, spécialement autorisée à l'effet des présentes par une résolution du conseil dudit institut, en date du seize septembre mil neuf cent quatre et dont copie a été annexée à la minute de cet acte, après avoir été reconnue véritable par ladite dame supérieure et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour.

LESQUELS font le contrat suivant :

I

SOIN ET ENTRETIEN DES MALADES

L'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie s'engage envers le gouvernement de la province, pour le terme de dix années qui commencera à courir le deux de décembre mil neuf cent six, à recevoir et loger, dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, des idiots

des deux sexes qui leur seront confiés par le gouvernement, à les nourrir, vêtir et entretenir, chauffer et éclairer convenablement, leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et leur fournir les soins médicaux et médicaments que leur état exigera, le tout aux conditions ci-après stipulées.

II

NOURRITURE, ETC., INDIQUÉE DANS LA CÉDULE "A"

La nourriture et les vêtements donnés, ainsi que les lits et la literie fournis, aux malades par les sœurs, ne devront pas être d'une qualité inférieure et dans des quantités moindres que celles énumérées dans la cédule ci-annexée à la minute de ce contrat, signée par les parties et le notaire.

III

TRAITEMENT A DONNER

Les sœurs s'engagent à donner aux malades qui leur seront confiés, au moins les mêmes soins et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot à les traiter en tous points au moins aussi bien qu'elles l'ont fait pendant toute la durée de leur contrat avec le gouvernement, contrat expirant le deux décembre mil neuf cent six.

IV

VÊTEMENTS ET TRAVAIL DES MALADES

Les vêtements des malades devront, pour ceux en état de sortir, correspondre aux différentes saisons.

Les amusements, exercices physiques, et même le travail pour ceux qui pourront en bénéficier, devront être proportionnés aux conditions de santé et de capacité des malades et au besoin de leur éducation, surtout pour les jeunes idiots.

V

GARDIENS

Les sœurs devront fournir des gardiens ou gardiennes en nombre suffisant, pour qu'il n'y ait pas, en moyenne, plus de douze malades confiés aux soins et garde de chacun d'eux.

VI

VISITE DES MÉDECINS, INSPECTEURS, ETC.

Les sœurs donneront toutes les facilités possibles aux surintendant des asiles, médecins du gouvernement, aux visiteurs et inspecteurs des asiles, et tout leur concours pour leur faciliter leur œuvre et l'accomplissement de leurs devoirs, et se conformeront à toutes les recommandations, suggestions et prescriptions qui pourront être faites et données par le surintendant des asiles, ou le médecin attaché au dit hospice, et aussi à toutes ordonnances qui pourraient leur être données par le lieutenant-gouverneur en conseil.

VII

CONTRAT SUJET AUX LOIS DES ASILES

Le présent contrat sera aussi sujet à la loi de la province de Québec concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, et notamment pour le traitement médical et les pouvoirs et attributions du surintendant médical des asiles, de son assistant et du médecin attaché audit hospice.

VIII

PRIX D'ENTRETIEN DE CHAQUE MALADE

Le gouvernement s'engage envers les sœurs à leur payer, à partir du deux décembre mil neuf cent six, une somme de cent piastres par année pour chaque malade qui leur sera confié comme susdit, et pour tout le temps de l'internement seulement de ce malade. Ce paiement s'effectuera par versements trimestriels sur production d'un compte détaillé fait en conformité de la forme de compte approuvée par le gouvernement.

Le montant annuel payable par le gouvernement ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum de malades fixé par l'article suivant.

IX

NOMBRE MINIMUM DE MALADES

Le gouvernement s'engage envers lesdites sœurs à mettre et tenir en tout temps, pendant la durée de ce contrat, sous les soins des sœurs, au moins cent malades.

X

CHAPELAIN

Le gouvernement s'engage à payer annuellement une somme de cent piastres, payable par trimestre, au chapelain dudit institut.

XI

TRANSPORT DES MALADES

Les malades ainsi confiés aux soins et à la garde des sœurs, seront transportés et livrés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues selon la loi.

XII

ÉVASION DES MALADES

Si, après son arrivée à l'hospice, un malade s'échappe ou s'éloigne dudit hospice, les sœurs devront, à leurs propres frais, faire toutes diligences et perquisitions nécessaires pour le retrouver et le ramener à l'hospice.

XIII

AVIS EN CAS D'ÉVASION

Chaque fois qu'un malade s'échappera ou s'éloignera ainsi de l'hospice, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis dans lequel elles mentionneront le nom de ce malade, la date de son évasion, celle de son retour ou le fait qu'il n'a pu être retrouvé.

XIV

AVIS EN CAS DE DÉCÈS

Dans le cas de décès d'un malade, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis mentionnant le nom de ce malade et la date de son décès.

XV

FRAIS D'INHUMATION

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement payera aux sœurs une somme additionnelle de trois piastres, pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

XVI

RÉSILIATION DE CE CONTRAT

Toute violation de quelqu'une des clauses et stipulations de ce contrat de la part des sœurs, sera considérée une cause ou raison suffisante pour annuler le présent contrat de plein droit.

XVII

TRANSPORT DE CE CONTRAT

Les sœurs ne pourront transporter ce contrat sans un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil acceptant ce transport.

XVIII

CLAUSE TRANSITOIRE

Le présent contrat étant fait avant l'expiration du terme du contrat actuel, pour faciliter auxdites sœurs les moyens de se procurer les fonds dont elles ont besoin pour couvrir les frais de reconstruction de leur hospice, il est convenu que le contrat existant actuellement continuera jusqu'à son échéance, et notamment que le gouvernement continuera à payer soixante-quinze piastres par malade jusqu'à concurrence de cinquante-quatre malades actuellement à l'hospice, mais que, pour tout malade en sus du nombre ci-dessus qu'il leur confiera, le gouvernement payera auxdites sœurs cent piastres pour chaque tel malade jusqu'à l'expiration du contrat existant.

XIX

RATIFICATION

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session.

DONT ACTE fait à Québec, sous le numéro cinquante-six de mes minutes.

EN FOI DE QUOI les parties ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé)

AMD. ROBITAILLE.

“

MARIE BIBEAU dite SR. MARIE-ANNE
de JÉSUS, Supre. Génle.

“

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif
en date du 8 septembre 1904, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 10 septembre 1904

*Concernant un contrat avec les révérendes sœurs
franciscaines de l'asile Ste-Anne de la Baie St-Paul*

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport en date du six septembre (1904), expose :

Que le contrat avec les révérendes sœurs franciscaines de l'asile Ste-Anne de la Baie St-Paul expire en décembre 1906 ;

Que les révérendes sœurs ont fait une nouvelle construction dispendieuse, tel qu'il appert d'un rapport du docteur Woods, l'un des inspecteurs des asiles et bureaux publics, et désirent prendre de nouveaux arrangements avec le gouvernement pour un laps de temps plus considérable ;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à la ratification de la Législature, un contrat avec cette communauté sur les bases et conditions suivantes :

1. Le gouvernement continuera à payer soixante-quinze piastres par malade jusqu'à concurrence des cinquante-quatre malades qui sont actuellement à l'asile, et ce jusqu'au 2 décembre 1906.

2. Pour les malades que le gouvernement enverra en sus de ce nombre, il sera payé cent piastres par malade.

3. Après le 2 décembre 1906, le gouvernement payera cent piastres par malade, avec alors un minimum fixé de cent malades.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil exécutif.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

A une réunion spéciale du conseil des Petites Sœurs Franciscaines de Mario, tenue à la salle des délibérations, le seizième jour de septembre mil neuf cent quatre, à laquelle furent présentes les sœurs Marie-Egide d'Assise, assistante générale, et présidant l'assemblée à la place de la supérieure générale absente, Marie-Zotique et Marie-Frédéric, conseillères.

IL EST RÉSOLU :

Que la MÈRE MARIE-ANNE DE JÉSUS, supérieure générale de notre institut, soit par les présentes autorisée à signer, pour ladite institution, le contrat projeté avec le gouvernement de la province de Québec, tel qu'autorisé par un ordre en conseil du lieutenant-gouverneur de la province, en date du dix septembre courant (mil neuf cent quatre), et tous autres documents le concernant.

(Signé) SŒUR MARIE du SACRÉ-CŒUR,
Secrétaire.

Certifié vraie copie,

SŒUR MARIE du SACRÉ-CŒUR,
Sec.

Cette résolution a été annexée à la minute No 56 du répertoire du notaire soussigné, après avoir été signée par les parties et le notaire, ce quatorze novembre mil neuf cent quatre.

(Signé) MARIE BIBEAU dite SŒUR MARIE-ANNE
de JÉSUS, Supr. Génle.

“ AMD. ROBITAILLE.

“ CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vu et approuvé la présente résolution :

(Signé) † M. T., Ev. de Chicoutimi.

Evêché, 20 nov. 1904.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

CÉDULE A

MAINTIEN DES IDIOTS

*Règlement concernant la nourriture et les rations
des hommes et des femmes*

Pain de blé par jour.....	20 onces
Patates, carottes, navets et autres légumes....	20 “
Viande : bœuf, mouton ou lard de première qualité pour les malades ordinaires.....	6 “
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles....	8 “
La même quantité de poisson par jour si on le désire.	
Beurre par jour.....	2 “

Soupe à la viande ou aux légumes par jour...	2 chopines
Thé et café avec lait.....	1½ "
Et les assaisonnements nécessaires.	

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade et une variété dans la nourriture, autant que possible, chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

HABILLEMENT POUR LES HOMMES

Chemises.....	par année	4	
Chemises de dessous en flanelle.....	"	2	
Chemises de dessus en coton.....	"	2	
Bas de laine..	"	3	paires
Chaussons de coton.....	"	3	"
Souliers	"	3	"
Pantalons d'été.....	"	2	"
Pantalons d'hiver.....	"	2	"
Pour les malades qui détériorent leurs habillements :			
Pantalons d'été.....	"	4	"
Pantalons d'hiver.....	"	4	"
Bretelles....	"	1	"
Caleçons de coton.....	"	2	"
Caleçons de laine.....	"	2	"
Cravates d'été.....	"	2	
Cravates d'hiver.....	"	2	
Habits d'été.....	"	2	
Habits d'hiver.....	"	2	
Vestes d'été.....	"	2	
Vestes d'hiver.....	"	2	
Chapeau d'été.....	"	1	
Casque d'hiver.....	"	1	
Mouchoirs de poche.....	"	3	
Capot d'hiver.....	"	1	
Chaussures d'hiver.....	"	1	"

POUR LES FEMMES

Chemises.....	"	4	
Chemises de dessous en flanelle.....	"	2	
Chemises de dessus en coton.....	"	2	
Chaussons de laine....	"	3	paires
Chaussons de coton.....	"	3	"
Jarrettières.....	"	1	"
Souliers.....	"	3	"
Jupons d'été.....	"	2	
Jupons d'hiver.....	"	2	

Robes de coton pour été.....	par année	2
Robes de laine pour hiver.....	"	2
Châles d'été.....	"	2
Châles d'hiver.....	"	2
Tabliers.....	"	4
Bonnets de jour	"	3
Bonnets de nuit.....	"	3
Mouchoirs	"	3
Chapeau d'été.....	"	1
Chapeau d'hiver.....	"	1
Caleçons d'été.....	"	2
Caleçons d'hiver.....	"	2
Casque d'hiver	"	1
Vêtements de dessus pour sortie d'hiver.	"	1

LITERIE

Lit de fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertes en laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques.

CECI EST LA CÉDULE dont il est fait mention en le contrat ci-devant écrit entre l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, d'une part, et Sa Majesté, représentée par l'honorable Amédéo Robitaille, secrétaire de la province d'autre part, passé devant le notaire soussigné, ce quatorze novembre mil neuf cent quatre, sous le numéro 56, signé et paraphé le même jour par les parties et ledit notaire.

(Signé) MARIE BIBEAU dite SEUR MARIE-ANNE
de JÉSUS, Supre Génle.

" AMD. ROBITAILLE.

" CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.
